

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ

**LA CONTRIBUTION DES JARDINS COLLECTIFS URBAINS À
LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Par

Renaud PAYANT-HÉBERT

Mémoire présenté pour obtenir le grade de

Maître ès sciences, M.Sc.

Maîtrise en études urbaines

Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM

Septembre 2013

© Renaud PAYANT-HÉBERT, 2013

Ce mémoire intitulé

**LA CONTRIBUTION DES JARDINS COLLECTIFS URBAINS À
LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

présenté par

Renaud PAYANT-HÉBERT

a été évalué par un jury composé de

M. Gilles SÉNÉCAL, directeur de recherche, INRS

Mme Julie-Anne BOUDREAU, examinateur interne, INRS

Mme Anne-Marie HAMELIN, examinateur externe, Université Laval

« On est peut-être pauvre, mais maudit qu'on mange bien » (une jardinière)

Veillez noter que la forme masculine est utilisée tout au long du texte afin d'en alléger la lecture.

RÉSUMÉ

Montréal possède depuis longtemps de multiples jardins communautaires, mais très peu de personnes connaissent l'existence des jardins collectifs et ce qui les distingue. En effet, ces jardins issus du milieu communautaire sont le résultat de multiples efforts afin d'offrir une solution locale alternative pour lutter contre l'insécurité alimentaire, l'exclusion sociale et permettre aux individus de prendre en charge leur alimentation de manière saine, responsable et autonome. Nous avons parcouru près d'une dizaine de projets de jardins montréalais à l'été 2011, et conduit plus d'une vingtaine d'entretiens auprès des participants et organisateurs à l'hiver 2012 afin de mieux comprendre la portée de l'initiative et les attentes des jardiniers. Nous avons relevé à partir de leur discours et de nos observations plusieurs dimensions et indicateurs qui nous ont permis de mieux saisir le rôle et les limites de l'intervention dans le processus d'autonomisation des individus en situation précaire. Au niveau alimentaire, les jardins collectifs ont permis à plusieurs des jardiniers *démunis* de se conscientiser davantage à l'importance de bien manger. Certains projets plus que d'autres, ont permis aux participants de développer davantage de capital culinaire. Toutefois, la dimension sociale de l'expérience est ressortie de façon encore plus forte. Ainsi, à travers un processus d'*empowerment* individuel, certains jardiniers ont acquis de la dignité et développé des habiletés à briser l'isolement, leur permettant ainsi de participer à la société et d'accéder à de nouvelles ressources. L'initiative, bien que malléable, ne correspond pas à tous et n'apparaît pas comme une alternative convaincante au dépannage alimentaire, mais plutôt comme une ressource alimentaire complémentaire, s'ajoutant aux autres ressources locales, permettant aux individus de socialiser entre eux et de se divertir à moindre coût.

Mots-clés : agriculture urbaine, initiatives participatives communautaires, sécurité alimentaire, autonomie alimentaire, jardins collectifs, pauvreté, empowerment, exclusion sociale

ABSTRACT

The city of Montreal has had many community gardens for a long time, but very few persons know the existence of the collective gardens and what distinguishes them. These spaces are rooted in community action, and provide people with the means to help counteract problems such as poverty, food insecurity and social alienation by enabling them to take charge of their diet in a wholesome, responsible and self-sufficient manner. In order to better assess the impact these spaces yield, we roamed nearly a dozen community gardens throughout the summer of 2011, and conducted interviews with over twenty organizers and participants throughout the following winter. This analysis enabled us to have a better understanding of the role, as well as the limitations collective gardens yield in the empowerment process of low-income, urban residents. On a food level, these programs and spaces have helped increase awareness for many in terms of the importance of healthy eating, while certain projects have also contributed to the broadening of many participant's culinary palette. The dimension that particularly stood out however, was the social impact of community gardens. Through a process of personal empowerment, a number of gardeners acquired the dignity and tools to break free from isolation, thus enabling them to better function within society. Although most actors in the community agree on the need to favour food autonomy for individuals, the initiative doesn't appear to be an entirely viable alternative to traditional food assistance programs. It does however provide participants with an inexpensive, complimentary food resource, as well as a means to socialise with other members of their community.

Keywords: food security, urban agriculture, food insecurity, poverty, collective gardens, food autonomy

REMERCIEMENTS

Je voudrais remercier tout d'abord mon directeur de recherche, Gilles Sénécal pour m'avoir guidé et supporté dans ce travail. Des remerciements pour m'avoir dirigé sans m'imposer ses idées. Armé de métaphores, il a su me donner de précieuses indications à des moments clés de mon parcours académique. Des remerciements pour son écoute, sa flexibilité et sa disponibilité.

Je remercie aussi tous les responsables de projets de jardins qui m'ont accueilli à bras ouverts sur le terrain à l'été 2011 et qui m'ont permis de rentrer en contact avec leurs merveilleux jardiniers. Un merci tout particulier à ceux qui ont accepté de répondre aux questionnaires et de me partager leur expérience de vie lors des entretiens. Dans la même lignée, nous remercions tous les programmeurs qui ont accepté de partager leur vision, expérience, expertise afin de compléter ma compréhension de la sécurité alimentaire et de l'agriculture urbaine.

Mes remerciements vont aussi au Vespa pour m'avoir accueilli et permis d'utiliser leur local technologique ensoleillé pendant près d'un an. Merci à Maude Séguin de m'avoir diverti et nourri pendant mes journées de rédaction.

Un immense remerciement à ma copine, ma mère et à mes amis qui ont su m'écouter et m'encourager durant ce long processus de réflexion et de rédaction.

Un merci tout particulier à mon père pour la confiance qu'il a su me transmettre.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	xii
Liste des figures	xiii
Introduction	1
Un portrait global de l'agriculture urbaine à Montréal.....	2
Objectifs du mémoire	6
Chapitre 1 : Revue de la littérature	7
1.1 L'agriculture urbaine, une pratique aux multiples vertus.....	7
1.2 Autonomie et <i>empowerment</i>	9
1.3 Sécurité, insécurité et stratégies alimentaires	12
1.4 Appauvrissement, défavorisation et pauvreté.....	17
1.5 Capital social	20
1.6 Application des concepts à l'agriculture urbaine communautaire.....	25
1.7 Questions et hypothèses de recherche	27
Chapitre 2 : stratégie méthodologique	29
2.1 Phase 1 : Sélection des projets et premier contact avec les organismes.....	31
2.1.1 <i>Échantillon pour les entretiens</i>	31
2.1.2 <i>Stratégie initiale pour rejoindre les participants</i>	32
2.2 Phase 2 : Les observations non participantes	34
2.3 Phase 3 : La distribution du questionnaire.....	35
2.4 Phase 4 : Les entretiens	37
2.5 Cadre d'analyse et traitement des données.....	39
2.6 Validité et intégration des sources de données	41
Chapitre 3 : Expérience du jardin et des jardiniers	45
3.1 Portrait des organismes et des projets de jardins sélectionnés	45
3.1.1 <i>La Maison de Quartier Villeray</i>	46

3.1.2	<i>Le Club populaire des consommateurs de Pointe Saint-Charles</i>	47
3.1.3	<i>La Maison du Partage d'Youville</i>	48
3.1.4	<i>Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur (YQQ)</i>	50
3.1.5	<i>Vrac environnement</i>	51
3.1.6	<i>Financement des projets et recrutement des jardiniers</i>	52
3.2	Compte-rendu des observations effectuées sur le terrain	54
3.2.1	<i>Aménagement des jardins, contextes d'insertion dans le cadre urbain et variétés de végétaux</i>	54
3.2.2	<i>Les séances de jardinage et autres activités reliées au jardin</i>	56
3.3	Présentation des jardiniers	59
3.3.1	<i>Parcours de vie des jardiniers interviewés</i>	60
3.3.2	<i>Découverte des projets de jardins et motivation des jardiniers</i>	65
3.3.3	<i>Appréciation de l'expérience chez les jardiniers</i>	66
3.3.4	<i>Qualités requises et interprétation de l'expérience selon les jardiniers</i>	71
	Chapitre 4 : Les apports du jardin : Analyse du discours des jardiniers	75
4.1	Les habitudes alimentaires non attribuées au jardin par les participants	75
4.2	Les habitudes alimentaires attribuées au jardin par les participants	82
4.3	Le réseau d'entraide des jardiniers	87
4.4	Les retombées sociales attribuées au projet de jardin par les participants	91
4.5	Retour sur les questions de recherche initiales	96
	Chapitre 5 : Perceptions de la pratique par les organisateurs	101
5.1	Les coordonnateurs	101
5.1.1	<i>La vision du jardin en lien avec la sécurité alimentaire</i>	102
5.1.2	<i>Perception des participants, des retombées du jardin et du travail d'animateur</i>	104
5.2	Les programmeurs	112
5.2.1	<i>La sécurité alimentaire</i>	112

5.2.2 Perception des jardins collectifs.....	115
5.3 Mise en perspective des discours des deux paliers d'organiseurs	119
Chapitre 6 : Discussion et retour sur les résultats.....	121
6.1 Concordance entre la perception des jardiniers et la perception des organisateurs par rapport à l'expérience	121
6.2 L'agriculture urbaine comme objet de sécurité alimentaire	124
6.3 Limites, apport social et scientifique.....	128
6.4 Conclusion.....	130
Annexe 1 : Grille d'observation	133
Annexe 2 : Questionnaire	134
Annexe 3 : Grille d'entretien des jardiniers	137
Annexe 4 : Grille d'entretien des coordonnateurs	139
Annexe 5 : Grille d'entretien des programmeurs	141
Annexe 6 : Les jardins en bacs.....	142
Annexe 7 : Les séances de jardinage.....	143
Annexe 8 : Le calcul des récoltes.....	144
Annexe 9 : Le partage des récoltes	145
Annexe 10 : La fête des récoltes	146
Annexe 11 : Recrutement des personnes démunies.....	147
Annexe 12 : Motivations des jardiniers.....	148
Annexe 13 : Fonctions du jardin	149
Annexe 14 : Roue de l'autonomie alimentaire.....	150
Bibliographie.....	151

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 : Tableau récapitulatif.....	33
Tableau 2.2 : Jardins sélectionnés.....	35
Tableau 3.1 : La Maison de quartier Villeray	47
Tableau 3.2 : Le Club populaire des consommateurs de Pointe Saint-Charles.....	48
Tableau 3.3 : La Maison du Partage d’Youville	49
Tableau 3.4 : Y’a quelqu’un l’aut’bord du mur	50
Tableau 3.5 : Vrac environnement	51
Tableau 3.6 : Caractéristiques socio-économiques des jardiniers rencontrés	59
Tableau 4.1 : Habitudes alimentaires non attribuées au jardin par les participants	76
Tableau 4.2 : Habitudes alimentaires attribuées au jardin	83
Tableau 4.3 : Retombées sociales attribuées à l’expérience par les jardiniers.....	92
Tableau 5.1 : Présentation des coordonnateurs	103
Tableau 5.2 : Types de participants selon les coordonnateurs	117
Tableau 5.3 : Les retombées selon les coordonnateurs	105
Tableau 5.4 : Interventions des programmeurs en lien avec la sécurité alimentaire.....	114
Tableau 5.5 : Rapport des programmeurs face aux jardins collectifs	114

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 : Les composantes de l' <i>empowerment</i> individuel	10
Figure 1.2 : Les stratégies domestiques	15
Figure 1.3 : La force des liens faibles	25
Figure 2.3 : Validité des données	43
Figure 4.1 : Les stratégies d'approvisionnement chez les jardiniers démunis	78
Figure 4.2 : Les stratégies d'approvisionnement chez les atypiques	79
Figure 4.3 : Les saines habitudes alimentaires non attribuées au projet de jardin	81
Figure 4.4 : Autonomie alimentaire développée grâce au jardin	86
Figure 4.5 : Les réseaux d'entraide des jardiniers	88
Figure 4.6 : Capital social acquis à travers l'expérience	95
Figure 4.7 : Sommaire des retombées du projet de jardin	97
Figure 4.8 : Les bénéfices de l'expérience au niveau social et alimentaire	99

INTRODUCTION

L'alimentation est un besoin essentiel universel qui rythme nos actions quotidiennes. Comme les animaux, l'homme est dépendant de son environnement pour assurer ses besoins fondamentaux en nourriture. S'en priver, ne serait-ce que pour une journée, serait presque inimaginable pour bon nombre d'individus aisés dans les pays développés. Pour ceux-ci, le repas est un moment privilégié qui leur permet de prendre un temps d'arrêt pour discuter, relaxer et apprécier le moment présent. Pour d'autres, il représente une source de stress et d'inconfort. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, (2013) près d'un million de personnes ne mangent pas à leur faim sur Terre. Pourtant, un rapport de l'Institution of Mechanical Engineers nous apprenait au début de l'année 2013, qu'environ deux milliards de tonnes de nourriture sont gaspillées annuellement. En effet, près de 30 % à 50 % de la nourriture produite chaque année sur la planète se retrouvent dans les poubelles et dans les sites d'enfouissement (IMechE 2013).

À Montréal, en 2009, 29 % de la population de Montréal vit sous le seuil de faible revenu tel que déterminé par statistique Canada (Apparicio, Séguin et Leloup 2007). En 2011, plus de 7 000 personnes ont eu recours pour une première fois au dépannage alimentaire, un chiffre alarmant pour un pays riche selon le directeur général de l'organisme Moisson Montréal. De plus, les ménages avec un revenu représentent maintenant 13 % des gens qui font appel à un organisme qui offre un service de dépannage alimentaire. Le nombre de personnes âgées dans le besoin a atteint un nombre record et les étudiants bénéficiaires ont triplé. Plus de 200 organismes sont desservis mensuellement sur l'île de Montréal par Moisson Montréal. Ces organismes fournissent des aliments ou un repas à environ 148 000 personnes dont environ 60 % sont des prestataires de l'aide sociale et 41 000 des enfants (Moisson Montréal 2012).

En plus des comptoirs alimentaires et les services d'urgence en alimentation, il existe plusieurs initiatives locales qui tentent de répondre autrement aux problèmes de la faim et de la pauvreté. Selon Riches (2002), l'état a délégué ses responsabilités en matière de lutte à la pauvreté et de santé nutritionnelle vers les comptoirs alimentaires qui offrent une réponse inadéquate. Les comptoirs alimentaires auraient cependant permis d'éveiller la conscience publique face au phénomène de l'insécurité alimentaire. L'idée n'est pas tant de remettre en question l'utilité des

comptoirs alimentaires, mais plutôt de trouver des solutions et des outils autrement efficaces afin de permettre aux individus de prendre en charge leur alimentation de façon autonome et durable. Afin de pallier aux lacunes des comptoirs alimentaires, de nombreuses initiatives collectives locales, notamment de cuisines et de jardins, ont vu le jour au fil des ans, dans le but de permettre aux individus d'acquérir des compétences et d'aller au-delà de l'assistance alimentaire (Rouffignat et al. 2002).

Un portrait global de l'agriculture urbaine à Montréal

Bien que l'agriculture urbaine montréalaise englobe une multitude d'interventions individuelles, publiques et privées, deux types d'initiatives en jardinage se démarquent, soit les jardins collectifs chapeautés par des organismes communautaires et les jardins communautaires de la Ville de Montréal. Les jardins de la Ville ont fait leur apparition en 1974 et se définissent comme étant des jardins composés de plusieurs jardinets, chacun étant attribué et cultivé par un citoyen ou une famille. Ils ont fait leur apparition tout d'abord pour répondre à un besoin en sécurité alimentaire : « À la suite d'un incendie qui avait détruit tout un pâté de maisons dans le quartier centre-sud de l'actuel arrondissement de Ville-Marie, des résidents ont réclamé la mise sur pied d'un jardin dans cet espace afin d'assurer leur sécurité alimentaire » (OCPM 2012b). Au fil des années, en raison de la popularité des jardins, la planification et la coordination des actions touchant le programme des jardins sont inscrites au sein du Service des sports, des loisirs et du développement social de la Ville de Montréal. Depuis 2002, la mise en application des jardins communautaires est prise en charge par les arrondissements. Les jardins communautaires apparaissent comme des espaces de plein air semi-publics réservés à un petit nombre de personnes et peuvent être envisagés selon trois aspects : une ressource alimentaire, un loisir et un espace domestique. Les rapports entre les jardiniers sont dans bien des cas superficiels et consistent à donner ou échanger des conseils, des plantes ou une partie de sa production (Bouvier-Daclon et Sénécal 2001). Selon des données datant de 2010, il existerait environ une centaine de jardins communautaires qui regroupent 12 000 à 15 000 individus (Duchemin, Wegmuller et Legault 2010).

Il existe parallèlement au programme des jardins communautaires de la Ville de Montréal des jardins collectifs qui sont parrainés en grande majorité par des organismes communautaires. Ces projets sont issus d'acteurs locaux et tendent à suivre les principes du développement territorial durable dans la lignée des préconisations du sommet de Rio en 1992 :

Le développement territorial durable, en suscitant l'émergence d'un projet collectif, place les acteurs au cœur de la gouvernance des territoires. Il exprime la volonté de prendre en compte les besoins des populations locales et de répondre à leurs aspirations. Les intérêts des communautés locales s'expriment à travers la formalisation d'un projet territorial qui prend forme au sein d'une architecture institutionnelle particulière. (Angeon, Caron et Lardon 2006)

À Montréal, le premier jardin de ce genre est apparu en 1997 dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce afin d'intervenir sur des enjeux de pauvreté, de sécurité alimentaire et d'environnement (fruit d'une collaboration entre le groupe Action Communiterre et le Dépôt alimentaire NDG). Depuis, de nombreux jardins collectifs ont vu le jour dans plusieurs autres arrondissements, un peu partout à Montréal afin de répondre aux mêmes types d'enjeux. Selon des données datant de 2010, il y aurait environ 75 jardins impliquant 2 000 personnes (Duchemin, Wegmuller et Legault 2009). À la différence des jardins communautaires, les jardins collectifs ne sont pas divisés en jardinets de 18 mètres carrés et ne sont pas cultivés individuellement. Dans les jardins collectifs, tous les individus jardinent ensemble et se séparent les récoltes, pour ensuite redistribuer les surplus à des organismes d'entraide (Nahmias et Le Caro 2012). Chaque jardin est encadré par un animateur social qui enseigne les fondements de la culture biologique. Les jardins collectifs font partie intégrante du Réseau des jardins collectifs du Québec (RJCQ). Toutefois, le regroupement en est encore à ses balbutiements et n'offre pas de véritable structure commune à ses membres. Chaque organisme décide de la façon dont les activités se déroulent à l'intérieur de ses jardins (Gorgolewski, Komisar et Nasr 2011; RJCQ 2009).

Les jardins collectifs et les jardins communautaires font partie d'une dynamique encore plus large qui regroupe de nombreux projets d'agriculture urbaine aux multiples formes. Certains auteurs ont tenté de définir la pratique :

Urban agriculture can be defined as the growing of plants and the raising of animals for food and other uses within and around cities and towns, and related activities such as the production and delivery of inputs, and the processing and marketing of products. [...] The most important distinguishing character of urban agriculture is not so much its location – or any other of aforementioned criteria – but the fact that it is an integral part of the urban economic, social and ecological system : urban agriculture uses urban resources (land, labour, urban organic wastes, water), produces for urban citizens, is strongly influenced by urban conditions (policies, competition for land, urban markets and prices) and impacts the urban system (effects on urban food security and poverty, ecological and health impacts) (Veenhuizen 2006, 1).

L'agriculture pratiquée et vécue dans une agglomération par des agriculteurs et des habitants aux échelles de la vie quotidienne et du territoire d'application de la régulation urbaine. Dans cet espace, les agricultures – professionnelles ou non, orientées vers les circuits longs, les circuits courts ou l'autoconsommation – entretiennent des liens fonctionnels réciproques avec la ville (alimentation, paysage, récréation, écologie) donnant lieu à une diversité de formes agri-urbaines observables dans le ou les noyaux urbains, les quartiers périphériques, la frange urbaine et l'espace périurbain (Nahmias et Le Caro 2012, 13)

Comme il est mentionné dans la dernière définition, il existe trois principales catégories d'agricultures urbaines et périurbaines qui cohabitent : celle des professionnels proches de la ville et qui orientent leur production vers le marché général, celle des fournisseurs de circuits courts et finalement celle des simples habitants qui expérimentent seuls ou en groupe comme c'est le cas pour les jardins collectifs. À l'heure actuelle, il existe un engouement pour les circuits courts et pour l'agriculture urbaine de proximité dans les collectivités urbaines. La Ville de Montréal a notamment vu apparaître la première serre commerciale de l'Amérique du Nord située sur le toit d'un immeuble commercial de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville¹. Sur le plan environnemental, nous remarquons une quantité grandissante de projets dans les dernières années en verdissement et en revitalisation urbaine qui incluent parfois de l'agriculture urbaine, mais il

¹ La serre commerciale des Fermes Lufa est située sur le toit d'un édifice du secteur du Marché Central et couvre environ 2900 m². Une quarantaine de variétés de fruits, légumes et fines herbes y sont produites et distribuées à leurs abonnés de manière hebdomadaire sous la forme de paniers (OCPM2012b).

reste que ces projets ne visent pas nécessairement à lutter contre l'insécurité alimentaire ou à produire de la nourriture pour répondre à la demande locale. En effet, de nombreux projets visent plutôt à lutter contre les îlots de chaleur urbains (Gorgolewski, Komisar et Nasr 2011). Plusieurs acteurs institutionnels et communautaires jouent le rôle de leaders à Montréal dans le milieu de l'agriculture urbaine. Nous notons parmi ceux-ci, le Groupe de travail en agriculture, urbaine (GTAU) Action Communiterre, la Maison de quartier Villeray, la Société environnementale de Côte-des-Neiges, Alternatives, Équiterre, le Centre d'écologie urbaine de Montréal, le Conseil régional de l'environnement de Montréal, la Ville de Montréal (CRE), La Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ), les commissions scolaires, le Collectif de recherche en aménagement paysager et agriculture urbaine durable de l'Université du Québec à Montréal (CRAPAUD), l'Université McGill, l'Université Concordia, le Santropol Roulant, la Direction de la santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (DSP de Montréal) et Centraide, pour en nommer quelques-uns. La pratique jouit d'un certain engouement comme le démontre la consultation publique à son égard issue d'une pétition de 29 068 signatures en date du 15 novembre 2011 instiguée par le GTAU (OCPM 2012a). Ainsi, l'agriculture urbaine pour utiliser les mots mis à l'avant-plan par le regroupement est multidimensionnelle et regroupe des acteurs issus autant des milieux communautaires, publics, parapublics et privés. Dans le cas des initiatives de jardins issues du milieu communautaire, elles restent encore peu étudiées et connues du public et leur efficacité à lutter contre l'insécurité alimentaire demeure floue. En effet, l'efficacité de l'initiative a été remise en question par le passé, notamment en raison de la structure et du fonctionnement organisationnel, de la courte durée de l'expérience et de sa faible production en fruits et légumes (Boulianne 2001).

Objectifs du mémoire

À travers notre recherche sur les jardins collectifs, nous tentons de comprendre de quelles manières ces initiatives participatives communautaires permettent aux Montréalais en situation de pauvreté de lutter contre l'insécurité alimentaire. Plus précisément, nous essayons de comprendre les apports directs des jardins collectifs sur l'autonomie alimentaire des *participants démunis*², ce qui a été peu traité dans les travaux de recherche des dernières années. La pauvreté s'accompagnant souvent d'insécurité alimentaire et d'une rupture du lien social, l'objectif est aussi de comprendre de quelles manières les jardins collectifs permettent d'outiller socialement les individus pris dans une telle situation. Ainsi, nous essayons de comprendre la nature du lien social qui est créé à travers la participation au projet et ses répercussions. Ces questionnements réfèrent aux rapports qu'entretiennent les personnes démunies avec leur milieu (famille, réseaux sociaux, collectivité, etc.) et aux mécanismes leur permettant d'acquérir davantage d'autonomie personnelle.

² Nous entendons par *participants démunis* les individus qui possèdent un faible revenu et une faible scolarisation. Le terme peut sembler fort, mais il nous permet d'apporter certaines distinctions importantes tout au long de cet ouvrage.

CHAPITRE 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE

1.1 L'agriculture urbaine, une pratique aux multiples vertus

Dans les articles scientifiques traitant de l'agriculture urbaine communautaire (AUC) à Montréal, les chercheurs évoquent la plupart du temps les mêmes objectifs positifs poursuivis par les organismes : l'éducation, la sécurité alimentaire, l'autonomie des participants, le divertissement, les interactions sociales, la mixité sociale, la santé physique et mentale, l'implication citoyenne, la lutte contre l'effet de serre et la culture d'aliments biologiques. Le Plan d'action gouvernemental de promotion de saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids mentionne même que les jardins communautaires permettent d'accroître la disponibilité et l'accessibilité aux aliments sains auprès des populations économiquement défavorisées (MSSS 2006). La Ville de Montréal a inclus l'agriculture urbaine dans son premier Plan stratégique de développement durable de la communauté montréalaise 2007-2009 ainsi que dans son nouveau Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015 (Ville de Montréal 2006, 2009). Cela donne l'impression que l'agriculture urbaine possède toutes les vertus, cependant « les moyens et outils d'évaluation des retombées de l'agriculture urbaine sont peu documentés et les recherches entreprises ne suffisent pas pour mesurer la portée et la pertinence des enjeux économiques, environnementaux, sociaux, alimentaires, sanitaires, mais aussi urbanistiques » (Reyburn 2012, 3). En effet, ces plans semblent tenir pour acquis les bienfaits de l'agriculture urbaine alors que peu d'études en confirment les effets positifs sur la sécurité alimentaire des individus en situation précaire dans les pays industrialisés.

La documentation scientifique sur l'agriculture urbaine au Québec n'est pas très volumineuse et encore moins, celle sur l'agriculture urbaine communautaire. Par contre, il existe quand même plusieurs auteurs à travers le monde qui s'intéressent à l'agriculture urbaine bien que les projets diffèrent d'un lieu à un autre, en fonction du système de gouvernance ainsi que de la nature des projets. Les questionnements portent généralement sur plusieurs aspects en lien avec la pratique et proviennent de disciplines aussi diverses que la psychologie, les études relatives à l'environnement, l'éducation, la sociologie, la nutrition, l'urbanisme, les études urbaines,

l'aménagement, la géographie et l'anthropologie. Notons parmi quelques-uns de ces questionnements : les diverses fonctionnalités des projets de jardins; la place des femmes au sein de la pratique; le rôle des jardins dans le développement de l'esprit communautaire; le rôle des jardins sur la participation communautaire et l'appartenance locale; le rôle des jardins sur la promotion de la consommation locale; les contradictions dans les représentations, les logiques et les pratiques des acteurs; les enjeux écologiques, sociaux, économiques et paysagers autour des projets de jardins (Boulianne 2001; Duchemin, Wegmuller et Legault 2009; Duvernoy et Lorda 2012; Flachs 2010; Minvielle, Angles et Daligaux 2012; Phillips 2012; Okvat et Zautra 2011; Perrotti 2012; Reyburn 2006; Rosol 2010; Salomon Cavin 2012; Serrano 2012).

Au niveau du profil des participants de projets d'agriculture urbaine communautaire montréalais, Reyburn (2006) et Boulianne (2001) constatent que les jardiniers accueillent une proportion élevée de femmes, peu de jeunes de 24 ans et moins ou de personnes âgées de 55 ans ou plus et d'une grande quantité d'individus qui possèdent un diplôme universitaire. Bon nombre de jardiniers sont issus de ménages à faible revenu et uniques. Pour ce qui est des jardiniers avec des revenus modestes, l'épargne sur les dépenses alimentaires est considérable, compte tenu du budget restreint majoritairement consacré au logement. Cela ne signifie pas que l'on ne trouve pas d'autres profils d'individus dans les jardins. Les jardiniers sans diplôme universitaire mettent davantage d'accent sur l'amélioration de leur vie sociale que sur l'amélioration de l'image de la ville, comme le font les jardiniers qui ont obtenu un diplôme universitaire. Les jardiniers moins bien nantis tireraient profit de l'agriculture urbaine communautaire dans deux principaux domaines, soit la participation à la vie communautaire et l'accroissement du sentiment d'appartenance. Selon les recherches de Reyburn (2006) deux types de jardiniers se démarquent : *les éduqués, écolos, engagés* et *les recrutés dans le besoin*. Les habitudes alimentaires des moins bien nantis sont moins affectées que chez les mieux nantis. Chez ces derniers, l'expérience du jardin les incite à se procurer davantage de produits biologiques sur le marché.

En ce qui a trait aux organismes qui parrainent les projets de jardins collectifs, ceux-ci doivent faire usage de créativité afin de trouver du soutien financier et de pérenniser leurs initiatives. En effet, certains programmeurs comme Centraide, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, la Direction de la santé publique de Montréal et la Ville de Montréal ont joué un rôle phare au niveau du soutien des projets et des organismes au fil des ans. Reyburn (2006) observe que la plupart du temps, les organismes sont appelés à redéfinir leurs projets et leurs champs

d'action afin de cadrer avec les champs d'action de leurs bailleurs de fonds. Notons parmi ces champs d'action (liés aux bailleurs de fonds) : la lutte contre l'insécurité alimentaire; la lutte contre la précarité économique et la stigmatisation d'individus ou de communautés marginalisés et l'accès à des milieux de vie assainis et naturels (Boulianne 2001; Reyburn 2006)

1.2 Autonomie et *empowerment*

Dans un premier temps, nous avons visité la documentation scientifique afin de mieux comprendre les concepts et notions qui sont mobilisés ainsi que les objectifs sociaux en lien avec la pratique montréalaise. Selon Hamelin et Bolduc (2003), les jardins collectifs interviendraient au niveau de l'autonomie alimentaire, faisant référence à la capacité des individus à prendre en charge leur alimentation de manière saine, responsable et autonome. Selon la définition du Petit Robert, le terme autonomie possède de multiples significations, mais fait davantage référence à la liberté de l'individu, à son indépendance matérielle ou intellectuelle (Le Robert 1993). Dans le milieu de la santé mentale, Thornicroft et Tansella (1999) parlent de l'autonomie comme étant une caractéristique du participant concernant l'habileté de faire des choix ou de prendre des décisions de manière indépendante. L'autonomie fait aussi référence à la capacité ou au potentiel d'un service à préserver et à promouvoir l'indépendance personnelle par l'entremise d'expériences positives. L'autonomie du point de vue individuel est souvent accolée à la notion d'*empowerment*, puisque cette dernière est censée « renforcer les capacités individuelles (autonomie de choix et d'action) et réduire la vulnérabilité par rapport aux choix exogènes » (Kanbur et Squire 2001 cité dans Palier et Prévost 2005, 5). L'autonomisation quant à elle, selon le Petit Robert est définie comme étant le fait de devenir autonome. Pour ce qui est de l'*empowerment*, la notion ne possède pas vraiment de traduction française même si les termes autonomisation et capacitation sont parfois utilisés sans offrir une traduction convaincante (Bacqué 2006). La notion d'*empowerment* fait référence au processus qui permet d'augmenter la capacité des individus et des groupes à faire des choix, à prendre conscience de ses droits, mais aussi à formuler et à concrétiser ses propres choix en actions concrètes. Comme l'indique Bacqué (2006, 108), la thématique de l'*empowerment*, a été très présente dans les mouvements féministes et a été largement intégrée par le mouvement noir nord-américain ainsi que par plusieurs autres

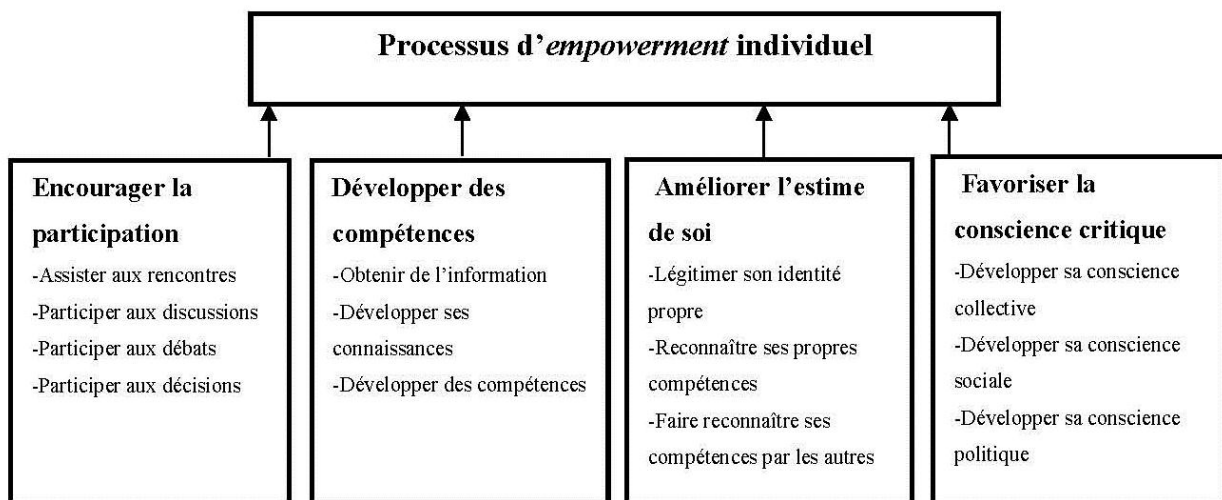
groupes de la société, bien souvent en lien avec la pauvreté, l'intégration au marché de l'emploi et le partage du pouvoir :

Elle se retrouve aussi dans le vocabulaire managérial, éducatif, social ou thérapeutique renvoyant ici à la construction du soi, à l'auto prise en charge en opposition avec la dépendance voire à la responsabilité. Dans tous les cas, elle indique néanmoins un processus qui met en son centre la construction des individus et des groupes (Bacqué 2006, 108).

Le concept d'*empowerment* est aussi repris dans le milieu communautaire québécois de plusieurs manières notamment dans le milieu de la sécurité alimentaire :

Les intervenants et les bénévoles qui accueillent les personnes vulnérables tentent de favoriser leur autonomie par un long processus d'*empowerment* individuel dans lequel ces derniers cherchent surtout à faire participer les personnes et à développer leur estime de soi, leurs compétences et leurs connaissances ainsi que leur conscience critique (Rouffignat et al. 2002, 17).

Ce processus est bien représenté à travers ce tableau issu d'une recherche de Rouffignat et al. (2002) sur les effets des pratiques alternatives au dépannage alimentaire dans les régions du Québec, réalisée dans le cadre d'une action concertée entre le Conseil québécois de la recherche sociale et le ministère de la Santé et des Services Sociaux du Québec :



Source : (Rouffignat et al. 2002, 17)

Figure 1.1 : Les composantes de l'*empowerment* individuel

Selon plusieurs chercheurs, « l'*empowerment* est un processus de dynamisation et d'autonomisation des personnes et/ou des milieux afin de contrôler les ressources de leur environnement » (L. Tremblay 2008, 17). Le processus est le produit d'une démarche qui comprend quatre grandes dimensions, soit la participation, l'acquisition de compétences, l'estime de soi et la conscience critique. (Ninacs 2002; Rouffignat et al. 2002; P.-A. Tremblay et al. 2006). Ce processus de conscientisation peut aider des individus qui utilisent les services de dépannage alimentaire à diminuer les sentiments de honte et de culpabilité et de stigmatisation généralement attribués à la fréquentation aux services d'urgence.

L'*empowerment* est un processus qui peut s'appliquer à l'organisme et non seulement à l'individu-usager. En effet, il s'agit d'un processus collectif qui vise la participation à la fois des participants, membres, bénévoles, intervenants, administrateurs et tend à favoriser l'expression de la citoyenneté à l'intérieur de la vie associative ainsi qu'au sein des collectivités territoriales. Ainsi, un organisme de la société civile peut se retrouver dans la même situation d'isolement qu'un individu. Le processus d'*empowerment* communautaire vise alors la concertation entre les acteurs afin d'agir sur les enjeux de façon éclairée, collective et consensuelle :

L'*empowerment* communautaire est donc un processus collectif qui s'articule à plusieurs éléments : la mise en place de mécanismes démocratiques de prise de décision qui assurent la pleine participation, le maillage des ressources du milieu, le renforcement du sentiment d'appartenance à la communauté, une orientation de l'action fondée sur la coopération, la volonté d'intervenir en matière de problèmes sociaux et d'appuyer le développement sur les forces du milieu. (Beeman et al. 1997, 45)

Ces processus demandent toutefois des efforts considérables de la part de l'individu et de l'organisme en processus d'autonomisation et de conscientisation. Les études d'impacts présentent des conclusions mitigées sur la manière dont le processus est mené. Les participants se retrouvent parfois dans une situation où leur implication représente une occasion d'épargner des coûts pour l'organisme et les bénéfices apparaissent beaucoup plus importants pour l'organisme que pour l'individu (Palier et Prévost 2005). En effet, les organisations et les regroupements doivent créer et développer des outils de formation afin de permettre l'autonomie et l'émancipation des groupes et des participants (Fournier, Provost et Goudreault 1998). Bien entendu, il n'est pas aisé de mener à bien un tel processus, cela implique de la part des

intervenants, de multiples compétences en matière de communication et d'éducation afin de transmettre de l'information, sensibiliser et engager de réels changements ou transformations (Fornerod 2010; Freire [1970] 2000; Mayo 1995). Dans le cadre de référence pour le soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal 2008-2012, il est inscrit que 75 % de l'enveloppe budgétaire doit être consacrée à des activités favorisant l'autonomie alimentaire (DSP 2008).

1.3 Sécurité, insécurité et stratégies alimentaires

Selon les Nations unies, le concept de sécurité alimentaire renvoie à un état selon lequel les populations ont accès en tout temps, dans la dignité, à suffisamment d'aliments pour pouvoir mener une vie saine et active. Selon la FAO, la sécurité alimentaire se définit comme suit :

Situation caractérisée par le fait que toute la population a en tout temps un accès matériel et socio-économique garanti à des aliments sans danger et nutritifs en quantité suffisante pour couvrir ses besoins physiologiques, répondant à ses préférences culinaires, et lui permettant de mener une vie active et d'être en bonne santé (FAO 2010, 6).

Rouffignat (2003, cité dans P.-A. Tremblay et al. 2006, 7) identifie quatre volets de la sécurité alimentaire. Le premier volet, celui de la salubrité « renvoie directement aux méthodes de production des denrées alimentaires par le contrôle de la qualité en raison des répercussions possibles sur la santé des populations pauvres ». Le deuxième est la durabilité du système de production, qui concerne les préoccupations actuelles sur le principe de développement durable. Le troisième est la disponibilité, qui concerne les populations qui sont confrontées à un manque de denrées alimentaires et plus particulièrement les pays plus pauvres. Finalement, le quatrième volet, celui de l'accessibilité qui touche certaines populations dans les pays aisés en situation de pauvreté :

Il y a accessibilité lorsqu'une population a accès, en toute dignité, à un approvisionnement alimentaire suffisant et nutritif, à coût raisonnable et acceptable au point de vue social et culturel, lorsque les individus ont un pouvoir d'achat adéquat et finalement lorsqu'ils ont accès à une information simple fiable qui confère des habiletés et qui permet de faire des choix éclairés (Gauvin et al. 1996 cité P.-A. Tremblay et al. 2006; Hamelin et Bolduc 2003).

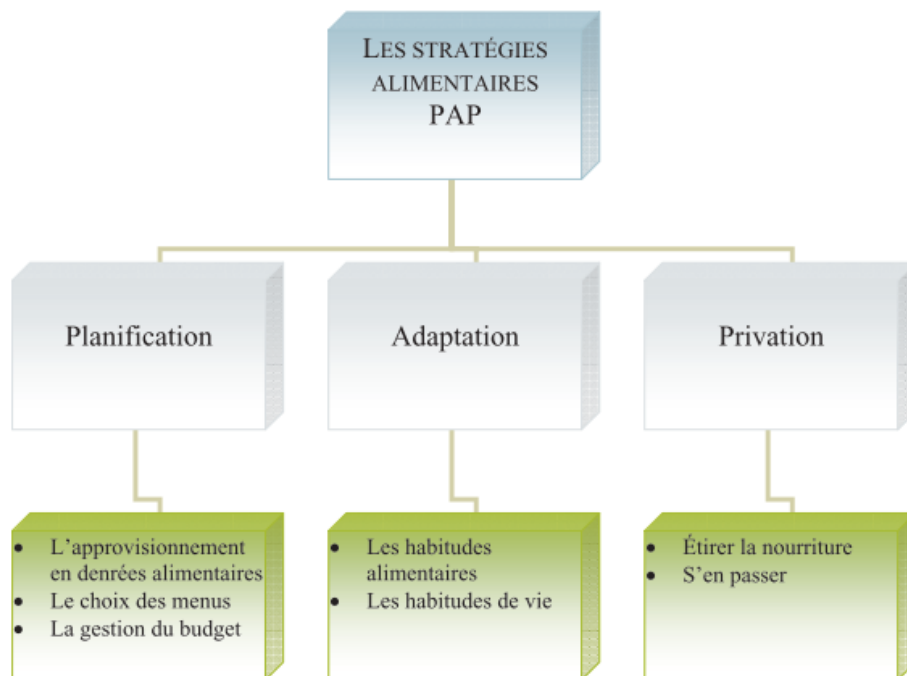
Cette définition est celle proposée par l'OMS et reprise par l'Ordre professionnel des diététistes du Québec. La notion d'accès à l'information fait référence aux notions d'éducation et d'autonomie (autonomie de choix et d'action), mais aussi à la préservation d'une culture alimentaire locale, discours adopté notamment par la Direction de la santé publique de Montréal issue de la définition énoncée par l'Organisation mondiale de la Santé (DSP 2008).

Bien que le volet disponibilité ne soit pas l'une des principales préoccupations en matière de sécurité alimentaire dans les pays développés, l'insécurité alimentaire (IA) est un phénomène qui est bien réel au Canada au Québec comme à Montréal. Les préoccupations du Québec à l'endroit de l'insécurité alimentaire des familles remontent au début des années 1990. Les banques alimentaires furent la première réponse à l'insécurité alimentaire, mais ont rapidement été perçues comme insuffisantes pour lutter contre la pauvreté alimentaire (Riches 2002; L. Tremblay 2008). Il y aurait insécurité alimentaire lorsque la disponibilité d'aliments sains, nutritionnellement adéquats et lorsque la capacité d'acquérir des aliments personnellement satisfaisants par des moyens socialement acceptables sont limitées ou incertaines (Anderson 1990 ; Radimer 1992 cité dans Hamelin et Bolduc 2003). Différentes méthodes existent pour mesurer l'insécurité alimentaire et les principaux travaux portant sur le développement des outils de mesure sont fondés sur les recherches de Radimer et al. Et Wehler, Scott et Anderson (L. Tremblay 2008). L'insécurité alimentaire est mesurée, bien souvent, par l'inquiétude à manquer de nourriture, le peu de variété alimentaire voire même par l'insuffisance de nourriture reliée au manque d'argent (Hamelin, Beaudry et Habicht 1998).

En effet, « une enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes indiquait en 2003, que 15,7% des ménages de Montréal s'étaient inquiétés de manquer de nourriture ou en avaient effectivement manqué à un moment ou l'autre de la dernière année, en raison d'un manque d'argent » (DSP 2008). L'insécurité alimentaire semble fréquemment liée, même si parfois

contestée, à des problèmes d'obésité, de malnutrition, de pauvreté et surtout d'extrême pauvreté bien qu'il existe plusieurs autres facteurs et qu'elle affecte et survient chez les individus de manière inégale. (Mirza, Fitzpatrick-Lewis et Thomas 2007; Hamelin, Mercier et Bédard 2010; T. Vozoris et S. Tarasuk 2003; Rouffignat et al. 2002). La perte de compétence culinaire, le manque de temps, l'éloignement des magasins d'alimentation sont souvent évoqués comme des causes possibles d'une moins bonne qualité d'alimentation (DSP2009). Quant à elle, la faim est une conséquence directe de la sous-alimentation et peut causer de lourds dommages physiques et psychologiques chez les individus (Cook et Jeng 2009). Les individus sous-alimentés ont aussi tendance à développer plus facilement des maladies cardiaques, le diabète, des allergies alimentaires et de l'hypertension (T. Vozoris et S. Tarasuk 2003; Ketting, J. Sinclair et Voevodin 2009).

Les individus, afin de réduire les épisodes d'insécurité alimentaire, se doivent de développer des stratégies. Bien entendu, ces stratégies peuvent se traduire par la fréquentation de ressources communautaires ou alternatives, mais elles peuvent aussi émerger de la sphère domestique. Les types de stratégies et choix alimentaires des individus dépendent grandement de plusieurs facteurs dont les événements et expériences de vie, les influences (idéaux, facteurs personnels, ressources, facteurs sociaux et contexte actuel), le système alimentaire personnel (perceptions sensorielles, considérations financières, santé et nutrition, praticité) et les comportements alimentaires (Sobal Bisogni (2009) cité dans Soucy 2011). Dans une étude réalisée pour le compte de l'Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, (2006) les auteurs identifient trois types de stratégies domestiques, soit la planification, l'adaptation des habitudes de vie en fonction de la situation personnelle ou familiale et finalement dans le pire des cas, la privation (voir le tableau à la page suivante).



Source : (P.-A. Tremblay et al. 2006, 35)

Figure 1.2 : Les stratégies domestiques

La planification est le premier ensemble de moyens déployés par ces personnes pour satisfaire les besoins alimentaires et touche trois aspects : l’approvisionnement en denrées alimentaires, le choix des menus et la gestion du budget. Au niveau de l’approvisionnement en denrées alimentaires, elle est une préoccupation constante pour les individus en position d’insécurité alimentaire. Que ce soit faire une liste d’épicerie, consulter des circulaires, utiliser des coupons-rabais ou privilégier les spéciaux, les stratégies peuvent être multiples (P.-A. Tremblay et al. 2006; DSP 2009; Rouffignat et al. 2002). Ces stratégies poussent alors les individus à privilégier la quantité aux dépens de la qualité (Hamelin, Mercier et Bédard 2010). Les mêmes ingrédients sont alors réutilisés pour plusieurs recettes et, à moins de posséder des compétences en cuisine, les mêmes menus sont répétés. Ceci se traduit par l’action de cuisiner « en gros » afin d’en congeler une partie pour les autres repas de la semaine. Finalement, la planification budgétaire qui demande parfois une certaine gymnastique afin d’arriver à bien gérer le budget alloué à l’alimentation. Des personnes peuvent même aller jusqu’à devoir vendre des biens pour se procurer de la nourriture à défaut d’être capables de mettre quelques dollars de côté.

Dans un deuxième temps, lorsque la planification ne suffit plus, les individus transforment leur mode de vie en fonction du degré d'intensité de l'insécurité alimentaire. Les individus modifient alors leurs habitudes de vie ce qui peut causer de graves problèmes au niveau de la santé. Dans un contexte où le budget ne permet plus de choisir les menus ou les aliments en fonction des préférences alimentaires, les habitudes alimentaires sont alors modifiées (Soucy 2011). Les aliments bourratifs comme le pain, les pâtes et les protéines sont priorisés et permettent ainsi de réduire la consommation en aliments. Manger plus tôt ou dormir plus tard sont aussi des moyens qui permettent de réduire le nombre de repas ou de collations. Faire appel à des proches pour combler les besoins alimentaires fait aussi partie des stratégies dites d'adaptation. Les individus adoptent donc des habitudes de vie et des habitudes alimentaires différentes en fonction de leur situation de pauvreté ou d'appauvrissement. En effet pour absorber les montants élevés des loyers, les personnes et les familles rognent sur les autres postes budgétaires, donc celui de la nourriture (Rouffignat et al. 2002).

Dans un troisième temps, les stratégies de privation sont des comportements qui visent à réduire la consommation de nourriture. Ce type de stratégie vise à optimiser la nourriture existante en l'étirant ou en rationnant les quantités. Cela peut se traduire par des astuces aussi simples que de mettre de l'eau dans la soupe ou de manger des pâtes sans sauce. La privation peut se traduire par des actions concrètes comme de se priver de certains aliments en raison de leur coût ou tout simplement de sauter des repas (Shantz 2011; P.-A. Tremblay et al. 2006; Tarasuk 2005). Racine et Côté (1996) notent que la nourriture devient souvent le seul poste budgétaire compressible quand vient le temps, par exemple, de faire face aux imprévus. Les produits laitiers, la viande ainsi que les fruits et légumes sont difficilement accessibles pour les personnes à faible revenu. En effet, les fruits, les légumes sont particulièrement chers en hiver et les individus à faible revenu n'ont pas toujours accès à une grande variété de fruits et légumes à bas prix (P.-A. Tremblay et al. 2006; DSP 2009).

Or, ces stratégies témoignent de la variété de moyens développés par les personnes en position précaire afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. Il devient alors difficile de faire des choix éclairés sur l'alimentation lorsque le budget et l'éducation ne le permettent pas. De plus, ces stratégies domestiques peuvent sembler suffisantes ou acceptables pour certains, les éloignant ainsi de la fréquentation des ressources alimentaires communautaires. En effet, faire appel à de telles ressources exige notamment la connaissance de leur existence, de leur localisation et des

possibilités que recèle chacune des organisations (T. Vozoris et S. Tarasuk 2003; DSP 2009). Surtout, faire appel à de telles ressources demande un certain courage. De plus, le fait d'utiliser les services de dépannage alimentaire ne permet pas nécessairement de lutter contre l'insécurité alimentaire de manière efficace, car les individus sont maintenus dans une situation de dépendance. Or, la dépendance aux services de dépannage alimentaire est aussi une autre problématique que tentent de combattre les organisations publiques en faisant la promotion d'interventions à caractère durable. Selon certains, l'éducation, l'accessibilité à de meilleures ressources économiques et à des aliments de qualité abordables sont aussi des moyens qui doivent être mobilisés par les acteurs en position de leadership (Hamelin, Mercier et Bédard 2010; T. Vozoris et S. Tarasuk 2003).

1.4 Appauvrissement, défavorisation et pauvreté

Depuis plusieurs années, la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale figure au titre des défis majeurs à relever par le Québec dans la poursuite de son développement y compris sur le plan alimentaire. Le problème n'étant pas tant le manque d'aliments que le processus sociétal qui mène au manque d'aliments et à l'absence de contrôle des ménages ou des individus sur leur sécurité alimentaire (Hamelin et Bolduc 2003). En effet, dans un premier temps, la notion d'appauvrissement correspond à un processus, par lequel sont imbriqués les conditions économiques et les événements sociaux de la vie des individus (rupture du couple, perte d'emploi, échec scolaire, naissance d'un enfant, la retraite, accident ou maladie, immigration, etc.). L'insuffisance du revenu peut entraîner une plus grande précarisation résidentielle et contraindre les individus à occuper des logements parfois insalubres en plus de souffrir d'une situation d'insécurité alimentaire temporaire (Côté, Racine et Rouffignat 1995; Lamoureux 2001; Groulx 2011).

Cette situation d'appauvrissement peut avoir des effets sur la santé physique et mentale et peut servir à venir justifier la stigmatisation, les attitudes et les pratiques discriminatoires. Se forme alors le cercle vicieux de la défavorisation, cercle de reproduction des inégalités qui affecte le sentiment de confiance en soi et de prise en charge de sa propre vie (Groulx 2011). Ainsi, le concept de défavorisation réfère davantage aux ressources ou à la pluralité des désavantages qu'à

la faiblesse du revenu disponible. Il renvoie davantage aux conditions ou au mode de vie qu'aux pratiques de consommation (Apparicio, Séguin et Leloup 2007). Ainsi, l'exclusion apparaît comme la conséquence de la défavorisation et est liée au manque de capacité de l'individu de mobiliser un certain nombre de ressources de façon à faire face à des événements ou à des situations difficiles. La pauvreté est souvent associée à l'exclusion et s'apparente plus à une situation mesurable, même si cette dernière est subjective. En effet, une des avancées récentes en ce qui a trait à l'étude de la pauvreté et de l'exclusion a consisté à introduire la variable « temps » dans l'analyse, ce qui a permis de différencier des formes variables de pauvreté (transitoire, récurrente et permanente). Les individus en situation de pauvreté chronique seraient moins enclins à faire face à des difficultés financières, familiales et professionnelles (Groulx 2011).

Le Québec a adopté en 2002 la loi 112 visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. « L'adoption de cette loi est l'aboutissement d'un mouvement citoyen né de la marche Du pain et des roses, organisée en juin 1995 par la Fédération des femmes du Québec » (Leloup 2010, 19). La loi privilégie l'autonomie et la mobilisation des personnes et des communautés. La loi 112 reconnaît que la pauvreté est une contrainte qui pèse sur la protection de l'exercice des droits et des libertés, et qu'elle menace le respect et la dignité humaine :

On entend par pauvreté la condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaires pour acquérir et maintenir son autonomie économique ou pour favoriser son intégration et sa participation à la société (Gouvernement du Québec 2004 cité dans Leloup 2010, 19)

Or, le seuil de faible revenu est souvent utilisé pour caractériser le niveau de pauvreté. Selon Simmel, la pauvreté est non seulement relative, mais est aussi construite socialement et le seuil de pauvreté, aussi élaboré soit-il, toujours arbitraire. En effet, ce n'est qu'à partir du moment où la situation d'un individu requiert ou devrait requérir une assistance qu'il devient membre d'un groupe caractérisé par la pauvreté. Simmel fait la distinction entre la pauvreté qui peut survenir à n'importe qui appartenant à n'importe quelles catégories (artiste, commerçant) et celle des individus en situation de dépendance à l'égard de la collectivité. Par cette approche constructiviste, Simmel observe le phénomène de pauvreté du point de vue non pas de la pauvreté en tant que telle, mais de la relation d'assistance entre ces derniers et la société dans laquelle ils vivent (Simmel [1903] 1998).

Bien entendu, la situation dans laquelle vivait Simmel à l'époque est bien différente de la nôtre, mais son approche apporte un éclairage théorique original au débat actuel sur l'assistanat et la pauvreté au Québec comme au Canada. Actuellement, le montant alloué par l'aide sociale ne permet pas aux individus de se nourrir adéquatement et couvre tout juste le montant alloué au loyer (Riches 2002; FAO2010; Tarasuk 2005). Pourtant, selon les Nations Unies, le droit à l'alimentation est reconnu par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 qui protège le droit de chaque humain à se nourrir dans la dignité :

Tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur couleur, leur sexe, leur langue, leur religion, leur opinion politique ou toute autre opinion, leur origine nationale ou sociale, leur fortune, leur naissance ou toute autre situation ont le droit à une alimentation suffisante et le droit d'être à l'abri de la faim (FAO 2010, 1).

Le droit d'avoir un accès régulier, permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers, à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient, et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur. (FAO 2010, 3).

Le droit à l'alimentation diffère du concept de la sécurité alimentaire qui n'est pas un concept juridique et qui n'impose pas d'obligations aux parties prenantes, pas plus, qu'il ne leur accorde de droits. Les organismes de charité et les banques alimentaires remplissent cette fonction d'offrir aux individus dans le besoin une source de nourriture la plupart du temps adéquate, mais qui ne permet pas d'offrir une solution durable :

La lutte contre la pauvreté est essentielle à l'amélioration de l'accès à la nourriture. La grande majorité des personnes sous-alimentées ne sont pas en mesure de produire ou d'acheter des quantités suffisantes d'aliments [...] Même si une aide alimentaire leur est fournie pour soulager leurs souffrances, elle ne permet pas, à long terme, de lutter contre les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire. (FAO 1996)

Outre les individus qui fréquentent ces organismes, il ne faut pas oublier les individus qui n'osent tout simplement pas utiliser ces services parfois stigmatisants (Tarasuk, Beaton 1999, cité dans Riches 2002). Ce type de situation d'exclusion contraint des individus à vivre leur situation dans l'isolement et l'exclusion. En effet, ils cherchent à dissimuler l'infériorité de leur statut dans leur

entourage et entretiennent des relations distantes avec ceux qui sont proches de leur condition. Cette situation peut mener les individus à se retrouver dans un état d'aliénation (Simmel [1903] 1998, 18; Hamelin, Mercier et Bédard 2010) :

L'aliénation fait référence à une faible capacité à changer ses conditions d'existence ou à une pauvreté de pouvoir (powerlessness). L'aliénation a des fondements objectifs qu'il est impératif d'analyser pour arriver à rendre compte, à l'échelle de la personne, de la dimension sociopolitique de l'expérience de la pauvreté (Rouffignat, Racine et Côté 1996, 15).

Bref, il n'est pas simple de lutter contre la pauvreté, c'est un phénomène universel complexe (plusieurs types de pauvreté) qui implique tous les groupes de la collectivité et qui tend à augmenter notamment lorsqu'il y a dégradation des marchés de l'emploi et affaiblissement des liens sociaux (Simmel [1903] 1998, 18-19). Pour y arriver, la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec prônent l'amélioration des conditions de vie et les opportunités des populations qui vivent une situation de pauvreté ou de précarité sociale (Brousselle et al, cité dans Leloup 2010).

1.5 Capital social

Le concept de capital social est couramment utilisé dans les écrits pour décrire les bienfaits que procure la participation à des initiatives alternatives comme les jardins collectifs ou communautaires (Alaimo, Reischl et Allen 2010). De nombreux auteurs ont tenté de définir ce concept utilisé à de multiples fins, qui tire ses origines notamment des sciences économiques et de la notion de capital. Selon Marx, d'une manière très simplifiée, le capital est caractérisé comme un processus, une « valeur en mouvement » avec un potentiel de valorisation ou de plus-value (Marx [1867] 1993). Pour sa part, le concept du capital social comporte de multiples interprétations et définitions qui diffèrent selon les auteurs en plus d'être utilisé dans plusieurs univers, dont celui de la planification, du développement économique et social ainsi que de l'intervention sociale. Le concept, relativement nouveau, est parfois contesté, dû à la difficulté de le mesurer concrètement et d'en évaluer la valeur (Lévesque et White 1999).

Pour Bourdieu (1980, 2), le capital social est déterminant dans la trajectoire des individus, il les contraint structurellement :

Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes), mais sont aussi unis par liaisons permanentes et utiles.

Ainsi, à travers un système complexe d'échanges et d'interactions, l'individu a la possibilité ou non, dépendamment des contraintes structurelles, de gagner du capital sous plusieurs formes, qu'il soit culturel, économique ou symbolique. Selon lui, le volume de capital social est multiplié lorsque les individus ou agents ont un fort sentiment d'appartenance au groupe.

Putnam (1993, 1999, 2001) insiste davantage sur l'utilité du capital social et l'aborde comme le témoin de l'engagement communautaire, des caractéristiques du milieu de vie et de la vie sociale. Il observe les réseaux sociaux, les normes et la confiance qui permettent d'améliorer l'efficacité de la société en facilitant les actions coordonnées localement. Les relations de réciprocité entre les gens et la communauté forment du capital social, une richesse de ressources pour la collectivité. De plus, les relations sociales agissent en tant que filet de sécurité procurant un bien-être à la fois physique et mental. Selon lui, les individus ont l'occasion d'être plus productifs lorsqu'ils ont la chance de vivre ou de travailler dans une collectivité ou dans un organisme qui présente des caractéristiques élevées de participation, de confiance et la réciprocité. À travers ses études sur l'érosion du capital social aux États-Unis, il observe que les individus ont de moins en moins l'occasion de discuter avec des proches ou voisins de questions d'intérêt commun et d'affaires communautaires. De plus, les individus ont de moins en moins l'occasion de discuter avec des gens qu'ils connaissent bien. Ils ont de moins en moins confiance les uns envers les autres ainsi qu'envers le gouvernement. À l'inverse, Putnam (1999) observe que certaines collectivités qui possèdent des caractéristiques élevées de confiance et de réciprocité sont dotées d'un niveau élevé de capital social. Selon lui, la télévision et l'internet ont joué un grand rôle dans le désengagement communautaire, même s'ils ont permis d'étendre géographiquement la collectivité, d'où l'idée d'un capital social fonctionnel. Selon ce dernier, il est primordial de

demeurer créatif afin d'inventer des institutions adaptées à notre façon de vivre afin de créer de véritables liens sociaux.

Portes (1998), s'oppose en partie à la compréhension du capital social élaborée par Putnam, car selon lui le capital social n'est pas nécessairement juste et bon, mais parfois injuste et négatif. En effet, les organismes qui donnent la possibilité aux individus de gagner du capital social ont eux aussi des motivations qui peuvent différer du simple don. L'auteur, s'intéresse à la manière dont les transactions en capital social se font et met en évidence l'intérêt d'observer les multiples facettes qui avantagent ou désavantagent les différents partis impliqués en plus de tenir compte de la réalité sociale qui supporte l'intervention. Sa compréhension du concept de capital social se rapproche plutôt de celle de Bourdieu, faisant référence aux attentes qui sont créées de toutes parts, à la fois du donateur et du receveur. Ainsi, le capital social peut devenir trop lourd pour les individus qui ne sont pas en mesure de s'impliquer suffisamment en plus d'être exclusif dans le cas d'un groupe qui serait complètement fermé sur lui-même. Le degré d'ouverture vers les autres peut aussi être observé à travers le niveau de connectivité d'un groupe ou d'un organisme sur l'ensemble d'un réseau.

Dans sa recherche sur les facteurs engendrant l'exclusion au Canada, Groulx (2011) aborde le concept de capital social en lien avec la notion de pauvreté :

Les conditions de vie propres aux populations pauvres créent davantage de situations de stress chronique et d'événements générateurs de stress qui augmentent la fragilité sociale de ces populations et entraînent un ensemble de difficultés qui réduit leur capacité de participation à la vie sociale et communautaire. (Groulx 2011, 18)

En effet, les individus qui sont en situation de pauvreté auraient plus de propension à s'isoler socialement, ce qui diminuerait leur participation à des activités avec des amis. Par contre, le réseau familial et le réseau communautaire joueraient quand même un rôle primordial en matière de soutien concret. Ce réseau leur servirait de protection contre le stress et les difficultés financières (Whitley et Green 2005) :

Les groupes à risques élevés de persistance du faible revenu ont plus de probabilités de sortir de la pauvreté et d'accéder à des revenus stables grâce à l'existence de soutien ou à l'appartenance à des réseaux sociaux. Pour les groupes à risque de pauvreté persistante, l'existence de réseaux familiaux et communautaires réduisant la probabilité de se trouver dans une situation de faible revenu, tant annuel que persistant (Hatfield (2004) cité dans Groulx 2011)

Le concept de capital social est couramment utilisé par la Banque mondiale ainsi que dans les politiques publiques pour mesurer les retombées de projets parrainés par des fonds publics. Le concept fait référence notamment à l'*empowerment individuel et communautaire* et à la prise en charge des individus en situation de pauvreté (Reyburn 2006; Montero 2009). Cette idée de rassembler des individus autour d'un sujet commun à des fins d'émancipation personnelle ne date pas d'hier comme l'écrit Simmel dans le chapitre *Le croisement des cercles sociaux* tiré de son étude sur les formes de la socialisation :

C'est à l'époque de la Renaissance qu'apparut, bien plus forte et caractéristique que de nos jours, la force de l'intérêt culturel et culturel qu'il y avait à aller chercher dans les cercles les plus divers des personnes apparentées par un esprit commun et à les rassembler en une communauté nouvelle. L'intérêt humaniste allait à l'encontre de la séparation médiévale des cercles et des classes sociales, et permettait à des gens venus d'horizons les plus divers, qui souvent restaient encore fidèles aux professions les plus diverses, de participer ensemble, activement ou passivement, à des idées et des connaissances, croisant de la façon la plus variée les formes et les divisions de la vie qui avaient existé jusque-là. (Simmel [1908] 1999, 413)

En effet selon Simmel, les individus sont insérés dans des cercles sociaux de différents types et qui se recoupent. Que ce soit des cercles sociaux qui relèvent plutôt du hasard comme celui de la famille ou des cercles sociaux qui sont librement choisis comme les communautés d'esprit qui virent leur apparition dans la Renaissance. Selon lui, le nombre de cercles auxquels appartient l'individu est l'un des indicateurs qui permet de différencier les sociétés modernes des sociétés traditionnelles. L'individu se voit donc déterminé par l'ensemble de ses relations (Simmel [1908] 1999).

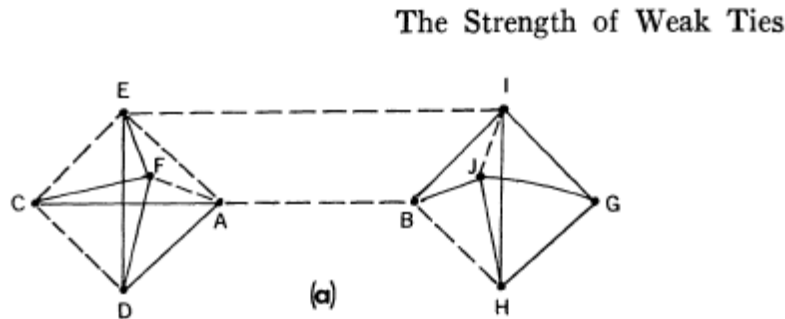
La notion de réseau aujourd'hui est utilisée en sciences sociales dans le sens des liens entre les individus et des situations collectives empreintes de connexions et d'acteurs. Les réseaux sociaux résultent des jeux d'échange social dans lesquels les agents individuels investissent de façon stratégique dans le capital social. L'analyse des réseaux permet notamment de déterminer, même si difficilement mesurable et tangible, le capital social chez les individus et les acteurs (Aoki 2010; Eve 2002; Chollet 2006; Lazega 1994). Selon Lin (1995), les ressources sociales constituent l'élément central du capital social :

Les ressources sont définies comme des biens dont la valeur est déterminée socialement et dont la possession permet à l'individu de survivre ou de préserver des acquis. Les valeurs sont des jugements normatifs sur ces biens qui, pour la plupart des sociétés, correspondent à la richesse, au statut et au pouvoir. La théorie cerne les actions conduites pour conserver ou acquérir de telles ressources. (Lin 1995, 687)

L'action de type instrumental permettrait à un acteur de voir augmenter ses chances d'atteindre le but de son action par l'acquisition de ressources par un contact ayant de meilleures ressources. Cependant, les acteurs tendraient à interagir de manière plus forte avec ceux qui ont beaucoup en commun (principe d'homophilie). « Les liens forts caractérisent le cercle intime des individus aux attributs semblables, alors que des liens faibles caractérisent les relations peu fréquentes et périphériques entre individus différents » (Lin 1995, 691). Inversement, pour les individus en position élevée, il y aurait peu d'intérêt à utiliser des liens faibles pour atteindre de meilleures ressources. Selon ce dernier, le manque d'opportunités réduirait l'effet des liens faibles. L'action instrumentale exige des interactions hétérophiles qui induisent des tensions parce qu'elles sortent de l'ordinaire. Un équilibre entre les deux types d'interactions (homophiles et hétérophiles) serait important afin de promouvoir à la fois la stabilité et le changement (*Ibid.* 1995).

Selon Granovetter (1973) les liens faibles servent de ponts et permettent de propager de l'information plus largement que le feraient des liens forts représentés par exemple par des individus semblables qui se fréquentent couramment au sein d'une même clique ou d'un même réseau : « Weak ties are more likely to link members of different small groups than are strong ones, which tend to be concentrated within particular groups » (*Ibid.*, p. 1376). La figure 1.3 à la page suivante illustre bien ce principe dans lequel les liens en pointillés représentent les liens faibles et les liens continus, les liens forts. Plus un individu possède de liens faibles, plus il

détient de ressources contrairement à des individus qui possèdent beaucoup de liens forts et peu de liens faibles.



Source : (Granovetter 1973, 1365)

Figure 1.3 : La force des liens faibles

Donc un individu en recherche d'emploi aurait plus de propension à se trouver un emploi s'il possède plusieurs liens faibles. Ces liens faibles peuvent être représentés par exemple par des amis de longue date qui se fréquentent assez rarement. Encore, ces liens faibles peuvent être représentés par la fréquentation d'organisations communautaires de soutien et d'entraide. Par contre, comme le mentionne Granovetter (*Ibid*) la notion de confiance intervient lourdement dans la participation des individus à la communauté à défaut de quoi l'individu restera en marge. La confiance accordée par l'individu est notamment influencée par son expérience personnelle elle-même intimement liée à la structure sociale, qui va bien au-delà de la volonté individuelle de l'individu. Ainsi comme mentionné précédemment, certains individus pris dans une situation de pauvreté persistante se trouvent isolés et sont dans l'incapacité de mobiliser les ressources nécessaires afin de changer leur situation (Rouffignat, Racine et Côté 1996).

1.6 Application des concepts à l'agriculture urbaine communautaire

Il n'a pas été beaucoup question dans les trois sections précédentes de l'agriculture urbaine communautaire (AUC) en lien avec les concepts mobilisés. En effet, l'accent a été porté davantage sur la compréhension des concepts en lien avec les interventions communautaires en général. Comme mentionné précédemment, le discours sur l'AUC est bien souvent accolé aux

concepts d'*empowerment*, d'autonomie, de sécurité alimentaire et de capital social qui sont eux aussi souvent associés au phénomène de la pauvreté. Les organismes communautaires qui chapeautent les jardins agissent en tant qu'acteurs et participent au développement de ce capital social par l'entremise d'un animateur social qui travaille à la cohésion, à l'intégration, à la participation ainsi qu'à la conscientisation des individus dans le groupe. En effet, ce type d'intervention fait partie intégrante d'une manière collective de concevoir les problèmes de la communauté. Cette manière d'entrevoir les problèmes de la communauté fait appel à deux notions importantes, le potentiel et les capacités en opposition à l'insuffisance et aux besoins (Duperré 2004).

Selon Boulianne (2001), par la participation au projet de jardin et aux ateliers, les jardiniers ont l'occasion de coopérer et de trouver des solutions communes aux problèmes du jardin. Ainsi la participation renforce leur pouvoir d'agir et renforce leur estime personnelle. Pour des individus en difficulté, le jardin peut aussi faire office de lieu d'échange afin de résoudre des problèmes et des situations économiques difficiles. Les jardins permettent aux jardiniers de se faire des contacts différents de ceux qu'ils auraient faits en temps normal par la rencontre d'individus aux statuts socio-économiques différents. Non seulement ils sont un lieu d'échange, mais ils peuvent aussi faire office de lieu de travail pour des individus qui désirent se réinsérer socialement ou apprendre un métier. De plus, les individus ont l'occasion d'acquérir par la bande des connaissances en nutrition et en production légumière biologique leur permettant ainsi de devenir plus autonomes : « Through this connection, people become more invested in their food choices. » (Flachs 2010, 4). Le jardin permet aussi la transmission intergénérationnelle entre les plus vieux participants et les plus jeunes. La transmission des connaissances est aussi interculturelle. Par exemple, les jardiniers qui proviennent de cultures étrangères apportent des connaissances sur des manières différentes de cuisiner les aliments ainsi que des connaissances sur des aliments moins connus ou utilisés au Québec.

Plus largement, la participation au projet de jardin permet aussi aux individus de connaître davantage les problématiques liées au quartier et de se responsabiliser « citoyennement » (Okvat et Zautra 2011; Flachs 2010). Selon Montero (Montero 2009, 151), ces activités aident à conscientiser les individus sur leurs droits sociaux et civils et à faire d'eux de meilleurs citoyens à travers leur participation à la communauté. Ainsi, la participation à des projets de jardins collectifs et communautaires permet donc de générer du capital social à deux niveaux, soit au

niveau individuel et au niveau du quartier (Alaimo, Reischl et Allen 2010). Par contre, selon Boulianne (2001), les jardins collectifs ne seraient pas en mesure de fournir du capital social de manière durable aux participants en situation précaire et ceci dû au caractère marginal de l'initiative, à son statut temporaire ainsi qu'à son mode de fonctionnement. Sur le plan alimentaire, peu d'études en confirment les effets positifs sur la sécurité alimentaire des personnes démunies, d'où l'intérêt d'explorer cette avenue plus en profondeur.

1.7 Questions et hypothèses de recherche

Sachant que les jardins collectifs sont des initiatives qui visent entre autres la lutte contre l'insécurité alimentaire, l'autonomie, la socialisation, l'inclusion sociale et la prise en charge des individus, il nous a semblé pertinent d'aller confronter ces objectifs aux impacts réels qu'elles produisent chez les jardiniers en situation précaire. La documentation scientifique nous apprend peu sur les dimensions de l'autonomie alimentaire qui sont développées chez les jardiniers à partir du processus d'*empowerment* et la manière d'y parvenir par les organisateurs. Du point de vue social, peu d'informations existent sur la nature des relations qui sont créées dans les jardins collectifs et les effets durables qu'elles ont sur les réseaux sociaux des jardiniers. Sachant qu'il est parfois difficile pour les individus dans une situation de pauvreté de mobiliser les ressources nécessaires afin de changer leur situation, nos questionnements se situent à deux niveaux. Dans un premier temps, nous nous questionnons à savoir si les initiatives participatives d'agriculture urbaine communautaire permettent réellement de développer de l'autonomie alimentaire chez les participants qui se trouvent en situation précaire. Si la réponse est positive, nous souhaitons comprendre de quelle manière elle est développée. Dans un deuxième temps, nous souhaitons comprendre si l'initiative leur permet d'acquérir du capital social et d'élargir leur réseau social individuel et communautaire de soutien.

Nous posons l'hypothèse que l'agriculture urbaine communautaire contribue bel et bien à accroître l'autonomie alimentaire préexistante des participants en développant de nouvelles habitudes alimentaires (connaissances et compétences) et en facilitant l'accès à des aliments de

qualité³. De plus, nous soutenons qu'elle leur permet d'acquérir du capital social de façon durable en élargissant leur réseau social individuel et communautaire de soutien réduisant ainsi la probabilité chez les participants de se retrouver en situation d'exclusion et d'insécurité alimentaire.

³ Bien que les habitudes alimentaires peuvent être matière à débat sur le plan scientifique en tant qu'indicateur de la sécurité alimentaire (car elles restent compliquées à mesurer), nous avons fait le choix de les considérer ainsi tout au long de cet ouvrage.

CHAPITRE 2 : STRATÉGIE MÉTHODOLOGIQUE

Afin de répondre à ces questionnements et de vérifier nos hypothèses, nous avons choisi une démarche hypothético-déductive de type qualitative. Cette démarche nous permet de soumettre certaines réponses à caractère provisoire et révéler des problèmes nouveaux sur l'agriculture urbaine communautaire (Dépelteau 2000). La recherche implique trois outils de cueillettes, soit des observations, un questionnaire et des entretiens semi-dirigés auprès des jardiniers et des organisateurs. Par définition, « la recherche qualitative désigne ordinairement la recherche qui produit et analyse des données descriptives, telles que les paroles écrites ou dites, et le comportement observable des personnes [...] La recherche qualitative est plutôt intensive en ce qu'elle s'intéresse surtout à des cas et à des échantillons plus restreints, mais étudiés en profondeur. » (Taylor, Bogdan 1984 cité dans Deslauriers 1991, 6).

Nous croyons que les discours des jardiniers permettent de dégager des dimensions et indicateurs quant à l'apport ou le non-apport des jardins collectifs sur leur situation d'insécurité alimentaire. L'analyse qualitative dans sa forme essentielle « est une démarche discursive et signifiante de reformulation, d'explication ou de théorisation d'un témoignage, d'une expérience ou d'un phénomène » (Paille 1966 cité dans Paillé 2007, 413). En effet, cette dernière méthode permet de saisir comment les gens appréhendent une situation et comment cette manière de l'appréhender peut se transformer en une action particulière chez les individus (Pires 1993).

Notre démarche à la fois descriptive et analytique nous permet de saisir la complexité du discours des jardiniers et des organisateurs, car elle nous offre un portrait global de l'initiative et de ses apports. L'accent est toutefois porté davantage sur les discours des jardiniers que sur celui des organisateurs, bien que ces derniers nous permettent de mieux cerner le contexte dans lequel les participants et organismes évoluent. La collecte des données comprend quatre phases et s'étend sur la période qui s'amorce au printemps 2011 jusqu'à l'été 2012. Elle implique des observations dans 10 projets de jardins, la distribution de 35 questionnaires, la conduite de 15 entretiens auprès des jardiniers, quatre entretiens auprès des coordonnateurs-animateurs et quatre entretiens auprès de programmeurs.

La sélection des projets à l'étude a eu lieu au printemps 2011. Cette première phase de repérage a permis de sélectionner quatre organismes menant plusieurs projets de jardins collectifs et

volontaires à participer à notre étude. Cette phase nous a donné l'occasion de prendre contact avec les coordonnateurs des projets, de parcourir leur documentation et de bâtir une relation de confiance avec ces derniers. La deuxième phase a eu lieu à l'été 2011 et comprend 20 séances d'observation non participantes étalées au final dans 10 projets de jardins⁴. L'objectif de cette phase était de cerner les particularités des différents projets, des jardiniers, des méthodes de travail et des interactions sociales ayant cours dans les jardins. Le but était aussi de faire connaissance avec les jardiniers et de gagner leur confiance afin d'obtenir leur accord à participer à l'étude et de commenter librement leur expérience. La troisième phase a été conduite à l'été 2011 et consistait à distribuer des questionnaires à tous les jardiniers *in situ* permettant ainsi de connaître le profil de la population des jardins et d'ainsi sélectionner des jardiniers pour les entretiens. Finalement, la quatrième phase qui est au cœur de notre stratégie méthodologique consistait à conduire des entretiens à l'automne 2011 auprès des jardiniers une fois la saison terminée (trois mois après) afin de mieux comprendre les apports durables attribués à l'initiative par les participants :

L'enquête par entretien est ainsi particulièrement pertinente lorsque l'on veut analyser le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques, aux événements dont ils ont pu être les témoins actifs ; lorsque l'on veut mettre en évidence les systèmes de valeurs et les repères normatifs à partir desquels ils s'orientent et déterminent. (Blanchet et Gotman 1992, 27)

Les entretiens se sont étirés durant l'hiver et avons clos cette dernière étape avec des entretiens auprès des coordonnateurs-animateurs et des programmeurs au printemps et à l'été 2012 afin de mieux saisir l'expérience et ses contradictions.

⁴ Il est important de mentionner que nos séances d'observation dans les jardins n'ont pas tous nécessité la même attention et la même durée d'observation. Certaines séances d'observation ont été plus informelles (séances de familiarisation) et d'autres plus décevantes, donc moins longues vu le manque de participants. En générale, une séance de jardinage typique dure environ deux heures.

2.1 Phase 1 : Sélection des projets et premier contact avec les organismes

2.1.1 Échantillon pour les entretiens

L'objectif ultime de notre projet était de parler à des individus qui se retrouvaient potentiellement en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Nous avons déterminé trois critères de sélection, soit l'âge, le revenu et la scolarisation. Tout simplement, à des fins de référence, nous avons convenu nous fier au revenu des ménages et à leur scolarité pour procéder à la sélection des participants, même si nous savons très bien que la pauvreté ne se mesure pas seulement par rapport au seuil de faible revenu (Simmel [1903] 1998). En effet, il existe trois principales mesures de faible revenu, soit la mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada, les seuils de faible revenu (SFR) de Statistique Canada et la mesure du panier de consommation (MPC) de Ressources humaines et Développement social Canada. Par exemple, évalué selon la mesure du panier de consommation (MPC), le seuil de faible revenu pour une personne seule dans la région métropolitaine de recensement de Montréal en 2009 est de 15 028\$, 21 039\$ pour une famille monoparentale avec un enfant et pour un couple sans enfants, puis finalement de 30 055\$ pour une famille biparentale avec deux enfants. La mesure du panier de consommation est fondée sur le coût d'un panier de biens et services et tient compte des différences du coût de la vie qui existent entre les collectivités (Barayandema et al. 2011). Nous avons convenu que les études collégiales feraient office de limite, éliminant de ce fait les individus avec une formation universitaire. Nous croyons toutefois que des individus qui possèdent un faible revenu et une forte scolarisation peuvent apporter certaines informations utiles à la comparaison du point de vue de la sécurité alimentaire croisée avec le facteur éducation. Nous avons établi l'âge de 21 ans comme étant le minimum afin de rejoindre de jeunes adultes déjà en processus d'autonomisation et qui n'habitent pas chez leurs parents. L'âge de 65 ans a été établi comme limite, afin de maximiser la cohérence de l'échantillon et d'exclure les retraités, bien que nous étions conscients qu'il soit possible de trouver certains individus à la retraite de moins de 65 ans. Finalement, les langues françaises et anglaises ont été préconisées pour les entretiens.

2.1.2 Stratégie initiale pour rejoindre les participants

Le Réseau des jardins collectifs du Québec tient une liste à jour des projets et initiatives d'agriculture urbaine communautaire sur le grand territoire montréalais. Sur cette liste, sont inscrits le nom des organismes qui parrainent les initiatives, leur numéro de téléphone, le nom des personnes responsables et leur courriel ainsi que le nombre de projets et de participants pour chacun des jardins. Le premier contact avec les organismes et les coordonnateurs nous a permis d'identifier les organismes intéressés, ainsi que le portrait global des types de jardiniers qui se retrouvaient dans les initiatives à ce moment et finalement, de parcourir leur documentation. En effet, à cette étape, nous tentions de connaître plusieurs informations d'ordre générales comme la structure organisationnelle de l'organisme, son fonctionnement, ses objectifs, ses valeurs, sa mission ainsi que le nombre de participants dans chacun des projets. Or, selon la documentation scientifique, nous savions qu'en général, il y a une quinzaine de jardiniers par jardin collectif, dépendamment de la superficie totale cultivée. Nous savions aussi que les jardins comportent une minorité d'individus qui se situent dans la situation à la fois de faible scolarisation et de faible revenu, soit environ 25 %. Toutefois, nous savions aussi que certains projets de jardins comportent une majorité d'individus répondant à ces caractéristiques (Reyburn 2006). Partant de cette idée, nous étions conscients qu'avec un taux de 25 % d'individus en situation précaire par jardins, qu'il nous faudrait observer plus d'un jardin afin de pouvoir rencontrer une quinzaine d'individus en entretien avec le profil démuné. À cette étape, notre choix s'est arrêté sur quatre organismes (dont certains possèdent plus d'un projet) en raison de leur volonté à participer à l'étude, en plus du profil socio-économique des habitants des quartiers et des orientations véhiculées par les organismes qui chapeautent les projets de jardin. Le tableau à la page suivante décrit les spécificités des différents quartiers et projets retenus au préalable pour l'étude (un autre organisme et d'autres projets de jardins se sont ajoutés par la suite afin de rejoindre un maximum de participants).

Tableau 2.1 : Tableau récapitulatif

	Parc-Extension	Villeray	Mercier Est	Mercier Ouest	Pointe Saint-Charles
Nb d'habitants	31 399	54 708	41 891	41 011	22 669
Revenu moyen des ménages	28 786\$	36 069\$	43 391 \$	44 970 \$	46 239\$
Taux d'activité par rapport à Ville de Montréal	Faible	Élevé	Près de la moyenne	Près de la moyenne	Faible
Taux de chômage (Montréal=9,2 % en 2001 et 9,1 % en 2006)	20,8 %	11 %	6,7 %	7,3 %	11,9 %
Part de la population qui parle le français à la maison (Montréal=64 % en 2001 et 59, 8 % en 2006)	9 % de la population parle le français à la maison	64 % de la population parle le français à la maison	89 % de la population parle le français à la maison	78, 6 % de la population parle le français à la maison	55,1 % de la population parle le français et l'anglais à la maison
Part de non diplômés (Montréal=15 % en 2001 et 22, 7 % en 2006)	31 % des résidents n'ont pas de diplôme d'études secondaires	20 % des résidents n'ont pas de diplôme d'études secondaires	27 % des résidents n'ont pas de diplôme d'études secondaires	25,3 % des résidents n'ont pas de diplôme d'études secondaires	27,9 % des résidents n'ont pas de diplôme d'études secondaires
Organisme qui s'occupe des jardins collectifs	Vrac Environnement	Maison de Quartier Villeray	Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur	Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur	Club Populaire des Consommateurs de Pointe Saint-Charles
Type d'approche	Environnement	Lutte contre la pauvreté	Environnement	Environnement	Autonomie et prise en charge
Nom du projet	Jardins collectifs bio Parc-Extension	Réseau des jardins collectifs de Villeray	Paysage Solidaire	Paysage Solidaire	Jardins collectifs de Pointe Saint-Charles

Les informations pour les quartiers de Parc-Extension et de Villeray proviennent du recensement 2001 compte tenu du fait que nous n'avons pu trouver les informations à l'échelle du quartier pour le recensement de 2006. Les informations concernant les quartiers Mercier Est, Mercier Ouest et Pointe Saint-Charles proviennent du recensement de 2006 (Statistique Canada).

2.2 Phase 2 : Les observations non participantes

L'objectif de cette phase était d'observer le déroulement des activités et des interactions sociales (Beaud et Weber 2003; Laperrière 2003). En observant les jardins, les animateurs et les jardiniers, il a été possible d'identifier les particularités des différents milieux. En effet, « les lieux portent la marque des événements qui s'y sont déroulés et ces événements, réciproquement, leur doivent quelque chose » (Durkheim cité dans Beaud et Weber 2003, 169). L'idée était donc à la fois d'observer en se promenant dans le jardin afin de s'imprégner du milieu et à la fois d'interagir avec les acteurs, sans toutefois devenir un « participant officiel » (Laperrière 2003). Cette méthode nous a aussi permis de bien connaître le fonctionnement des jardins, le type de participants, les types de fruits et légumes cultivés, les interactions entre les participants, l'approche de l'animateur et finalement l'ambiance du jardin (voir annexe 1).

Les observations ont été de type non participantes et à la fois directes afin de ne pas intervenir dans la vie du jardin et de garder une distance objective. Lors des séances d'observations, nous arrivions en avance afin d'observer la chorégraphie d'arrivée des jardiniers et restions jusqu'à la fin pour observer comment se déroulait la clôture de la séance. À aucun moment, nous n'avons tenté de nous faire passer pour un jardinier, bien que cette méthode nous aurait peut-être permis de mieux discerner les codes et normes internes propres aux participants, tout en réduisant les tensions. En effet, « la dissimulation du rôle du chercheur et sa pleine participation lui permettraient l'accès à des informations privilégiées, y compris l'information qui lui vient de sa propre expérience » (Caplow 1970 cité dans Laperrière 2003, 221). Notre rôle de chercheur étudiant était clairement défini et nous ne manquions pas de nous présenter comme tel à chacun des participants ce qui nous permettait de nous distancier et de mieux rendre compte des données produites dans notre interaction avec le terrain d'enquête. Durant les premières séances d'observation, nous évitions de tout noter directement sur le terrain afin de garder une attention totale. Un compte-rendu d'observation fut produit à la suite à chacune des séances. Bien entendu, après plusieurs rencontres, il devenait plus aisé et habile de noter des informations directement sur le terrain comme pour ce qui a trait aux types de végétaux.

Après avoir consulté les coordonnateurs, nous croyions au départ trouver assez de jardiniers tous profils confondus, soit environ une soixantaine en visitant cinq projets de jardin (ceux avec le

plus de participants) issus des quatre organismes initiaux. Bien entendu, nous avons aussi repéré au préalable un plus grand nombre de projets de jardin dans le cas où nous trouverions moins de jardiniers que prévu sur le terrain. Après avoir conduit une à deux séances d'observations dans chacun des projets, nous avons vite remarqué que le nombre des participants aux séances de jardinage ne correspondait pas au nombre de participants inscrits sur les listes des animateurs et des coordonnateurs. Nous avons donc dû ajouter les « jardins en extra » à notre étude afin de trouver suffisamment de participants pour répondre à nos objectifs initiaux, comme illustrés dans le tableau suivant. Nous avons aussi ajouté un projet de jardin chapeauté par la Maison du partage d'Youville, (organisme que nous avons découvert grâce à notre contact issu du Club populaire des consommateurs de Pointe Saint-Charles) qui possède une approche axée sur l'amélioration des conditions de vie des personnes démunies autrefois dirigée par des religieuses.

Tableau 2.2 : Jardins sélectionnés

Quartiers	Villeray	Mercier Est-Ouest	Pointe Saint-Charles	Parc Extension
Organismes qui parrainent les projets	Maison de Quartier Villeray	Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur	-Club populaire des consommateurs de Pointe Saint-Charles -La Maison du Partage d'Youville	Vrac Environnement
Nom des jardins sélectionnés au préalable et nombre de participants	-Le Jardin de l'école Henri-Julien (10 à 15 participants)	-Le Potager Lafontaine (10 à 15 participants)	-La Dent Verte (20 participants)	-Le Jardin de l'école Camille Laurin (8 participants) -Le Jardin de l'école Camille Laurin annexe (8 participants)
Jardins en extra et nombre de participants	-Le Jardin Bureau de la Communauté Haïtienne de Montréal (10 à 15 participants)	-Le Jardin Solidaire (15 participants)	-Le Concombre Masqué (7 participants) -Le jardin de la Maison Saint-Columba (5 à 10 participants)	-Le Jardin Bloomfield (6 participants)

2.3 Phase 3 : La distribution du questionnaire

Dans un troisième temps, une fois la confiance des jardiniers acquise, après une ou deux séances d'observation en fonction du jardin et du nombre de jardiniers, nous avons distribué un court questionnaire à tous les jardiniers présents (voir annexe 2). Il y avait généralement une à deux séances par semaine par jardin, ce qui nous donnait une certaine latitude pour rejoindre un maximum de participants. L'objectif était donc de dresser le profil socio-économique des

participants afin de recruter ceux qui correspondaient au profil démuni (faible revenu, faible scolarisation). Le questionnaire a donc été construit de manière très succincte en trois sections, soit les renseignements personnels, les bénéfices du jardin et le profil du jardinier. Finalement, à la toute fin du questionnaire, une section détachable offrait l'opportunité aux jardiniers, sans distinction de statut, de participer à la prochaine phase de l'étude en échange d'une compensation de 20 \$⁵. Dans le cas d'une réponse positive, les participants écrivaient leur nom, numéro de téléphone et/ou courriel.

De cette manière, nous avons recueilli 35 questionnaires auprès des participants/membres des jardins, et ce, en incluant les jardins en extra. Bien entendu, le nombre de questionnaires distribués et complétés est moins élevé que ce que nous tentions d'atteindre initialement. Il est aussi moins élevé que le nombre de participants présents dans les jardins, car certains d'entre eux n'ont pas voulu y répondre pour des raisons personnelles. Toutefois, environ trois jardiniers rencontrés sur quatre ont accepté d'y répondre. Nous faisons face à plusieurs difficultés. Comme mentionné précédemment, ce ne sont pas tous les jardiniers qui se présentent aux mêmes séances de jardinages et nous étions dans l'incapacité d'assister à l'ensemble des séances de jardinage à cause du nombre de jardins étudiés et de la distance entre chacun d'eux. Les jardiniers ne passaient pas beaucoup de temps au jardin et malgré la courte durée de notre questionnaire, il semblait exiger une attention trop grande pour certains d'entre eux. Il faut aussi mentionner que la plupart des séances avaient lieu à la fin de la journée de travail, ce qui peut expliquer l'empressement de certains jardiniers à quitter le plus rapidement possible. Sur les 35 questionnaires distribués, nous avons obtenu un total de 31 réponses positives en ce qui a trait au désir des individus à participer à la phase suivante des entretiens longs. Sur ces 31 répondants, seulement 15 d'entre eux correspondaient à nos critères de faible revenu et scolarisation. Outre ces 15 répondants, nous avons toutefois quelques cas qui nous semblaient atypiques⁶ en lien avec le niveau de précarité de ces individus : « Par ailleurs, une population concernée par une recherche, peut être décomposée en plusieurs sous-populations, chacune étant susceptible d'apporter des informations spécifiques » (Blanchet et Gotman 1992, 52). En effet parmi ceux-ci,

⁵ Nous offrons une compensation de 20 \$ dans le but de couvrir des frais de déplacement ou le temps pris sur d'autres activités, mais aussi dans le but de s'assurer de maximiser le nombre de participants pour la phase des entretiens.

⁶ Ces cas ne sont pas atypiques par rapport à la population en générale, mais plutôt par rapport à nos critères de sélection. Ce sont des individus qui se trouvent en situation précaire par leur situation monétaire actuelle. Notre intérêt n'est pas de faire une comparaison avec les personnes démunies, mais plutôt d'observer si leur niveau de scolarisation amène des différences afin d'alimenter notre réflexion et de construire la discussion.

nous avons sélectionné deux jeunes scolarisés avec un faible revenu et deux personnes plus âgées scolarisées avec un faible revenu. Les entretiens ont été conduits à l'automne afin de mieux comprendre les contributions durables et a posteriori des jardins collectifs.

2. 4 Phase 4 : Les entretiens

Cette ultime phase dans la stratégie de collecte de données comprend des entretiens longs avec les jardiniers au profil démunis. Elle comprend aussi des entretiens longs avec les coordonnateurs-animateurs et programmeurs de projets. La toute première étape a été de recontacter les 15 individus ciblés et les quatre cas caractérisés d'atypiques. Nous avons pris la décision de recontacter les jardiniers trois mois suivant la fin de la saison de jardinage afin d'identifier les apports durables du jardin. Sur ces 19 jardiniers, nous avons réussi à en rejoindre 15, dont 11 personnes démunies, ainsi que nos quatre cas atypiques. Sur les 15 personnes démunies, quatre d'entre eux n'ont pas donné suite à nos tentatives de communication, bien que nombreuses. Les entretiens longs semi-dirigés ont eu lieu au domicile des jardiniers afin de s'insérer plus profondément dans leur milieu de vie : « les informations issues des entretiens sont validées par le contexte et n'ont pas besoin de l'être par leur probabilité d'occurrence » (Blanchet et Gotman 1992, 54). De plus, tous les entretiens ont été archivés au moyen d'un enregistreur audio.

Nous avons abordé plusieurs dimensions au cours des entretiens avec les jardiniers dont leur expérience de vie (réussite et échecs), leur condition de vie et situation économique au moment de l'entretien, l'expérience vécue du jardin, leurs habitudes alimentaires en général, les impacts de l'expérience du point de vue alimentaire, leurs réseaux sociaux, leur connaissance du milieu communautaire et les impacts de l'expérience en matière de réseautage (voir annexe 3). En effet, selon Savoie-Zajc (2003) l'enquête par entretiens permet de recueillir des témoignages auprès d'une population pré ciblée et de comprendre le milieu dans lequel les actions évoluent. De plus, elle permet d'apprendre des choses qu'on ne peut observer directement comme les sentiments, les idées et les intentions (Deslauriers 1991). Il nous semblait important de saisir et de comprendre non seulement le milieu de vie des jardiniers, mais aussi leurs parcours et de repérer des points de ruptures (pertes au niveau social) en s'inspirant de la méthode des récits de vie, sans toutefois

appliquer la méthode dans son entièreté et sans en faire un élément central de notre grille d'entretien. « Les récits de vie s'attachent à saisir l'individu dans son espace temporel, dans son histoire et dans sa trajectoire, pour atteindre à travers lui la dynamique du changement social » (Blanchet et Gotman 1992, 18). Ainsi, les récits permettent aux individus « d'identifier les personnes ou les moments les plus significatifs, les expériences les plus marquantes qui ont contribué à orienter d'une certaine manière la trajectoire suivie, la « ligne de vie » comme disent certains » (Perreault et Bibeau 1995, 51).

Une fois avoir terminé les entretiens avec les jardiniers, nous avons poursuivi avec des entretiens semi-dirigés à l'hiver 2012 avec quatre coordonnateurs-animateurs des principaux de projets de jardins. Il est important de spécifier que pour certains projets, les coordonnateurs jouaient aussi le rôle d'animateur. La grille d'entretien a été construite en fonction des entretiens avec les jardiniers (voir annexe 4). En effet, afin de pouvoir agrémenter nos entretiens avec les coordonnateurs-animateurs principaux, des comptes rendus ont été produits à partir des informations issues des enregistrements des entretiens auprès des jardiniers. L'objectif était de mieux comprendre les objectifs poursuivis par ces derniers, leur vision du jardin, leur perception des jardiniers et de leurs relations avec ceux-ci, leur méthode d'enseignement et d'animation, leurs méthodes de recrutement, le financement des projets, leur perception des impacts de l'initiative, l'offre alimentaire du quartier et le type de réseautage effectué.

Finalement, la phase des entretiens s'est conclue avec quatre entretiens semi-dirigés auprès de programmeurs au printemps-été 2012. Nous entendons par programmeurs, des individus impliqués au sein d'un organisme privé, public ou d'un regroupement communautaire et qui définissent les grandes orientations en matière de sécurité alimentaire et qui affectent les organismes chapeautant les projets de jardins collectifs. Les programmeurs tels que présentés ainsi ne sont pas nécessairement des bailleurs de fonds. Une fois de plus, la grille d'entretien a été construite en fonction des informations issues des entretiens précédents dans le but de pouvoir relancer les programmeurs sur des sujets précis qu'ils pourraient commenter (voir annexe 5). L'objectif était de mieux comprendre comment l'organisme qu'il représente intervient en sécurité alimentaire, leur perception sur les initiatives participatives en sécurité alimentaire, leur perception de la clientèle, leur perception de l'agriculture urbaine communautaire et de la nature de la collaboration entre les bailleurs de fonds en matière de sécurité alimentaire et de lutte à la pauvreté.

2.5 Cadre d'analyse et traitement des données

Nous avons eu recours à différentes méthodes pour traiter l'ensemble des informations obtenues au cours des séances d'observation, du questionnaire et des entretiens semi-dirigés. Dans un premier temps, toutes les informations recueillies lors des séances d'observation à l'aide des cahiers de notes et des comptes rendus ont été compilées, consultées et analysées manuellement en fonction des dimensions issues de la grille d'observation pour chacun des projets de jardins. Dans un deuxième temps, les informations concernant le profil des participants issues des questionnaires ont été traitées avec le logiciel Excel et intégrées dans le logiciel NVivo. Dans un troisième temps, les informations issues des entretiens longs enregistrés à l'aide d'un magnétophone puis fait l'objet de résumés (catégories semi-émergentes) et de verbatim. Les verbatim ont ensuite été compilés et rigoureusement traités à l'aide du logiciel NVivo : « Using a computer simply ensures that the user is working more methodically, more thoroughly, more attentively. In these senses, then, it can be claimed that the use of a computer for qualitative analysis can contribute to a more rigorous analysis » (Bazeley 2007, 3). En effet, cet outil a été d'un précieux usage, car il nous a permis de regrouper nos données et de procéder par la suite à une analyse de contenu thématique des entretiens avec les jardiniers, après avoir repéré les informations les plus pertinentes issues des verbatim en lien avec nos questions de recherche (Blais et Martineau 2006). Les informations issues des entretiens auprès des animateurs-coordonnateurs et des programmeurs ont aussi été traitées avec le logiciel Nvivo, sans toutefois chercher à défaire la singularité du discours intra-entretien (Blanchet et Gotman 1992, 98). L'objectif était plutôt pour ces derniers de capter les particularités dans le discours de chacun des organisateurs afin de mieux comprendre et décrire leurs influences et intentions.

La grille d'observation utilisée lors des séances d'observation nous a aussi servi de grille d'analyse. Elle a permis de dresser un portrait global des jardins visités à l'aide des dimensions observées. Plusieurs caractéristiques communes et singulières des projets de jardins ont été identifiées dont le type d'aménagement des jardins, le contexte d'insertion dans le cadre urbain, le fonctionnement des séances de jardinage, le type de jardiniers, le type de liens sociaux, l'intensité de la participation, la variété de végétaux, le type d'animation. Ce portrait descriptif des jardins collectifs nous a permis de mieux contextualiser le discours des jardiniers qui est propre à leur expérience, à leur environnement ainsi qu'à leur perception.

Pour ce qui est des entretiens, les paroles ont été retranscrites sous forme de verbatim, ce qui représente 236 pages à simple interligne. Vu la grande quantité d'informations, nous avons utilisé le logiciel NVivo afin d'en faciliter la gestion, la création de multiples codes et la représentation des données : « I advocate that qualitative codes are essence-capturing and essential elements of the research story that, when clustered together according to similarity and regularity – a pattern – they actively facilitate the development of categories and thus analysis of their connections (Saldaña 2011, 8) ». En effet, le logiciel permet la représentation des données, notamment par la création de modèles et de matrices qui font état de notre interprétation des résultats.

Notre analyse de contenu thématique comprend trois niveaux, soit la description, la catégorisation - configuration et finalement, la réalisation de matrices de nœuds. Dans un premier temps, l'analyse descriptive a permis de décontextualiser des extraits issus des verbatim afin de les rendre sémantiquement indépendants : « Descriptive Coding assigns basic labels to data to provide an inventory of their topics. Many qualitative studies employ Descriptive codes as a first step in data analysis » (Saldaña 2011, 66). Bien entendu, le codage descriptif n'est pas la seule méthode de codage que nous avons utilisée, mais elle représente un premier pas dans ce processus itératif de codage et d'analyse. Cette première étape a aussi permis de confronter le discours des participants à nos observations afin d'en dégager les similitudes et les contradictions.

Dans un deuxième temps, après avoir procédé au codage primaire des données, l'analyse thématique nous a permis de catégoriser les informations et de les regrouper sous forme de nœuds parents et enfants : « Vient ensuite l'analyse thématique, qui consiste à découper transversalement tout le corpus. L'unité de découpage est le thème que représente un fragment de discours. Chaque thème est défini par une grille d'analyse élaborée empiriquement. Le mode de découpage est stable d'un entretien à l'autre » (Blanchet et Gotman 1992, 95). Ceci nous a donc permis d'identifier certains *patterns* et tendances. Au cours de cette étape de réduction des données, de production de sens et de recontextualisation, les codes ont été catégorisés afin de mieux interpréter l'ensemble du corpus en lien avec nos objectifs de recherche : « On peut définir la catégorie comme une production textuelle se présentant sous forme d'une brève expression et permettant de dénommer un phénomène perceptible à travers la lecture conceptuelle d'un matériau de recherche » (Blais et Martineau 2006, 7). Cette étape de conceptualisation a permis

d'identifier clairement des dimensions et des indicateurs illustrant l'apport alimentaire et social des jardins collectifs à la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Dans un troisième temps, afin de représenter les dimensions de façon plus éloquente, des matrices de nœuds ont été réalisées avec le logiciel NVivo. Ces matrices font état des occurrences d'idées dans le contenu discursif des jardiniers et ont permis de dégager plusieurs informations intéressantes en fonction du profil des individus issus des questionnaires et des catégories créées lors de la recontextualisation. En effet, les matrices permettent de croiser des attributs avec des codes-nœuds, catégories ou sous catégories tout en tenant compte des occurrences :

Ainsi, tout en étant d'accord avec Paillé (1996) affirmant qu'en analyse qualitative l'importance première n'est pas donnée aux chiffres, ce comptage permet tout de même de voir le portrait global de la situation des données et de formuler des conclusions adéquates et nuancées sur le phénomène étudié (Mukamurera, Lacourse et Couturier 2006, 126)

Nous sommes pleinement conscients toutefois qu'une telle méthode ne nous permet pas de généraliser de façon universelle sur le phénomène étudié. L'utilisation de pourcentage n'est d'aucune utilité dans notre cas, vu le nombre restreint de jardiniers interviewés : « Il faut traiter les idées comme des boîtes à fleurs qui encadrent la réalité; le plus important n'est pas la boîte, mais la fleur » (Deslauriers 1991, 95). En effet, nos résultats n'ont pas l'ambition de représenter le cas de tous les individus démunis prenant part aux projets de jardins collectifs montréalais, mais seulement de nous éclairer davantage sur l'apport potentiel d'une telle initiative sur la sécurité alimentaire de ces participants.

2.6 Validité et intégration des sources de données

Dans un premier temps, les informations issues des observations servent à confronter nos interprétations et compréhensions de l'initiative à celle vécue par les jardiniers de manière à mieux nuancer leurs propos par la suite. Les informations issues des questionnaires nous permettent d'affiner notre compréhension du contenu discursif issu des entretiens en lien avec les caractéristiques personnelles des individus. De plus, nous intégrons à notre analyse certains éléments de réponses issus des questionnaires qui se rapportent aux apports alimentaires et

sociaux de l'expérience. Les informations issues de l'analyse du contenu discursif des entretiens avec les jardiniers nous permettent de déterminer les apports de l'expérience attribuée par ceux-ci en lien à leur situation de vie antérieure, leurs réseaux d'entraide et leurs habitudes alimentaires. Les informations issues de l'analyse du contenu discursif des entretiens avec les coordonnateurs nous permettent de mieux comprendre la vision des organismes quant à la portée de leur intervention d'un point de vue social et alimentaire. Finalement, les informations issues de l'analyse du contenu discursif des entretiens avec les programmeurs nous permettent de comprendre les orientations qui définissent en quelque sorte la réalité des organismes communautaires chapeautant les projets de jardin. Du même coup, ceci nous permet de comparer les attentes des jardiniers et les intentions des organisateurs.

Chacune de ces stratégies d'analyse nous permet de porter un regard croisé, complémentaire et enrichissant sur les bénéfices de l'expérience en lien avec les concepts de sécurité alimentaire, de capital social et d'autonomie. Par cette combinaison de méthodes et de sources de données, nous tentons de répondre à nos questionnements et de vérifier nos hypothèses en intégrant les perceptions des trois paliers d'acteurs sur l'initiative tout en les confrontant. Ceci valide du même coup nos données par un processus de triangulation : « La triangulation a été conçue comme une procédure pour vérifier une hypothèse, mise à l'épreuve dans des différentes opérations méthodologiques pour tester si oui ou non les résultats corroborent entre eux » (Apostolidis 2006, 224). Le tableau à la page suivante illustre comment nous procédons pour croiser les différentes sources de données avec les concepts mobilisés dans le but de faire ressortir les différences et les similitudes dans les perceptions.

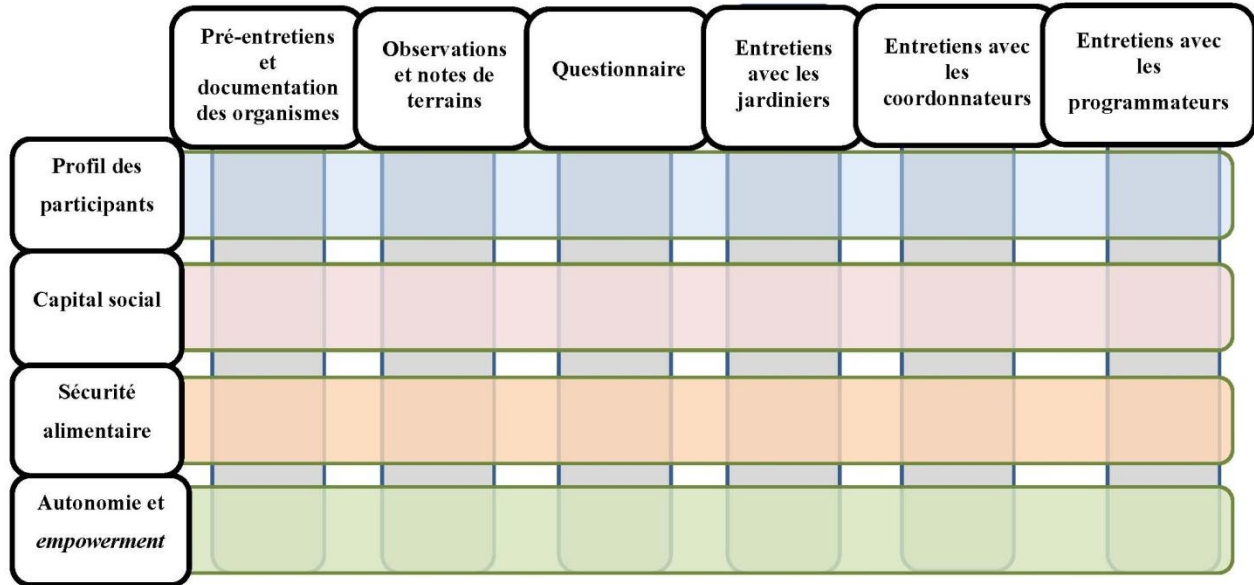


Figure 2.3 : Validité des données

Cette méthode nous permet ainsi de confronter trois types de réalité, soit la réalité observée, la réalité vécue et la réalité perçue. Elle nous permet aussi de dégager des tendances qui permettront de faire avancer les réflexions sur l'efficacité de l'agriculture urbaine communautaire comme outil de lutte contre l'insécurité alimentaire et de développement social.

CHAPITRE 3 : EXPÉRIENCE DU JARDIN ET DES JARDINIERS

Ce chapitre fait office de porte d'entrée dans l'univers des jardins collectifs. Dans un premier temps, nous dressons un portrait de chacun des organismes communautaires qui parrainent les initiatives afin de mieux comprendre le contexte dans lequel les projets sont réalisés et la façon dont ils se présentent au public via leur portail web et leur documentation. Dans un deuxième temps, nous présentons un compte-rendu de nos observations dans les jardins afin de bien camper le décor des projets, selon notre posture extérieure. Dans cette section, les informations sont tirées des notes de terrain et des discussions que nous avons eues avec les animateurs sur le terrain. Dans un troisième temps, nous présentons les jardiniers rencontrés, leur parcours de vie, la façon dont ils ont été recrutés, leurs motivations ainsi que leur appréciation. Ceci nous permet de mieux saisir leur perception générale de l'expérience et le rôle qu'elle joue dans leur vie. Les informations dans cette section sont issues des questionnaires et majoritairement des entretiens. Les apports sociaux et alimentaires attribués à l'expérience sont traités séparément dans le chapitre quatre.

3.1 Portrait des organismes et des projets de jardins sélectionnés

Le Regroupement des jardins collectifs du Québec (2012) définit sur son site internet le jardinage collectif comme le fait de cultiver collectivement des fruits et des légumes de manière écologique dans le but de favoriser plusieurs objectifs à caractère local. Ainsi, l'autonomie alimentaire et la santé des communautés locales, l'intégration, l'épanouissement des citoyens et des familles, la création de réseaux locaux de solidarité, l'appropriation d'espaces verts par les communautés et la diffusion d'une agriculture respectueuse de l'environnement sont toutes des facettes qui sont mises de l'avant afin de définir le jardinage collectif. Le jeune regroupement créé en 2006 de façon plutôt informelle se présente sur son site en tant que soutien et tente de favoriser l'émergence et la consolidation des jardins collectifs dans la province de Québec. Ainsi, le regroupement poursuit la mission de veiller au rayonnement de la pratique à la grandeur de la province. Depuis 2009, le regroupement s'est doté d'un conseil d'administration et existe légalement. L'organisation mène quelques activités afin de partager les expertises entre les

membres, mais ne semble pas être en mesure d'offrir une véritable structure. Ainsi, les membres ne se connaissent pas nécessairement entre eux, comme nous l'avons constaté sur le terrain. Le regroupement possède deux types de membres, soit les membres actifs (environ une trentaine d'organismes) qui sont des groupes activement impliqués dans le jardinage collectif et des membres associés qui supportent les activités du RJCQ sans gérer un projet de jardinage (RJCQ 2012).

Les projets de jardins collectifs montréalais présentés dans ce chapitre sont chapeautés par des organismes communautaires avec une structure associative similaire, mais œuvrent toutefois dans des contextes parfois bien différents. La gestion interne de l'organisme, le milieu d'intervention, les objectifs, la population et les opportunités diffèrent d'un quartier ou d'un projet à l'autre. Tous ces organismes populaires sont des organismes à but non lucratif (OBNL), autonomes et qui ne sont pas redevables de leur fonctionnement envers un établissement, une fondation ou un réseau gouvernemental. Ces associations communautaires font partie du mouvement de l'économie sociale et sont vouées généralement à la revitalisation du lien social, de la démocratie ainsi qu'à la revitalisation de la citoyenneté. Les organismes sont gouvernés par un ou des dirigeants ainsi qu'un conseil d'administration composé d'administrateurs membres bénévoles légalement et moralement responsables qui doivent rendre des comptes aux différentes parties prenantes sur l'efficacité et l'efficience des organismes. Chacun des organismes a l'obligation de tenir une assemblée générale annuelle afin de laisser l'opportunité aux membres de s'exprimer. Les organismes font partie de plusieurs tables de concertation et comités intersectoriels et possèdent de multiples partenariats afin d'étendre la portée de leurs interventions. Leur financement provient en majeure partie d'organismes subventionnaires publics ou privés, même si certains d'entre eux organisent des activités d'autofinancement. (Maison de Quartier Villeray 2012; Club populaire des consommateurs 2012; LMPY (La maison du Partage d'Youville) 2012; YQQ 2012; VRAC 2011).

3.1.1 La Maison de Quartier Villeray

La Maison de Quartier Villeray est un organisme communautaire fondé en 1989 qui œuvre dans le domaine de l'alimentation. La mission de l'organisme s'articule autour de la création de liens d'entraide et de solidarité dans le but d'une prise en main individuelle et collective contribuant à

l'amélioration des conditions de vie et à diminuer la faim dans le quartier. L'organisme a créé son projet de jardins en 2005, il possède au total 16 jardins collectifs aux multiples dimensions et aux différents styles pour une superficie totale de 5 000 mètres carrés ainsi que plusieurs centaines participants selon le RJCQ. Outre les jardins, l'organisme possède aussi des groupes de cuisine collective, un service de dépannage alimentaire d'urgence et des activités socio-éducatives. L'organisme participe à de multiples tables de concertation et comités en lien avec l'alimentation, le développement local, l'éducation populaire, le développement économique et communautaire ainsi que la santé mentale (Maison de Quartier Villeray 2012; RJCQ 2012).

Tableau 3.1 : La maison de Quartier Villeray

Objectifs de l'organisme	-Favoriser une vie associative et le sentiment d'appartenance -Développer des alternatives à la faim autre que le dépannage alimentaire -Offrir des activités d'éducation, d'information et de sensibilisation -Offrir des activités susceptibles de développer chez les participants leurs habiletés et leurs aptitudes favorisant le retour à la vie active -Briser l'isolement des personnes démunies -Travailler en partenariat avec le milieu
Clientèle de l'organisme	-Population de Villeray -Hommes et femmes de tous âges -Personnes à faibles revenus, chômeurs, assistés sociaux -Enfants et adolescents -Familles monoparentales -Personnes ayant des problèmes de santé mentale et émotifs -Réfugiés, immigrants et communautés ethniques
Types de services offerts	-Jardins collectifs -Cuisine collectives -Dépannage alimentaire d'urgence -Activités socio-éducatives
Nom du projet de jardins	Réseau des jardins collectifs de Villeray
Valeurs véhiculées dans le cadre des projets de jardins	-Partage, entraide, solidarité, gratuité
Nom des projets visités et nombre approximatif de jardiniers	-Le Jardin de l'école Henri-Julien (10 à 15 participants) -Le Jardin Bureau de la Communauté Haïtienne de Montréal (10 à 15 participants)
Type de jardins sélectionnés	-Jardins collectifs traditionnels en terre -Jardins collectifs non traditionnels en bacs (bacs surélevés pour personnes à mobilité réduite, jardins démonstratifs)

Les informations dans le tableau sont issues des discussions avec la coordonnatrice de projets ainsi que du site internet de l'organisme.

3.1.2 Le Club populaire des consommateurs de Pointe Saint-Charles

Le Club populaire des consommateurs est un organisme démocratique contrôlé par ses membres, œuvrant à la sécurité alimentaire dans une perspective d'amélioration des conditions

économiques et de santé de la population de Pointe-Saint-Charles par l'éducation populaire, la défense des droits et l'action politique. Fondé en 1970, l'organisme a pour but de rassembler et soutenir les personnes qui s'organisent pour trouver des solutions favorisant une meilleure sécurité alimentaire. L'organisme a créé son projet de jardin en 2001, possède au total quatre jardins de différentes dimensions et compte près de 75 participants selon le RJCQ. Outre les jardins, l'organisme possède aussi des groupes de cuisine collective, un marché communautaire mensuel et il offre des activités socio-éducatives. L'organisation est membre de la Table de concertation communautaire du quartier Pointe-Saint-Charles Action Gardien qui regroupe une vingtaine d'organismes. (Club populaire des consommateurs 2012; RJCQ 2012).

Tableau 3.2 : Le Club populaire des consommateurs de Pointe Saint-Charles

Objectifs de l'organisme	-Améliorer les conditions de vie et de santé des familles de la Pointe et défendre les droits des citoyens-ne-s -Favoriser le pouvoir individuel et collectif des citoyen-ne-s de la Pointe -Contribuer à renforcer le tissu social -Faire de l'éducation populaire
Clientèle de l'organisme	-Population de Pointe-Saint-Charles et du Sud-Ouest
Types de services offerts	-Jardins collectifs traditionnels -Jardins collectifs non traditionnels -Cuisines collectives -Marché communautaire -Activités socio-éducatives
Nom du projet de jardins	Jardins collectifs de Pointe Saint-Charles
Valeurs véhiculées dans le cadre des projets de jardins	-Autonomie, autosuffisance, autogestion, entraide, partage, solidarité
Nom des projets visités et nombre approximatif de jardiniers	-La Dent Verte (20 participants) -Le Concombre Masqué (7 participants)
Type de jardins sélectionnés	-Jardins collectifs traditionnels en terre -Jardins collectifs non traditionnels en bacs

Les informations dans le tableau sont issues des discussions avec la coordonnatrice de projets ainsi que du site internet de l'organisme.

3.1.3 La Maison du Partage d'Youville

La Maison du Partage d'Youville (LMPY) est un organisme de communautaire (anciennement de bienfaisance) qui offre un service de dépannage mensuel, des activités socio-éducatives et un lieu d'implication aux personnes seules et aux familles démunies. L'organisme a été fondé en 1984 par la Congrégation des Sœurs Grises de Montréal ainsi que par le Carrefour d'éducation

populaire de Pointe Saint-Charles. Depuis 2006, les Sœurs Grises ne siègent plus au conseil d'administration et l'organisme a dû faire face à des difficultés financières en lien notamment à ses orientations traditionnelles. Depuis les dernières années, l'organisme tente de revoir ses priorités et d'assurer le maintien des activités. L'organisme a seulement un projet de jardin, il existe depuis 2009 et comprend entre cinq et 10 participants. L'organisme possède plusieurs donateurs, commanditaires et partenaires. À titre d'exemple, l'organisme travail en partenariat avec l'Accueil Bonneau, Moisson Montréal, Trajet Jeunesse, YMCA Centre-Ville et la Ville de Montréal. L'organisme organise aussi des campagnes de financement et des soupers spectacles afin de s'autofinancer (LMPY 2012; RJCQ 2012).

Tableau 3.3 : La Maison du Partage d'Youville

Objectifs de l'organisme	-Contribuer à la création de conditions qui favorisent la participation et l'insertion sociale ou professionnelle des personnes seules et des familles démunies -Référer ces personnes vers les organismes du territoire afin de leur permettre d'accéder à des ressources -Contribuer à favoriser un réseau d'entraide et une qualité de vie décente -Stimuler le goût de l'apprentissage par l'éducation, participation et implication -Briser l'isolement des personnes démunies -Améliorer les conditions de vie des personnes à faible revenu tout en stimulant l'autonomie des personnes et des familles.
Clientèle de l'organisme	-Population de Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri et Petite-Bourgogne -Hommes et femmes de tous âges -Personnes à faibles revenus, chômeurs, assistés sociaux -Étudiants
Types de services offerts	-Jardins collectifs non traditionnels sur toit (en bacs) -Dépannage alimentaire -Épicerie communautaire (quelques produits) -Friperie -Activités socio-éducatives
Nom du projet de jardins	Les oasis
Valeurs véhiculées dans le cadre des projets de jardins	Autonomie, solidarité, entraide, participation, inclusion sociale
Nom des projets visités et nombre approximatif de jardiniers	-Le jardin de la Maison Saint-Columba (5 à 10 participants). *La Maison Saint-Columba est un organisme qui vise l'autonomie et la participation communautaire
Type de jardins sélectionnés	-Jardins collectifs non traditionnels en bacs sur le toit

Les informations dans le tableau sont issues des discussions avec la coordonnatrice de projets ainsi que du site internet de l'organisme

3.1.4 Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur (YQQ)

YQQ est une entreprise d'économie sociale créée en 2003 qui effectue des interventions environnementales avec la communauté dans une optique collective et durable. L'organisme œuvre à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, la mise en action de mesures incitatives au développement durable, à la promotion d'une gestion globale et intégrée des services environnementaux collectifs ainsi qu'au verdissement. Elle préconise également la formation des jeunes issus de milieux défavorisés. L'organisme chapeaute les Éco-quartiers Tétreaultville et Maisonneuve-Longue-Pointe. Le projet de jardin a débuté en 2009 et l'organisme possède trois jardins collectifs pour une superficie de 1200 mètres carrés et près d'une quarantaine de participants. L'organisme fait partie de la table de concertation intersectorielle et multi réseaux Solidarité Mercier-Est qui vise à améliorer la qualité de vie des citoyens du quartier Mercier-Est (YQQ 2012; RJCQ 2012).

Tableau 3.4 : Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur

Objectifs de l'organisme	-Améliorer le cadre de vie en général -Mettre en œuvre des actions de verdissement pour contrer les îlots de chaleur -Offrir aux citoyens des services environnementaux durables -Sensibiliser les citoyens -Mettre en œuvre des mesures incitatives au transport actif -Mobiliser l'ensemble des citoyens autour de solutions profitables pour toute la communauté -Développer des nouvelles stratégies d'embellissement du quartier -Pratiquer l'agriculture urbaine
Clientèle de l'organisme	Population de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
Types de services offerts	-Enlèvement de graffitis -Jardins collectifs non traditionnels en bacs -Projets expérimentaux en verdissement -Corvées de nettoyage -Activités socio-éducatives -Transport actif -Recyclage
Nom du projet de jardins	Paysage solidaire
Valeurs véhiculées dans le cadre des projets de jardins	-Développement durable, gratuité, responsabilité citoyenne, autosuffisance
Nom des projets visités et nombre approximatif de jardiniers	-Le Potager Lafontaine (10 à 15 participants) -Le Jardin Solidaire (15 participants)
Type de jardins sélectionnés	-Jardins collectifs non traditionnels en bacs

Les informations dans le tableau sont issues des discussions avec le coordonnateur de projets ainsi que du site internet de l'organisme.

3.1.5 Vrac environnement

Vrac environnement a vu le jour en 2008 et se décrit comme étant un organisme à but non lucratif dont la mission est d'améliorer la qualité de vie des Montréalais et Montréalaises en favorisant des pratiques de développement durable. L'organisme coordonne des initiatives à caractère environnemental en plus de chapeauter le programme Éco-quartier de Parc-Extension. Les activités de l'organisme s'adressent tant aux adultes qu'aux jeunes et ne se limitent pas au quartier. L'approche de l'organisme est davantage axée sur l'éducation relative à l'environnement dans un contexte multiculturel. L'organisme participe aussi à des activités de concertation en collaboration avec le Centre d'écologie urbaine de Montréal sur l'aménagement urbain afin de favoriser le transport actif. L'initiative de projet de jardins dans Parc-Extension existe quant à elle depuis 2005 et comprend environ une quinzaine de participants dans son ensemble (VRAC 2011; RJCQ 2012).

Tableau 3.5 : Vrac environnement

Objectifs de l'organisme	-Promouvoir et soutenir la participation et les initiatives pour l'amélioration de la qualité de vie -Poser des actions en matière de développement durable et de transport actif -Favoriser la recherche environnementale pour développer des approches et des modes d'interventions novateurs -Favoriser l'émergence de projets répondant aux besoins des Montréalais -Développer et consolider des liens avec les acteurs montréalais en développement durable
Clientèle de l'organisme	-Population du quartier Parc-Extension et plus -Enfants, adultes
Types de services offerts	-Éco-quartier Parc-Extension -Boutique écologique -Jardins collectifs -Activité socio-éducatives
Nom du projet de jardins	Jardins collectifs bio de Parc-Extension
Valeurs véhiculées dans le cadre des projets de jardins	-Solidarité, consommation responsable, développement durable
Nom des projets visités et nombre approximatif de jardiniers	-Le Jardin de l'école Camille-Laurin (8 participants) -Le Jardin de l'école Camille-Laurin annexe (8 participants) -Le jardin Bloomfield (6 participants)
Type de jardins sélectionnés	-Jardins collectifs non traditionnels en bacs -Jardins collectifs traditionnels

Les informations dans le tableau sont issues des discussions avec la coordonnatrice de projets ainsi que du site internet de l'organisme.

3.1.6 Financement des projets et recrutement des jardiniers

Chacun des projets possède un montage financier très varié qui implique de nombreux bailleurs de fonds, la participation à divers programmes ainsi que de l'autofinancement. Certains organismes font aussi appel à des bénévoles afin de compléter leurs ressources humaines⁷. Nous n'avons pas cherché à bâtir un budget par projet ainsi qu'une liste exhaustive de toutes les sources de financement, vu la difficulté des animateurs-coordonnateurs à nous fournir les informations, bien que cela aurait pu être très intéressant et pourrait faire l'objet d'une autre recherche afin de mieux comprendre la réalité économique à laquelle les organismes font face. Notons parmi ces sources de financement, le Ministère et les agences de la Santé et des Services sociaux (PSOC), les CLSC (Priorité Jeunesse), Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (subventions salariales de Emploi Québec), le Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (PACC), Centraide, Fondation Lucie et André Chagnon (Québec en forme), la Ville de Montréal-Direction de la diversité sociale (Entente Ville-MESS), les arrondissements (projets spéciaux), des organismes caritatifs (Les Sœurs Grises de Montréal), Evergreen, Shell, Arbres Canada, les YMCA. Malgré leur montage financier très différent qui oriente leurs objectifs, les projets de jardins sélectionnés répondent tous à l'appellation de jardin collectif qui implique nécessairement des séances de jardinage collectives, un partage de la production en plus de viser l'autogestion du projet par les jardiniers.

La question du recrutement est inévitable pour les coordonnateurs s'ils veulent mener à bien leurs projets et s'assurer de répondre à leurs objectifs. Le défi n'est pas le même compte tenu du tissu communautaire du quartier et des intentions de l'organisme. Une coordonnatrice racontait qu'elle n'avait qu'à publier une annonce dans le calendrier mensuel de l'organisme pour recruter l'ensemble de ses jardiniers. D'autres recrutent leurs participants en faisant de la promotion dans les centres locaux de services communautaires (CLSC), dans les églises, dans les comptoirs alimentaires, dans les autres organismes communautaires d'entraide du quartier, en faisant de l'affichage un peu partout comme dans les buanderies et en publiant dans les journaux locaux :

⁷ Certains organismes font appel à des jeunes bénévoles issus de l'organisme de service volontaire Katimavik afin d'agir en tant que co-animateurs et de participer aux travaux plus physiques. Toutefois, la gestion des volontaires peut devenir lourde à gérer comme nous l'expliquaient certains coordonnateurs de projets de jardins collectifs.

Chaque vendredi, je vais à l'église et au comptoir alimentaire parce qu'ils (les personnes démunies) se regroupent de midi à 13 heures, je suis là-bas à faire l'appel, je fais l'inscription. On fait aussi la promotion sur le site arrondissement.com et dans les journaux du quartier et des quartiers adjacents. (Coordonnateur C)

Les coordonnateurs connaissent bien les enjeux liés à l'alimentation à l'intérieur de leur quartier. En effet, certains organismes évoluent dans des quartiers qu'ils caractérisent de déserts alimentaires⁸ tandis que d'autres évoluent dans des quartiers avec une offre alimentaire plus diversifiée. Afin de répondre à leur mandat en sécurité alimentaire (accessibilité), les organismes sont contraints de participer à la dynamique communautaire locale pour recruter des individus dans le besoin. En effet, la participation à la concertation locale semble inévitable, voire obligatoire, mais l'intensité et le type de collaboration avec les autres organismes qui travaillent en alimentation diffèrent en fonction de l'organisme et du quartier. La plupart des coordonnateurs rencontrés collaborent ou ont la volonté de collaborer intimement avec les services de dépannage alimentaire et les tables de quartier afin de développer des stratégies d'intervention et une vision commune. Ceci leur permet notamment de participer à une dynamique de réseautage plus large et de sensibiliser leurs partenaires sur les retombées spécifiques des jardins collectifs pour les individus, ce qui ne semble pas si évident à énoncer pour les coordonnateurs. Lorsque les coordonnateurs ont de la difficulté à recruter des personnes démunies, ils adoptent différentes tactiques. Par exemple, une coordonnatrice-animatrice racontait qu'il était important pour elle de ne pas stigmatiser les individus au moment du recrutement. En effet, elle avait vu le nombre de participants démunis diminué une année, lorsqu'elle avait écrit sur les affiches que les projets leur étaient destinés. À l'inverse, en n'annonçant pas d'emblée que les projets s'adressaient principalement aux personnes démunies, le nombre de participants en situation précaire avait augmenté. Bref, la question du recrutement est très importante pour les organismes. Quand vient le moment de faire une demande de financement, le nombre de participants atteint permet de justifier l'intérêt de la population pour les projets d'agriculture urbaine communautaire.

⁸ La première définition formelle fut proposée par le *British Low Income Project Team*. Les *déserts alimentaires* sont des espaces de relative exclusion, où les gens rencontrent des barrières physiques et économiques pour accéder à une nourriture saine (Reisig et Hobbiss 2000). Les coordonnateurs de jardins se basent entre autres sur des études produites par la Direction de la Santé publique (2007). L'objectif de ces travaux était à l'époque d'aider les acteurs locaux à analyser les secteurs mal servis de leur territoire et à cibler les endroits où des actions contribueraient à améliorer tant l'environnement que la consommation alimentaire.

3.2 Compte-rendu des observations effectuées sur le terrain

Les jardins visités au cours de l'été 2011 possèdent des modes de fonctionnement propres à chacun des organismes. D'autant plus certains d'entre eux possèdent un plus grand réseau ainsi qu'une plus grande expertise et une plus grande expérience. Que ce soit un jardin en bacs qui se trouve sur un toit, un jardin en bacs qui se trouve sur une cour d'école en asphalte, un jardin de type plutôt traditionnel en terre, les défis et les obstacles ne sont pas les mêmes. Toutefois, il y a quand même plusieurs éléments de ressemblances. Nous tenterons dans cette section de faire le portrait de nos observations non participantes effectuées dans les jardins lors des séances de jardinage à partir du mois de juillet 2011 jusqu'au mois de septembre 2011. Le but n'est pas de détailler chacun des jardins individuellement pour en faire l'évaluation ou la description, mais de dégager les éléments qui nous ont semblé particulièrement intéressants par rapport à l'aménagement des jardins, leur localisation, les variétés de végétaux et le fonctionnement des séances de jardinage. Vu le grand nombre de projets à observer, nous sommes conscients que nos observations restent assez sommaires. La perception des jardiniers permettra par la suite de compléter le portrait.

3.2.1 Aménagement des jardins, contextes d'insertion dans le cadre urbain et variétés de végétaux

De prime abord, tous les jardins observés sont bien insérés dans leur milieu physique. Compte tenu du peu de moyens financiers avec lequel les organismes doivent fonctionner pour opérer les projets de jardins, il n'est pas surprenant de constater qu'ils sont tous la plupart du temps localisés sur des terrains qui leur sont prêtés. Nous avons trouvé des jardins sur des terrains appartenant à des organismes communautaires, sur le terrain de centres pour personnes âgées, d'écoles primaires, d'écoles secondaires et d'églises. Leur localisation ne doit pas seulement être vue comme le signe d'une économie de moyens, mais plutôt comme le signe d'un ancrage au sein d'une communauté et d'un grand potentiel en matière de réseautage. Non seulement les jardins se situent à proximité de milieux catalyseurs d'activité communautaires, mais les organisateurs des jardins utilisent aussi leurs locaux afin de procéder à la culture des semis au printemps, sous forme d'ateliers socio-éducatifs pour les utilisateurs bénévoles.

La plupart du temps, les jardins sont entourés par des clôtures, ce qui limite le caractère d'ouverture au public. Il est permis d'y pénétrer lors des séances de jardinage lorsque l'on n'est pas membre, mais le visiteur est vite remarqué et invité à se présenter. Les jardins ne sont pas toujours visibles, car situés à l'arrière des bâtiments ou camouflés par la végétation qui masque la vue sur les jardins. Pour ce qui est de leurs aménagements, ils dépendent du type d'espace, de l'expertise et des préférences du coordonnateur de projet. La plupart des jardins sont conçus en s'inspirant de la philosophie de la permaculture⁹, sauf pour ce qui est des jardins en bacs. Ceux-ci posent des défis particuliers, car certains contenants sont permanents et d'autres non, en plus d'exiger une attention constante du point de vue de l'arrosage. Les bacs non permanents doivent être déplacés et replantés à chaque année, tandis que les bacs permanents permettent une économie de travail et la culture de plantes vivaces (voir annexe 6). Les bacs en bois permanents sont aussi utilisés dans les jardins plus traditionnels afin de permettre à des individus avec des problèmes de mobilité physique de jardiner sans se pencher. Outre les bacs en bois conventionnels, nous avons remarqué plusieurs autres types de contenants fabriqués à l'aide de toile géotextile, de contenants en plastique (double fond avec réserve d'eau) parfois recyclés ou même de vieux pneus.

Les jardins possèdent presque tous un cabanon situé dans un coin du jardin, afin d'entreposer les outils de jardinage fournis par l'organisme. Nous avons trouvé plusieurs outils dont des bêches, des binettes, des brouettes, des râteaux, des tuyaux d'arrosage, des arrosoirs, des tuteurs, des sécateurs, des balances, des poches de terre, d'engrais et de composte, sans oublier les plants et règlements du jardin ainsi que des cartables informatifs utiles aux jardiniers moins expérimentés. Près du cabanon se trouvent dans la plupart des cas, une ou plusieurs tables à pique-nique en bois afin de permettre aux jardiniers de se reposer, discuter, manger et déposer les récoltes.

Les jardins possèdent une multitude de variétés de fruits, de légumes, d'arbres fruitiers, de fines herbes, de plantes médicinales, mais aussi d'herbes non désirables. Notons parmi les variétés observées, des pois, des radis, de multiples variétés de tomates, de la tomatille, des cerises de terre, des carottes, plusieurs variétés de poivrons/piments, plusieurs variétés de choux, des

⁹ La philosophie de la permaculture consiste à travailler avec la nature et non pas contre elle et part de l'idée que les méthodes agricoles modernes bouleversent les équilibres écologiques et provoquent la dégradation et l'érosion des sols cultivables, à la fois par l'utilisation des adjuvants chimiques, mais également depuis des siècles, par l'utilisation du labour qui en retournant le sol perturbe les fermentations naturelles et casse la structure mécanique de la terre maintenue par les réseaux de racines et de mycelium, favorisant ainsi son érosion par les eaux de ruissellement.

courgettes, de la courge, de l'aubergine, de la rhubarbe, du céleri, des oignons, de l'ail, de la laitue, des patates, du panais, du topinambour, de la betterave, des plants d'asperges, plusieurs variétés de concombres, du brocoli, des vignes, des fraises, des groseilles, du melon, du basilic, du persil, de la menthe, de la mélisse, de la mauve, de la bourrache, de l'ortie, du raifort, de la moutarde, de la coriandre, du thym, de l'origan, de la sauge, de l'aneth, de l'estragon, du romarin, de la lavande, du trèfle, des cerisiers, des poiriers, des pruniers, des pommiers, etc. Bien entendu, ce ne sont pas tous les jardins qui possèdent l'entièreté des variétés, mais nous avons eu la chance de constater l'immense potentiel des jardins collectifs à cet égard. En effet, les jardins collectifs en bacs ont généralement moins de variétés de plants, même s'ils en cultivent un grand nombre. Les plants sont plus petits (bien que comparables) et produisent généralement un peu moins, à cause de leur condition plus précaire (moins de terre, demande plus d'arrosage, car souvent situés sur une cour en asphalte ou un toit exposé au soleil).

3.2.2 Les séances de jardinage et autres activités reliées au jardin

Les animateurs tiennent généralement environ deux séances de jardinage par semaine pour permettre d'accommoder le plus de jardiniers possible. Certains participants travaillent les jours de semaine et ne peuvent venir que le soir et d'autres préfèrent venir le jour ou plutôt le week-end. À leur arrivée, les jardiniers se dirigent généralement vers le cabanon ou à la table de pique-nique afin de déposer leurs objets personnels. Certains font un tour de reconnaissance dans le jardin et observent l'état des plants tout en désherbant, tandis que d'autres profitent de leur arrivée pour échanger un peu en attendant l'arrivée de l'animateur afin de connaître les tâches à exécuter¹⁰. Certains animateurs prennent les présences au début de la séance et d'autres non. À ce que nous avons observé, il y a toujours plus d'inscrits que de participants aux séances de jardinage. En effet, la totalité des jardiniers ne se présente pas à toutes les séances et ce sont, dans la majorité des cas, les mêmes jardiniers que l'on retrouve dans le jardin. Les femmes sont généralement présentes en plus grand nombre que les hommes. Nous avons aussi rencontré des individus de plusieurs nationalités, des personnes handicapées, de jeunes adultes, des personnes

¹⁰ En effet, au fur et à mesure que l'été avance, des tâches précises doivent être effectuées afin d'assurer la productivité du jardin. Que ce soit de préparer le jardin en début de saison, de semer, de planter, tailler ou transférer des plants, de récolter les aliments, de ramasser les semences ou de fermer le jardin à la fin de la saison, le jardin demande un travail constant. Certaines variétés sont prêtes à être récoltées tôt dans la saison, tandis que d'autres seulement à la toute fin.

âgées. Les parents viennent souvent au jardin avec leurs enfants, ce qui amène de la vie durant les séances de jardinage (voir annexe 7). Nous n'avons toutefois pas observé la présence d'adolescents. Certains jardiniers viennent plutôt avec leur conjoint même s'ils ne sont pas tous les deux membres du jardin afin d'apporter un coup de main supplémentaire. Tandis que d'autres viennent avec des amis dans le but de montrer le jardin, ce qui les rend visiblement très fiers. Dans certains jardins, le fonctionnement de la séance semble plutôt informel, alors que dans d'autres, les séances sont plus structurées et calculées. En effet, certains animateurs amorcent les séances avec un atelier thématique afin de transmettre de nouvelles informations aux jardiniers et discuter avec ceux-ci. Tandis que d'autres animateurs agissent de façon informelle en donnant des informations au compte-goutte durant la séance tout en misant sur l'importance pour les jardiniers d'expérimenter et de communiquer entre eux pour apprendre. Parfois, les animateurs rassemblent ponctuellement l'ensemble des jardiniers en plein milieu de la séance afin de partager des informations pertinentes, tandis que d'autres se promènent d'une équipe à l'autre (ou d'un individu à l'autre) afin d'apporter une assistance directe et plus personnalisée. Les jardiniers travaillent généralement en équipe ou côte à côte ce qui facilite les échanges entre ceux-ci. Deux types de participants se démarquent, soit les *novices* et les *experts*. Dans certains cas, les experts semblent mieux connaître le jardin que l'animateur et sont totalement autonomes, surtout dans les jardins où l'animateur en est à sa première année. Les experts agissent en tant qu'intermédiaire entre l'animateur et les plus néophytes, ce qui permet le transfert des connaissances et l'entraide. La majeure partie du temps, les hommes prennent en charge les activités plus physiques tels que l'utilisation de la brouette (transport de la terre ou de matériaux lourds), bien que nous ayons aussi observé plusieurs femmes mener de lourdes tâches avec autant de succès. Il est important de récolter le maximum de fruits et légumes pour ne pas en perdre entre deux séances. En effet, en temps normal, il est interdit pour les jardiniers de récolter hors des séances, bien que cette règle ne semble pas trop rigide. Une fois les principales tâches habituelles de jardinage accomplies (arrosage, désherbage et récolte), la séance tire à sa fin. Toute la production est rapatriée à la table de pique-nique où l'un des participants s'affaire à peser la récolte à l'aide d'une balance et inscrit les données dans un cahier de notes (voir annexe 8). Nous avons observé deux méthodes pour effectuer le partage des récoltes. Dans certains cas, les récoltes sont divisées aléatoirement en parts égales, ce qui évite que des jardiniers choisissent seulement les plus beaux aliments (voir annexe 9). Dans d'autres jardins où la production et le nombre de participants sont moindres, la

répartition des légumes se fait de façon informelle selon les préférences et les besoins des jardiniers. Une part est généralement gardée pour l'organisme qui chapeaute le projet de jardin qui l'utilise soit pour des activités de cuisines collectives ou pour les redonner à des individus dans le besoin (service de dépannage alimentaire d'urgence). Enfin, les séances matinales se terminent souvent en dîner communautaire laissant l'occasion aux participants de partager et d'échanger des informations avant de se laisser pour retourner à la maison. Les séances de soirs finissent beaucoup plus rapidement, ce que nous attribuons au fait que certains jardiniers sont épuisés par leur journée de travail. Chaque jardinier est ensuite responsable d'une journée d'arrosage dans la semaine et doit trouver un remplaçant en cas d'absence.

Tous les organismes célèbrent la fin de la saison avec une fête des récoltes. Nous avons assisté à deux fêtes des récoltes à la fin de l'été-début automne 2011. Ces événements visent la rencontre de tous les jardiniers issus des jardins chapeautés par le même organisme et à remercier les participants pour leur travail. Les deux activités observées ont eu lieu en après-midi dans une ambiance de fête et de fierté. La première fête des récoltes a eu lieu dans un jardin, et l'autre, au centre névralgique de l'organisme (voir annexe 10). Les jardiniers n'ont pas été présentés individuellement, mais des photos de groupe ont été prises. Nous y avons goûté un grand nombre de plats cuisinés par les jardiniers avec les produits du jardin. La fête fut l'occasion pour les organismes de faire le bilan de la saison, sous le regard attentif de quelques commanditaires qui s'étaient déplacés pour l'événement. Ce fut aussi l'occasion pour les organisateurs d'annoncer les projets de l'organisme et de faire connaître les autres services de l'organisme. Dans la fête qui s'est déroulée au centre névralgique de l'organisme, les jardiniers ont même eu l'occasion de voter démocratiquement le nom d'un futur jardin. Les fêtes des récoltes ne sont pas les seules activités reliées au jardin offertes par les organismes au cours de la saison. En effet, une visite guidée en vélo est aussi organisée afin de permettre aux jardiniers d'aller observer les autres projets de jardins issus du même organisme. S'ajoute à cela, pour certains organismes, des conférences sur l'agriculture urbaine, mais nous n'avons malheureusement pas été en mesure d'y assister, par manque de temps.

3.3 Présentation des jardiniers

La section précédente visait à dresser un portrait très sommaire de nos observations afin de camper le décor de l'expérience qui se résume pour plusieurs participants aux séances de jardinage. Dans cette section, il est question des jardiniers qui ont participé à l'entretien semi-dirigé à l'automne 2011. Il y a toutefois quelques informations que nous intégrons et qui proviennent directement du questionnaire que nous avons distribué *in situ* durant l'été à tous les participants rencontrés désireux de participer à l'étude. En effet, dans le questionnaire, nous posons quelques questions d'ordre général, notamment sur la façon dont les jardiniers ont été recrutés, leur satisfaction personnelle par rapport à l'expérience ainsi que des questions afin de bâtir leur profil socio-économique. Principalement, le questionnaire a servi de prétexte pour les rencontrer, sonder leur intérêt à participer à la prochaine étape de la recherche et à obtenir leur numéro de téléphone et/ou courriel. Bien que nous tentions de distribuer le questionnaire à tous les participants, environ une dizaine d'entre eux n'ont pas voulu y répondre pour des raisons personnelles. Parmi les 35 individus qui ont accepté de répondre au questionnaire, 23 sont des femmes et 12 des hommes. 20 d'entre eux possèdent un diplôme d'études universitaire tandis que les 15 autres possèdent un diplôme collégial ou moins. Le tableau 3.6 fait état des quelques caractéristiques du profil des 15 individus rencontrés en entretien.

Tableau 3.6 : Caractéristiques socio-économiques des jardiniers rencontrés en entretien

Genre	8 femmes, 7 hommes
Âge	âges variant de 29 à 65 ans
Scolarité	5 ont un diplôme de niveau secondaire ou moins 6 ont atteint le niveau collégial sans aller plus loin 4 ont atteint le niveau universitaire dont deux, les études supérieures (cas atypiques : 2 individus jeunes et 2 individus âgés)
Revenu	Tous correspondent au profil de faible revenu pour le ménage
Travail	8 possèdent un travail dont 4 à temps plein et 4 à temps partiel 7 personnes vivaient de l'aide sociale au moment de l'entretien

Parmi ceux-ci, 11 correspondent au profil de faible revenu, faible scolarisation. Les quatre autres sont nos cas atypiques (faible revenu et scolarisés) et sont représenté par des deux jeunes adultes dans la fin vingtaine (un homme et une femme) et deux hommes dans la soixantaine. Parmi les personnes démunies, cinq d'entre eux ont un diplôme secondaire ou moins et sept d'entre eux vivaient de l'aide sociale au moment de l'entretien. Le fait que nous ayons rencontré en entretien presque autant d'hommes que de femmes n'est pas représentatif de la population observée. Comme mentionné précédemment, nous avons observé plus de femmes dans les jardins que d'hommes.

3.3.1 Parcours de vie des jardiniers interviewés

Au cours des entretiens avec les jardiniers, nous avons tenté de comprendre, non seulement, l'apport des jardins sur les habitudes alimentaires des jardiniers et leur réseau d'entraide (que nous exposons dans le prochain chapitre), mais aussi de comprendre la réalité des individus de façon beaucoup plus large. En effet, il nous semblait important de connaître le profil et la réalité des participants, de façon à mieux interpréter les impacts de l'expérience. Nous avons donc demandé aux participants de parler de leurs parcours, des événements significatifs qui les ont marqués, de leur logement, de leur emploi incluant ceux qu'ils avaient occupés dans le passé. Nous incluons dans cette section tous les jardiniers interviewés, y compris les quatre individus que nous avons caractérisés d'*atypiques* même s'ils possèdent un niveau de scolarisation plus élevé, car nous croyons qu'ils permettent d'apporter des nuances importantes. Chaque jardinier est représenté par un code qui comprend les initiales du jardin et le numéro associé à l'individu.

Échecs-difficultés

Nous avons identifié plusieurs types d'échecs ou de difficultés qui ont eu des impacts sur la qualité de vie des participants. Certaines difficultés proviennent directement de choix faits par les individus et d'autres semblent plutôt survenir sans crier gare. Certains attribuaient leurs difficultés à leur mauvais jugement tandis que d'autres les attribuent à des éléments externes. Notons parmi celles-ci des difficultés liées à une mauvaise condition de santé physique ou

psychologique, l'incapacité de se trouver un emploi, des problèmes dépendance et des séparations douloureuses.

Certains jardiniers attribuent leur situation de pauvreté actuelle à leur mauvaise condition de santé. Par exemple, un participant assez âgé et scolarisé nous expliquait qu'il avait travaillé toute sa vie dans plusieurs domaines, les antiquités, les œuvres d'art, le milieu communautaire, dans la construction et que maintenant, à cause de son état de santé, il devait compter sur l'aide sociale pour survivre. Une autre participante nous expliquait qu'elle avait travaillé toute sa vie pour une compagnie de location de meubles, ce qui lui avait causé des problèmes de santé physiquement, notamment aux articulations. Non seulement dans le cadre de son emploi, elle devait transporter des meubles extrêmement lourds, mais son travail consistait aussi à saisir les meubles chez les individus, un travail terriblement difficile sur la santé psychologique. Une autre dame n'arrivait plus à sortir de chez elle à la noirceur, due aux multiples agressions dont elle a fait l'objet dans le passé, ne lui permettant plus de travailler. Bien que ceux-ci bénéficient de prestations sociales plus élevées à cause de leur condition particulière (incapacité de travailler) ils demeurent en situation de pauvreté. Le dépannage alimentaire demeure nécessaire, car le montant des prestations ne suffit pas à couvrir l'entièreté des frais reliés aux besoins essentiels. Néanmoins, certains ont beaucoup de difficulté à surmonter la gêne et l'orgueil qui les empêche de s'y rendre même si le besoin se fait sentir.

Pour un autre participant, c'est l'incapacité à se trouver un emploi qui est une vraie source d'échec. Contrairement aux exemples précédents liés à des problèmes de santé, ce dernier est en pleine forme et ses difficultés sont toutes autres. Depuis qu'il est arrivé au Québec, il y a près de dix ans, originaire d'Algérie, il n'arrive pas à se trouver une place sur le marché du travail même après avoir suivi plusieurs formations. Cette situation lui procure une énorme frustration en plus de jouer sur son estime de soi, car il se sent redevable face à sa femme et à ses enfants. Il a l'impression que la priorité d'emploi est donnée au québécois d'origine et que les immigrants ne profitent pas de la même chance. Pourtant, ce dernier ne demanderait qu'à s'impliquer au sein de la société québécoise et se sent complètement inutile.

Pour certains, c'est plutôt les problèmes d'alcool, de drogues qui ont eu un effet négatif dans leur vie et qui les ont plongés dans un état d'insécurité et de pauvreté. Un jardinier pourtant bien scolarisé nous racontait que ses problèmes de dépendance avaient eu de multiples impacts sur sa

vie personnelle. Il avait perdu sa femme et toutes ses autres relations avaient échoué. Il avait perdu sa maison, ses meubles et ses objets de luxe, ainsi que son emploi à plusieurs reprises. Au point même où il ne peut maintenant plus pratiquer le métier d'enseignant et se retrouve actuellement prestataire de l'aide sociale. Pour un autre, ses problèmes d'alcool l'ont empêché d'atteindre ses objectifs et de fonder une famille en plus d'affecter gravement son état de santé. Un jardinier dans la trentaine nous a même confié qu'il n'avait pas réussi à finir ses études collégiales à cause de ses mauvaises habitudes et de sa dépendance à la marijuana qui lui avait causé des problèmes de concentration. Aujourd'hui, il ne sort presque plus de chez lui et se contente de jouer aux jeux vidéo, une activité qui n'est pas très dispendieuse et qui l'occupe à défaut d'avoir quelque chose d'autre à faire. Il travaille quand même à temps partiel dans un dépanneur pour arrondir les fins de mois, mais ne veut pas travailler davantage. En effet, étant déclaré inapte à travailler, il bénéficie d'une prime sur ses prestations d'aide sociale. Même s'il habite dans un HLM, il trouve encore difficile d'arriver à la fin des mois, en partie à cause de ses mauvaises habitudes.

Pour certains, c'est la séparation avec un être cher qui a causé les autres difficultés sans nécessairement créer des problèmes de dépendances, mais plutôt d'isolement et de pauvreté. Une des participantes nous racontait qu'à cause de la mort de son mari, elle avait fait faillite et perdu sa maison. Depuis ce temps, ses enfants maintenant adultes continuaient à vivre avec elle dans un tout petit appartement et n'étaient pas en mesure d'être autonomes dans leur vie, ce qui rendait la dame extrêmement malheureuse jusqu'à avoir honte d'inviter des gens chez elle à cause de l'état chaotique des lieux. Ses enfants étaient devenus protecteurs après la mort de leur père et l'empêchaient maintenant de rencontrer d'autres hommes la plongeant dans un état de solitude, incomprise de ses propres enfants.

Logement

Nous avons identifié quatre types d'habitations parmi nos répondants soit : la chambre louée, l'appartement loué, la coopérative d'habitation et l'habitation à loyer modique (HLM). Aucun des interviewés n'a les moyens de se payer une maison et le prix du logement semble être une source importante de stress. Pour ceux qui bénéficient des prestations d'aide sociale, le prix du logement n'est pas à négliger, comme nous l'expliquaient certains participants, il suffit de ne pas

habiter dans des habitations à loyer modique pour être plongé dans un état de pauvreté et d'insécurité alimentaire :

Certaines fois avant le 15 c'est difficile. Si tu n'habites pas dans un HLM et que tu es sur l'aide sociale, puis qu'il faut en plus que tu te trouves un logement, tu n'arrives pas du tout, 500 \$, cela ne va pas loin ! (T-K-1)

En effet, selon le dire de ces derniers, le montant des prestations d'aide sociale ne couvre guère plus que le montant du logement à moins de profiter d'une prime dans les cas des individus avec des problèmes de santé. Certains ont dû attendre plusieurs années avant de se trouver une place en HLM et d'autres ont pu avoir la chance de se joindre à une coopérative d'habitation ce qui leur a permis de respirer un peu plus financièrement. C'est le montant alloué à la nourriture qui est coupé afin d'arriver à payer le loyer. Les individus que nous avons rencontrés qui habitent en coopérative profitent d'un logement au prix très accessible. Par contre, ces derniers doivent participer aux tâches de la coopérative, ce qui diffère des individus qui habitent en HLM qui n'ont pas du tout ce type de préoccupations. Fait intéressant, lors de nos observations, nous avons remarqué que ces mêmes individus (ceux qui habitent dans une coopérative) étaient aussi des jardiniers qui semblaient très impliqués dans les projets de jardins. Finalement dans le cas des individus avec un travail, ils habitent tous en appartement. Contrairement aux deux individus atypiques plus âgés qui habitent seuls, les deux jardiniers atypiques jeunes habitent l'un comme l'autre en colocation dans des appartements et travaillent à temps partiel pour l'université pendant qu'ils sont aux études (études supérieures).

Événements significatifs

Les individus ont tous connu des événements marquants qui ont été une source de réconfort dans les dernières années, par opposition à leurs mauvaises expériences. Nous avons relevé plusieurs types d'événements dans le discours des jardiniers. Notons parmi ceux-ci le fait de parvenir à briser la dépendance, gérer ses émotions, avoir de la compagnie, immigrer au Canada, trouver l'être aimé, obtenir son permis de conduire, participer au projet de jardin ou de se trouver une place dans un HLM. Par exemple, un individu qui avait souffert de problèmes de dépendance à l'alcool et à la drogue trouvait du réconfort dans le fait d'avoir réussi à arrêter de consommer :

Globalement, moi ça m'a revitalisé. Ça m'a permis de prendre soin de moi. Étant en bonne santé, ça me permet de faire des choses, d'avoir l'endurance. Ça me permet de voir le soleil à travers une fleur de tournesol, ça me permet d'apprécier une belle journée, d'avoir les yeux ouverts différemment sur le monde. Ça n'a aucun rapport direct avec le jardinage, mais ce n'est quand même pas loin. Je cultive mon jardin ! (D-V-2)

Dans ce cas, le travail personnel a permis à cet individu de s'ouvrir et de prendre soin de lui, de mieux s'alimenter et de retrouver le plaisir de vivre. Tandis que certains individus qui avaient souffert plutôt de solitude dans le passé avaient trouvé un réconfort par la présence de l'être aimé ou de jeunes enfants :

Je vais te le dire bien franchement, qu'est-ce que j'aurais fait ? J'aurais trouvé la vie vraiment ennuyante si je ne l'avais pas eu le petit les trois dernières années. J'ai commencé à le garder, il avait, je crois, trois jours. Il sortait de l'hôpital puis je le gardais. Je vais trouver ça dur quand il va partir. Je pense que je vais avoir un chien. (M-E-3)

En effet, cette dame parlait du fils de sa fille qu'elle gardait tous les jours, lui permettant d'oublier ses problèmes psychologiques qui l'empêchent actuellement de travailler. Finalement, pour plusieurs jardiniers, la participation au projet de jardin a été l'une des bonnes choses qui leur soit arrivée par opposition à leur situation d'isolement et de pauvreté. Les apports liés à l'expérience seront discutés de façon détaillée dans le chapitre quatre.

En résumé, les individus rencontrés ont à peu près tous connu des événements sociaux qui les ont plongés dans un processus d'appauvrissement à un moment de leur vie. Certains d'entre eux ont vécu et vivent encore des périodes de pauvreté, d'insuffisance de revenu et d'isolement. Ces périodes ont été marquées par des désavantages matériels et sociaux qui les ont exclues momentanément. Par contre, au moment de l'entretien, ils apparaissent comme des individus capables de mobiliser des ressources afin d'améliorer leur situation de vie. À l'époque où ils ont joint l'initiative, ils possédaient un niveau de capital social qui leur a permis de créer des liens avec le milieu communautaire. Au dire de certains jardiniers, l'initiative apparaît plus attirante et moins stigmatisante que les comptoirs alimentaires.

3.3.2 Découverte des projets de jardins et motivation des jardiniers

La façon d'avoir entendu parler du jardin diffère d'un individu à l'autre. Nous avons compilé les réponses des individus au profil de faible revenu et faible scolarisation, y compris les réponses issues des questionnaires de ceux que nous n'avons pas réussi à convoquer en entretiens. Dans un premier temps, les jardiniers ont entendu parler du projet de jardin soit par des amis ou un contact, par un intervenant issu d'un organisme communautaire, par un représentant de la Ville de Montréal ou par l'entremise de l'école de leurs enfants (voir Annexe 11). Toutefois, la majorité des individus ont pris connaissance de l'existence du projet de jardin par l'entremise d'un organisme communautaire comme nous l'expliquait après coup une des participantes lors de l'entretien :

C'était une journée où je me rendais avec le jeune à la maison des familles. Puis à un moment donné, il y a eu une activité, c'était un homme de la Ville, il nous a montré comment faire les semis, j'avais trouvé ça amusant. Puis mon amie a dit : « est-ce que ça te tente de t'inscrire, puis quand il y aura des récoltes on va en avoir ». J'ai dit oui, ça va être le fun, c'est une activité qui n'est pas chère du tout (deux dollars de frais d'inscription pour être membre). (M-E-3)

La fréquentation d'un organisme communautaire a permis dans ce cas à cette femme de découvrir l'existence du projet. À titre d'exemple, le YMCA, les organismes qui chapeautent les jardins, la Maison des Familles de Mercier Est, l'Association québécoise des traumatisés crâniens sont tous des organismes qui ont permis aux individus d'accéder au projet, pour en nommer seulement quelques-uns parmi ceux qui ont été évoqués.

Nous avons identifié les types de motivations qui ont poussé les jardiniers démunis et atypiques à se joindre au projet de jardin (voir annexe 12). Cette question ne faisait pas partie du questionnaire, mais a fait partie de nos discussions lors des entretiens semi-dirigés. Le désir de connaître des ressources communautaires a été évoqué seulement chez les jardiniers au profil faible scolarisation, faible revenu. En effet, un des participants nous expliquait d'ailleurs qu'il aimerait que les coordonnateurs les informent davantage sur les endroits où il est possible d'obtenir des informations sur le milieu communautaire. Par contre, ce type de motivation ne ressort pas plus en vigueur que les autres types de motivation comme le désir d'avoir des

légumes, le désir de rencontrer des gens ou le désir de se divertir et d'avoir du plaisir. Chez nos jeunes répondants atypiques, le désir d'apprendre semble la motivation première :

Moi j'ai fait ça aussi parce que je voulais apprendre, puis c'est des notions que j'avais envie de connaître, je trouvais qu'il y avait un gros potentiel éducatif là-dedans, mais les gens qui vont là, ils ne se posent pas de questions, ils vont là parce qu'ils aiment ça. Juste ça c'est parfait, on fait des apprentissages, mais on ne le réalise pas. (H-J-10)

En effet, outre le désir d'apprendre, les jeunes jardiniers atypiques ont mentionné qu'ils participaient au projet de jardin aussi pour rencontrer des gens qu'ils n'auraient jamais côtoyés en temps normal : « Si ce n'était pas du jardin, je n'aurais jamais parlé à ces gens-là, on vient vraiment de mondes complètement différents » (H-J-10). Donc chez les jeunes atypiques le désir de rencontrer des gens évoque la notion de mixité sociale. Pour les jardiniers au profil de faible scolarisation, faible revenu, le désir de rencontrer des gens se traduit plutôt par le désir de briser la solitude. Le désir d'apprendre sur l'alimentation se traduit par le désir de connaître des nouveaux fruits et légumes, tout en apprenant sur leur utilisation culinaire. Finalement, la motivation qui semble la plus commune à tous les jardiniers, c'est le désir d'avoir du plaisir et de se divertir :

Tu veux aller là pour relaxer, parce que c'est après ta journée de travail. Tu es bénévole, mais en même temps tu repars avec beaucoup de nourriture, puis il y a un peu de ça, mais je pense que du jardinage, tu ne fais pas ça parce que c'est une corvée, tu fais ça parce que tu en as envie. Tu veux avoir du plaisir, c'est amusant. (P-L-1)

En effet, les motivations des jardiniers diffèrent en fonction de la situation dans laquelle ils se retrouvent. Pour certains c'est tout simplement le désir de se divertir tout en ayant un contact avec la nature et pour d'autres, c'est une manière de rentrer en contact avec des individus et des ressources. Par contre, le fait de posséder initialement un réseau de contacts ou un intérêt marqué pour le jardinage facilite l'accès au projet de jardin.

3.3.3 Appréciation de l'expérience chez les jardiniers

Nous avons relevé dans le discours des jardiniers les commentaires par rapport à la perception et à l'appréciation des jardiniers de leur expérience. Ils nous ont donc parlé de l'animateur et de leur

relation avec celui-ci, de leur perception du fonctionnement du projet, des séances de jardinages, de la participation, de la production, du réseautage et de la variété de végétaux. Plusieurs éléments d'appréciation sont revenus d'un jardinier à l'autre, qu'ils soient dans le même projet de jardin ou non. Tous les jardiniers que nous avons rencontrés ont apprécié globalement leur expérience et nous ont mentionné leur désir de vouloir revenir l'année suivante tout en ayant certains bémols à apporter à cette affirmation.

L'animateur est ressorti comme étant un point culminant de l'expérience qui influence grandement le niveau d'appréciation chez les jardiniers. En effet, des jardiniers déçus de l'expérience relatent l'état de désorganisation qui prévalait dans les jardins. Ils en attribuent le fait aux animateurs et aux organismes communautaires. D'un côté, certains jardiniers sont frustrés, car ils ont l'impression que les animateurs ne donnent pas assez de formations et d'ateliers dans le jardin ce qui leur donne l'impression d'être laissés à eux-mêmes :

Il y a des journées où c'est plus facile que d'autres, il y a des journées où c'est plus amusant que d'autres. Puis il y avait des journées où tu avais l'impression de travailler pour une usine désorganisée. Parfois je me disais, ben voyons, il me semble que je faisais ça quand je travaillais au salaire minimum à Baie-Comeau. J'ai l'impression qu'il manque un petit bout d'organisation pour que ce soit amusant. (H-J-4)

Dans certains cas, des jardiniers ont mentionné qu'ils auraient aimé avoir plus d'information et pas seulement sur le terrain. La communication entre les animateurs et les participants semble parfois défaillante et les outils de communication un peu archaïques. Plusieurs participants nous ont aussi fait part de leur déception de n'avoir pas été suffisamment informé des ressources alimentaires et communautaires dans le quartier :

Cela fait cinq ans que j'habite ici, pis le trois quarts je ne connais rien ! On n'a pas les ressources, on ne sait pas qui peut nous aider. L'autre fois avec l'organisme communautaire, ils ont fait la tournée du quartier, je l'ai su une semaine après ! J'aurais aimé ça le savoir, je ne connais rien ici. Ils ne l'ont jamais refait. Si tu ne sais pas ce que le quartier t'offre, tu ne peux pas en profiter. (M-E-2)

En effet, plusieurs participants auraient aimé que les animateurs ou les coordonnateurs de projet prennent le temps de leur expliquer les possibilités du quartier en matière de ressources alimentaires à moindre coût ou même de ressources communautaires à d'autres niveaux.

Certains ont de la difficulté à comprendre comment fonctionne le projet collectif et quel en est le but. Comme nous l'expliquait un des participants, d'un côté pour s'impliquer, il ne faut pas compter les heures par souci de gratuité et de don de soi, d'un autre côté, il faut faire un minimum d'heures pour pouvoir récolter, ce qui est contradictoire d'après lui. Outre la difficulté de comprendre le fonctionnement, plusieurs participants plus âgés se plaignent de la « gestion bordélique » des animateurs sur le terrain qui ne réussissent pas à contrôler les jeunes enfants qui jouent avec des outils dangereux (sécateurs) ou même qui abiment les plants. Nous pouvons penser que ces différences de perception de l'expérience chez les jardiniers sont dues notamment aux différentes attentes des jardiniers. En effet, certains participent dans le but de se divertir et de relaxer, tandis que d'autres viennent dans le but de récolter le maximum de fruits et légumes. Globalement, nous remarquons que la mauvaise communication entre les animateurs et les jardiniers semble avoir influencé l'appréciation de l'expérience.

Ainsi, des animateurs sont aussi louangés pour leur ouverture aux suggestions ainsi que pour leurs compétences en horticulture et en animation. Certains animateurs organisent des activités pour occuper les plus jeunes comme de peindre les contenants pour les plantes. D'autres organisent des repas communautaires à la fin des séances de jardinages ce qui permet aux jardiniers de mieux se connaître, d'échanger des recettes et des connaissances. La capacité de pouvoir répondre aux questions des jardiniers semble augmenter l'estime que les jardiniers ont pour les animateurs. Dans le cas contraire, les participants ressortent frustrés et ont l'impression d'être utilisés simplement pour leur force de travail : « On posait des questions puis il n'était pas capable de nous répondre. Écoute, on vient pour s'informer, je trouvais ça dommage pour ça » (M-E-3). Par contre, certains jardiniers ressortent enchantés de leur expérience et admirent les compétences de l'animateur. En effet, certains d'entre eux apportent de nombreuses et précieuses informations sur les techniques d'horticulture, l'alimentation et les ressources du quartier. Outre la capacité de répondre aux questions, l'ancienneté de l'animateur apparaît comme un gage de qualité. Ainsi, il semble que certains jardiniers trouvent difficile de changer d'animateur toutes les années, car les compétences des animateurs varient beaucoup d'une année à l'autre et l'expertise n'est pas toujours transmise entre ceux-ci.

L'activité bien qu'appréciée globalement par les participants apparaît comme particulièrement énergivore. Tout d'abord, les séances de jardinage dans certains cas ont lieu à la fin de la journée, ce qui rend des participants impatients et parfois dans l'incapacité d'apprendre des nouvelles

notions : « Quand tu as une journée de travail dans le corps ça ne te tente pas toujours d'aller fouiller dans le jardin, ce que ça te tente de faire, c'est de prendre ça relax » (P-L-2). Ainsi, de nombreux participants se désintéressent en cours de route ou ont peu de disponibilité, ce qui laisse reposer la charge de travail sur les épaules d'une minorité individus. L'arrosage apparaît comme une charge de travail immense, surtout dans les jardins avec très peu de participants ou dans les jardins collectifs non traditionnels en bacs. En effet, certains jardins sont directement situés sur l'asphalte et les plants doivent être arrosés jusqu'à deux fois par jours en période de grande chaleur :

J'ai l'impression qu'il manquait de gens. Les autres se décourageaient. Nous étions deux et cela nous prenait une heure et demie, cela veut dire trois heures à arroser. Puis à un moment donné, il fallait le faire le matin et le soir, puis cela pouvait prendre une heure et demie pour faire cela. (M-E-2)

Certains jardiniers se sont aussi plaints des maux de dos causés par la lourdeur des outils et des accessoires de jardinage : « Arroser c'était une job en tabarouette. Au début moi j'avais des tendinites puis des bursites, toutes ces blessures-là qui finissent en ites » (M-E-3). En effet, les arrosoirs sont très lourd une fois remplis et il devient difficile de mener l'activité pendant plus d'une heure. Toutefois, dans les jardins qui possèdent des boyaux d'arrosage, le travail semble beaucoup moins pénible. L'inégalité de la participation est aussi une source de frustration chez certains jardiniers qui ont l'impression de travailler plus que les autres :

Il se peut que lorsqu'une femme est fatiguée, qu'elle ne puisse pas faire comme un homme. Parce qu'il y a des gens qui trichent, il y a des gens qui ne veulent pas venir travailler. Il y a des gens qui viennent seulement pour avoir des fruits, des légumes, c'est malheureux, mais ça existe. (H-J-7)

Dans ce cas, le participant exprimait sa frustration de voir certains individus en faire moins que les autres malgré leur capacité. Il aimerait que l'animateur intervienne et communique dès le début de la saison pour expliquer le fonctionnement du projet et les exigences minimales. De plus, lorsqu'il n'y a pas assez de participants les jardiniers ne sont pas en mesure de bien s'occuper de tous les plants ce qui compromet la quantité de fruits et légumes récoltés. Pour les jardiniers qui étaient dans des projets avec une production moindre, la quantité de légumes reste tout de même satisfaisante. En effet, ces derniers aimeraient en avoir plus, mais ils sont contents

de leur récolte, car l'activité est quasi-gratuite, moyennant un effort hebdomadaire et un prix d'inscription aux alentours de deux dollars. Un autre jardinier nous faisait part de sa satisfaction quant à la quantité de légumes récoltée. Selon lui, il ne serait jamais arrivé à un pareil résultat seul. C'est la collaboration et la bonne entente entre les jardiniers qui auraient permis d'arriver à un tel résultat. Certains jardiniers qui étaient dans un projet de jardins en bacs sont déçus de la variété de légumes cultivés : « Cet été, j'ai trouvé ça vraiment dommage parce qu'on avait trop de tomates, c'était juste des tomates, des tomates c'était tout ce qu'on avait ! De la variété on n'en avait pas assez » (M-E-3). Par contre dans les jardins où la production était grande, les jardiniers sont satisfaits des légumes récoltés et ont même eu l'occasion de découvrir de nouveaux légumes qu'ils ajoutent maintenant à leurs recettes. Des jardiniers ont insisté sur l'importance de ne pas avoir un trop grand nombre de participants dans un même projet pour permettre à tous d'avoir suffisamment de légumes. Il y a donc une ambiguïté dans le fait que les projets manquent parfois de jardiniers tandis que les initiatives plus anciennes qui ont fait leur preuve doivent restreindre la quantité de places disponibles afin de garantir une récolte suffisante à chacun des participants.

Des jardiniers ont fait part de leur déception d'être arrivés un peu trop tard dans la saison de jardinage ou d'avoir manqué des ateliers. Les premières activités ont lieu très tôt au printemps, parfois même avant, et consistent à assister à des séances d'information, à choisir les types de plants qui seront cultivés et à acheter les semences. Ensuite s'ensuit la période de la culture des semis qui a lieu à l'intérieur. Les jardiniers qui ont participé à ces premières activités semblent avoir retiré de nombreuses informations et sont satisfaits et fiers d'y avoir participé. Certains organismes invitent même des conférenciers au cours de la saison à venir parler de l'agriculture urbaine et de la culture biologique. Sinon les ateliers qui ont lieu au début des séances collectives de jardinages permettent aux jardiniers d'apprendre de nouvelles notions, ce qui semble avoir été très apprécié. Dans le cas des jardins collectifs en bacs, les premières séances sont réservées à la construction de bacs afin de permettre aux jardiniers d'en fabriquer eux-mêmes par la suite à la maison.

3.3.4 Qualités requises et interprétation de l'expérience selon les jardiniers

Selon les dires des jardiniers, l'agriculture urbaine communautaire ne s'adresse pas à tout le monde, elle fait appel à certaines qualités spécifiques et permet de les améliorer, de les travailler. D'un côté, l'activité est très exigeante et énergivore, car elle demande un travail physique de la part des participants, mais elle demande aussi à ces derniers d'être autonome, d'avoir le sens de l'observation, d'être ponctuel, d'avoir le sens des responsabilités, d'être discipliné et surtout d'être passionné par le jardinage. En fait, ceci démontre bien aussi les notions acquises par les participants. L'observation permet aux jardiniers d'apprendre de leurs collègues, car l'animateur ne peut pas être partout, souvent débordé. En effet, les jardiniers moins expérimentés se regroupent avec les jardiniers plus expérimentés. L'initiative exige des participants d'arriver à l'heure afin de maximiser l'efficacité de la séance de travail et de minimiser les frustrations chez certains participants souffrant de l'injustice liée à l'inégalité dans la participation. Bref, le jardinage collectif demande le sens des responsabilités chez les participants, car la plupart des projets visent l'autogestion des jardins par les participants et le travail d'équipe :

Tu arrives à l'heure, si tu es le premier arrivé, tu ne vas pas attendre tous les autres. Dans un jardin, il y a toujours quelque chose à faire. D'abord, tu donnes un coup d'œil. À vrai dire, moi je venais donner un coup d'œil deux fois par semaine, parce que je venais arroser. Tu arrives dans le jardin, il ne faut pas attendre l'ordre de l'animateur ou du responsable. Il faut quand même utiliser sa tête, s'il y a de l'herbe qui envahit les plants, tu prends tes petits doigts et tu arraches l'herbe. (H-J-7)

Les participants reviennent sur l'importance de faire preuve d'initiative et d'autodiscipline ainsi que sur l'importance de respecter les horaires tant chez les jardiniers que chez les animateurs. Il est important pour les jardiniers que chacun travaille au meilleur de ses capacités et que chacune des tâches soit effectuée avec minutie. L'autogestion n'est donc pas une tâche simple, car elle implique une bonne communication et l'autonomie des jardiniers :

La communication non plus, au début on n'avait pas les numéros de téléphone des autres. C'est un qui gère ça. L'animateur est sur plusieurs affaires en même temps, il ne peut pas tout gérer. Moi j'aime parler d'autodiscipline, ça veut dire que les gens doivent avoir une façon de faire, une façon de communiquer entre eux. (H-J-7)

La plupart des jardiniers comprennent que le succès du projet dépend grandement de leur capacité à bien le gérer, de leur motivation personnelle et de la quantité d'effort qui est mise dans le jardin. Selon eux, il faut avoir de la curiosité et la volonté d'apprendre ainsi que d'expérimenter :

Pour se lancer dans le jardinage par exemple, il faut être curieux, il faut être patient, il faut s'y donner quand même physiquement, puis une fois que tu as le produit de ta récolte, il faut savoir quoi en faire. Tu as des gens qui ne savent pas faire d'autres choses que du pâté chinois et du spaghetti. (D-V-2)

Ainsi pour certains jardiniers, il faut être passionné, curieux et avoir une conscience écologique pour participer à ce type d'activités, il ne suffit pas d'être dans le besoin ou de souffrir d'insécurité alimentaire. Il faut être patient, car ça prend du temps avant d'obtenir des fruits et des légumes et c'est souvent long démarrer. De plus, il faut être capable de s'organiser avec les aliments récoltés.

Nous avons identifié quatre catégories de fonctions que les jardiniers démunis et atypiques attribuaient à l'initiative. En effet selon ces derniers, les jardins collectifs possèdent une fonction d'apprentissage, de production, de divertissement et finalement de socialisation. La fonction de production du jardin est revenue à maintes reprises dans les discussions dans les deux groupes, mais plus particulièrement chez les atypiques (voir annexe 13). Les participants atypiques comme démunis perçoivent l'activité comme étant bénéfiques au niveau de la quantité de fruits et légumes récoltés, même chez les individus qui faisaient partie d'un projet où les récoltes étaient moindres. Comme nous l'expliquait une dame, même si elle n'a pas récolté une immense quantité de fruits et légumes, elle trouve déjà génial d'en avoir eu, ce qui lui a permis d'économiser sur l'achat d'aliments. Tandis qu'un autre jardinier qui se trouvait dans un projet de plus grande envergure trouve vraiment agréable d'avoir eu accès à des légumes frais :

Une des raisons pour laquelle je me suis impliqué et que je m'implique encore, c'est parce que je trouve que l'esprit du jardin collectif me convient. Il me convient pour les légumes que je peux en retirer. Je trouve que c'est très agréable d'avoir des légumes frais et de la salade fraîche. (D-V-2)

Chez les personnes démunies (faible revenu, faible scolarisation) rencontrés, les fonctions qui semblent les plus valorisées sont la fonction de socialisation (rencontrer des gens) suivie de la

fonction de divertissement, de la fonction de production et finalement de la fonction d'apprentissage. Tandis que chez les atypiques c'est plutôt la fonction de production, suivie de la fonction d'apprentissage, de la fonction de divertissement et finalement de la fonction de socialisation. Les personnes démunies perçoivent l'activité comme une façon de briser leur isolement, de se divertir à moindre coût, d'avoir accès à des fruits et légumes frais et finalement d'apprendre sur l'alimentation. Par rapport aux motivations initiales de ces derniers, nous remarquons que les jardiniers sont en général assez satisfaits de la quantité de légumes récoltés, mais certains déçus de ne pas avoir connu ou appris davantage sur l'alimentation et les ressources du quartier. Ils sont heureux d'avoir pu socialiser avec d'autres individus et d'ainsi avoir momentanément brisé leur solitude. Les atypiques rencontrés, jeunes comme âgés, perçoivent l'activité comme une façon d'avoir accès à des fruits et légumes biologiques, de mieux savoir quoi en faire, d'avoir du plaisir et finalement de jaser un peu tout en travaillant avec des individus qu'ils n'auraient pas côtoyés normalement. Par rapport à leurs motivations initiales, ils sont heureux de la quantité de légumes récoltés, des apprentissages acquis sur le jardinage et l'alimentation, puis finalement des rencontres qu'ils ont faites. Par contre, ils n'hésitent pas à critiquer le manque d'organisation et le fonctionnement parfois flou de l'initiative.

CHAPITRE 4 : LES APPORTS DU JARDIN : ANALYSE DU DISCOURS DES JARDINIERS

Le chapitre précédent visait à décrire le fonctionnement des jardins, la situation des jardiniers, leurs motivations, leurs attentes, leurs interprétations et leur appréciation globale de l'expérience. Dans ce chapitre, l'objectif est plutôt de mieux comprendre l'apport du projet de jardin des points de vue alimentaire et social afin de répondre à nos questions de recherche. Une attention particulière a été portée aux extraits dans le discours des jardiniers qui se rapportent aux actions quotidiennes liées à l'alimentation et aux réseaux sociaux d'entraide. Ensuite, les apports que les jardiniers attribuent à l'expérience ont été relevés. Cette méthode a permis de mettre les impacts en perspective, de la même manière que nous avons tenté de mettre en perspective les perceptions de l'expérience pour les participants dans le chapitre précédent. L'analyse de contenu thématique a permis de relever plusieurs dimensions et indicateurs qui ont affiné notre compréhension des retombées de l'initiative pour les jardiniers démunis rencontrés. Une fois les catégories constituées, les résultats ont été configurés sous forme de tableaux et de figures dans le but de les illustrer et de mieux pouvoir les interpréter. Les occurrences d'idées issues du contenu discursif ont permis de relever les dimensions les plus parlantes liées à la pratique.

4.1 Les habitudes alimentaires non attribuées au jardin par les participants

Nous avons identifié quatre principales dimensions qui concernent l'alimentation des jardiniers, soit la conscience alimentaire, les stratégies d'approvisionnement alimentaires, les compétences culinaires et les stratégies de planification culinaire. Nous entendons par conscience alimentaire la sensibilité de l'individu sur les choix qu'il pose en matière d'habitudes alimentaires au quotidien. Les stratégies d'approvisionnement font référence aux actions et aux stratégies déployées par les individus pour se procurer de la nourriture. Les stratégies d'approvisionnement ont une grande influence sur la manière dont les jardiniers s'alimentent au quotidien. Les compétences culinaires font référence aux capacités ou aux aptitudes des individus à cuisiner. Les stratégies de planification culinaire quant à elles regroupent les actions dirigées par les individus afin de programmer ou planifier leurs menus. Chacune des dimensions comporte des indicateurs

qui représentent des actions concrètes de la part des jardiniers démunis et atypiques tirés de notre codification thématique. Dans le tableau 4.1, nous avons associé les quatre dimensions au concept d'autonomie alimentaire, car ces dimensions représentent les choix, capacités et actions des individus en matière d'alimentation ainsi que leur niveau de vulnérabilité alimentaire. À des fins de clarification et d'explication, nous avons aussi créé le sous-concept de capital culinaire qui regroupe à la fois les stratégies de planification culinaires et les compétences culinaires, car ceux-ci font référence principalement aux capacités des individus en ce qui a trait à la cuisine (préparation des aliments en vue de leur consommation) Toutefois, on pourrait aussi envisager d'y inclure la dimension de la conscience alimentaire qui relève aussi de l'individu, mais qui n'évoque pas nécessairement des actions concrètes sur le plan culinaire. Chacune des dimensions comporte des indicateurs que nous détaillons dans les paragraphes suivants. Certains indicateurs ont été évoqués plus que d'autres par les participants, expliquant ainsi le fait que nous nous soyons attardés plus particulièrement à certains d'entre eux.

Tableau 4.1 : Les dimensions de l'alimentation des participants

Concept	Dimensions	Indicateurs
Autonomie alimentaire <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block;">Capital culinaire</div>	Conscience alimentaire (intentions, choix)	-Bien manger -Faire des choix de menus réfléchis (ex : fraise en saison) -Manger bio -Manger des fruits et légumes au quotidien -Manger frais si possible -Faire des choix santé
	Stratégies d'approvisionnement	-Là où il y a des aliments de qualité (bio si possible) -Là où il y a des aliments frais -Au dépannage alimentaire -Au restaurant -Au besoin, au jour le jour -Au dépanneur, proche de chez soi -Avec le groupe d'achat -Magasinage stratégique -Au marché communautaire -Pour se faire plaisir -Selon les spéciaux offerts -Acheter en gros pour sauver de l'argent
	Compétences culinaires (capacités)	-Capital culturel -Capacité à cuisiner -Connaître plusieurs recettes
	Stratégies de planification culinaires (capacités)	-Congeler des aliments -Cuisiner en gros -Faire des conserves (conditionnement) -Faire des lunchs

Ainsi, la dimension de la conscience alimentaire est représentée par la sensibilité des individus à s'alimenter le mieux possible quotidiennement (saines habitudes alimentaires) selon le meilleur

de leurs connaissances. Nous avons remarqué qu'il semblait important pour la majorité de nos participants de manger des fruits et des légumes au quotidien : « Il faut manger des légumes, des fruits, mais pas trop de sucre. Quand je mange des légumes, je me sens bien. Quand je mange beaucoup de viande, je me sens fatigué. Mes enfants, quand ils mangent bien, ils travaillent bien » (C-L-A-1). Dans le cas des individus qui ont des enfants, il y a une préoccupation constante chez les parents de fournir des repas équilibrés. Dans plusieurs cas, les enfants jouent un rôle d'influence et de pression quant à l'importance de manger des fruits et légumes. Le milieu éducatif valorise la saine alimentation au détriment de la malbouffe, ce qui finit par avoir un impact psychologique auprès des jeunes étudiants qui à leur tour influencent leurs parents, une fois rendus dans la sphère domestique. Ainsi, outre la conscience de l'importance de manger quotidiennement des fruits et légumes, plusieurs participants ont mentionné l'importance de faire des choix réfléchis. Par exemple, de choisir les fruits et légumes en fonction de leur provenance et de la saison. Il y a donc une sensibilité à reconnaître la fraîcheur, la qualité et la santé des aliments. Comme nous l'exprimait un des participants : « Ce n'est pas parce qu'on est pauvre qu'on va manger du baloney » (D-V-2). D'une autre manière, la conscience alimentaire se traduit aussi par les connaissances des individus sur les aliments. Elle se traduit aussi par les connaissances des individus sur les substances qui contaminent les produits alimentaires et qui leur permettent de faire des choix santé évitant ainsi les chances de contracter des maladies. Par contre, un participant expliquait que bien qu'il tentait de manger le mieux possible, il était aussi conscient de ses mauvaises habitudes. Par exemple, ce dernier ne mange jamais plus d'un repas par jour, faute de moyens financiers.

Les stratégies d'approvisionnement varient en fonction de plusieurs facteurs. Certaines personnes se présentent à l'épicerie une fois par semaine, d'autres deux fois par semaine, d'autres à tous les jours, tandis que certains n'y vont presque jamais, n'ayant pas les moyens. Les jardiniers attribuent plusieurs autres facteurs qui influencent leurs stratégies d'approvisionnement comme leur horaire, leur culture, le budget disponible, leur moyen de transport, la faible présence de magasin d'alimentation dans le quartier, leur santé psychologique et physiologie. De plus, les individus rencontrés utilisent des combinaisons de stratégies (parfois contradictoires) pour s'approvisionner comme l'illustre la figure 4.1. Chacun des jardiniers est identifié par une couleur et un code composé de lettres (réfère au projet de jardin duquel il est issu) et d'un chiffre afin de garder l'anonymat des participants. L'axe horizontal réfère aux indicateurs de la

dimension des stratégies d’approvisionnement des jardiniers présentés dans le tableau plus haut, tandis que l’axe vertical réfère au nombre de citations en lien avec les indicateurs.

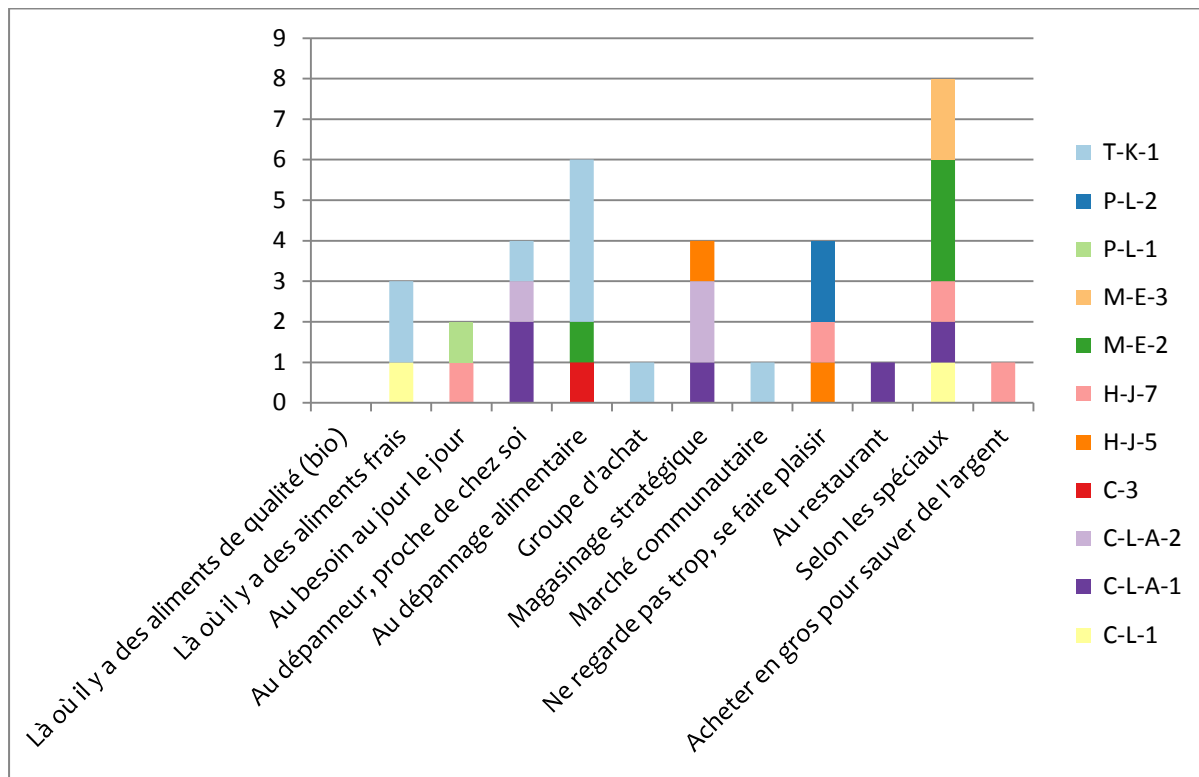


Figure 4.1 : Les stratégies d’approvisionnement chez les jardiniers démunis

Comme l’illustre la figure précédente, les stratégies sont multiples et diffèrent d’un individu à l’autre. Certains jardiniers possèdent des stratégies moins formelles (P-L-1, P-L-2) et d’autres utilisent une combinaison de ressources et de stratégies pour s’approvisionner (T-K-1, H-J-7, C-L-A-1, C-L-A-2, C-L-1, M-E-2, H-J-5). Certains individus achètent uniquement les produits en spéciaux (M-E-3) ou dans le pire des cas, consomment seulement les produits offerts par le service de dépannage alimentaire, souvent de piètre qualité selon le dire des jardiniers (C-3). Pour certains, acheter en gros leur permet de faire des provisions et d’économiser (H-J-7). La stratégie de se déplacer d’un commerce à l’autre pour obtenir des produits de qualité au plus bas prix a été qualifiée de *magasinage stratégique*. Ce type de stratégie est couramment utilisé par les individus qui recherchent des produits spécifiques à bas prix et qui sont prêts à se déplacer, peu importe la distance des magasins d’alimentation. Cette stratégie s’applique notamment dans le cas des immigrants qui parcourent de plus longues distances dans le but de trouver des produits importés (H-J-5, C-L-A-1, C-L-A-2). Toutefois, nous remarquons aussi que ces mêmes individus

n'hésitent pas à se satisfaire des produits du dépanneur pour des produits plus courants, même s'ils sont souvent plus dispendieux. La stratégie d'acheter aux commerces où il y a des aliments biologiques est plutôt réservée aux jeunes atypiques (voir figure 4.2). Chez les jardiniers démunis, il est plutôt question d'acheter dans les commerces où il y a des aliments frais, lorsqu'il est question d'acheter des aliments de qualité. Seulement un des individus démunis a mentionné qu'il allait au restaurant, ce qui n'est qu'une stratégie parmi d'autres pour cette jardinière qui achète aussi selon les spéciaux, fait du magasinage stratégique en plus d'acheter près de chez soi, au dépanneur (C-L-A-1). Pour les autres, le restaurant est totalement inaccessible. Aller au restaurant est plutôt une stratégie utilisée par les atypiques comme le démontre la figure 4.2.

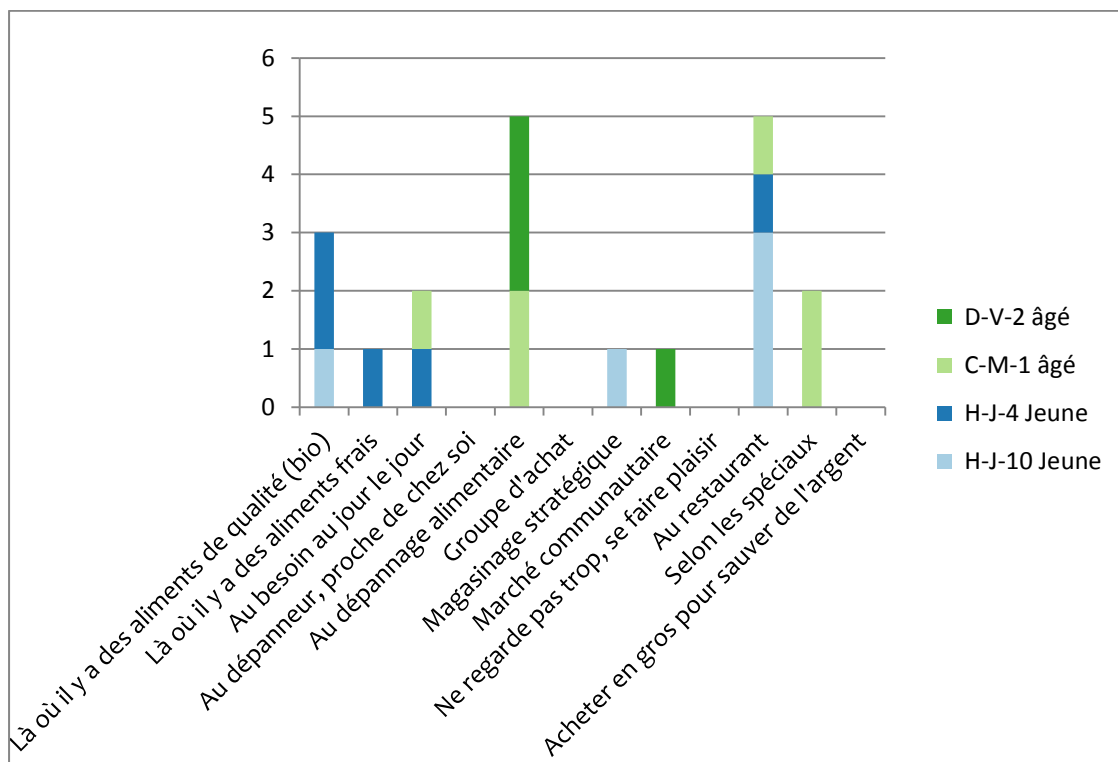


Figure 4.2 : Les stratégies d’approvisionnement chez les atypiques

Le fait d’aller au restaurant est questionnable sur le plan de l’autonomie alimentaire, mais ceux-ci attribuent cette stratégie à leur horaire instable. Nous remarquons aussi que les deux individus atypiques plus âgés utilisent les services de dépannage alimentaire combiné au marché communautaire et aux spéciaux offerts en magasins, ce qui fait état de leur esprit de débrouillardise, bien qu’ils dépendent en partie du service de dépannage alimentaire (D-V-2 et C-M-1). Aucun des individus atypiques n’achète des produits au dépanneur, il semble important

pour ceux-ci d'acheter des produits de qualité préférentiellement de provenance locale lorsque leur budget leur permet.

Au niveau des compétences culinaires, la majorité des participants sont plutôt doués et débrouillards pour la cuisine. Là où il semble y avoir une plus grosse différence entre les individus, c'est dans l'aptitude à varier les repas. Certains se contentent de cuisiner des plats qu'ils connaissent bien tandis que d'autres à l'inverse sont plutôt portés à expérimenter. Le désir de varier les menus peut aussi venir de la pression exercée par les enfants : « Quand les enfants voient que c'est la même nourriture à chaque jour, les enfants me disent maman ! non ! non ! non ! non ! » (C-L-A-2). Ainsi, les parents apprennent de nouvelles recettes afin de faire plaisir aux enfants. Finalement, nous avons remarqué que certains individus possèdent un capital culturel alimentaire qui les avantage : « Avant mon mariage, je savais tout cuisiner. C'est traditionnel dans mon pays, quand les filles se marient, elles sont prêtes pour le mariage, elles savent déjà comment préparer la nourriture » (C-L-1). Ainsi ces individus possèdent des compétences culinaires qui découlent de leur éducation et de leurs traditions culturelles d'origine.

La dimension des stratégies de planification culinaire est représentée par des actions entreprises par les individus afin de lutter contre l'insécurité alimentaire, mais aussi pour programmer leurs menus. Cuisiner en grosse quantité permet de profiter d'un même met pour une plus grande durée de temps, en plus d'avoir la possibilité de faire des lunches pour les journées à venir. Ainsi, plusieurs d'entre eux, congèlent les repas, produits, aliments achetés en grande quantité afin de pouvoir en profiter le plus longtemps possible. Certains individus mettent en conserve les fruits et légumes achetés à bas prix qu'ils se sont procurés en quantité durant l'été. Tandis que certains fréquentent les services de dépannage alimentaires mensuels, bimensuels ou hebdomadaires et doivent user de stratégies afin de conserver les aliments : « Il y a beaucoup de légumes et donc il faut savoir quoi en faire. S'il y en a trop, il faut savoir soit les conditionner, les mettre en conserve ou les mettre au congélateur » (D-V-2). En effet, les aliments comme le pain, les fruits, les légumes obtenus au comptoir alimentaire doivent être traités sur le champ afin de ne pas les perdre.

En résumé, nous constatons que la majorité des individus démunis sélectionnés rencontrés en entretien sont, dans la plupart des cas, conscients, débrouillards et sensibles à l'importance de bien manger ou, du moins, de manger des repas équilibrés, mais contraints par leur budget limité.

Ce constat est lié à la façon dont les jardiniers ont abordé les divers aspects de leur alimentation. Les stratégies d’approvisionnement diffèrent d’un individu à l’autre, ce qui est attribuable à de multiples facteurs (quartier, moyens de transport, etc.) qu’il serait intéressant d’étudier davantage dans le cadre d’une autre étude spécialement axée sur les questions d’approvisionnement alimentaire. La figure 4.3 fait état du nombre de références issues du discours des jardiniers démunis qui concernent les dimensions de leur conscience alimentaire, de leurs compétences culinaires et de leurs stratégies de planification culinaire¹¹. Les dimensions de la conscience alimentaire et des compétences culinaires sont ressorties de façon plus importante dans les discours des jardiniers que la dimension des stratégies de planification culinaire. Bien entendu, nous sommes conscients que les jardiniers ont pu tenter d’embellir leur réalité afin de mieux paraître en entretien, ce qui n’est peut-être pas le cas non plus.

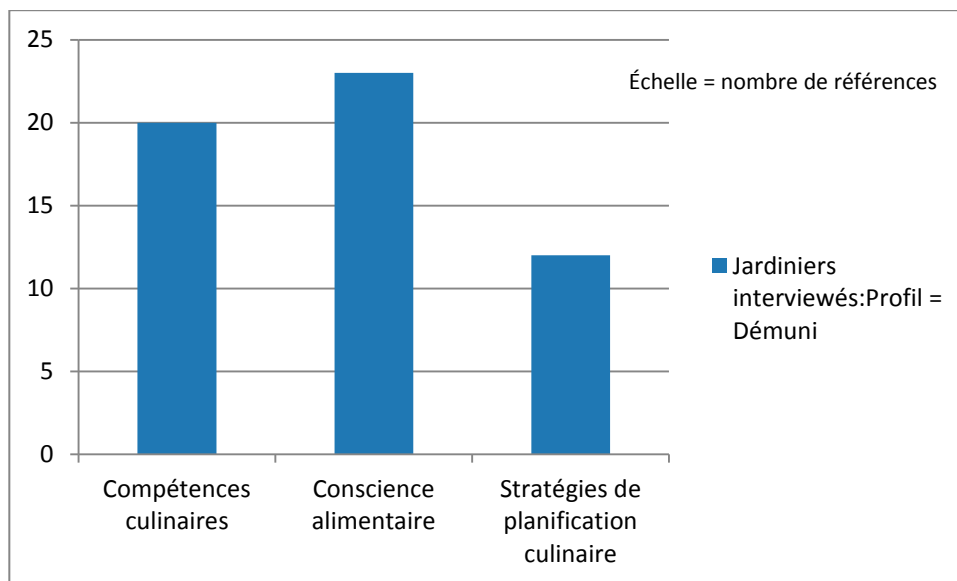


Figure 4.3 : Saines habitudes alimentaires non attribuées au projet de jardin

Ainsi, la plupart des jardiniers possèdent un certain capital culinaire à la base, certains plus que d’autres, mais il reste qu’ils ont une autonomie alimentaire assez restreinte due notamment au manque de moyens financiers et parfois dû au manque de connaissances et de compétences. La

¹¹ La dimension des stratégies d’approvisionnement alimentaire est exclue de la figure 4.3 car les choix que les individus posent en matière d’approvisionnement sont liés à une multitude de facteurs que nous ne sommes pas en mesure de couvrir dans le cadre de cette étude. Cette dimension nous permet toutefois de mieux comprendre la réalité des participants dans un contexte où la situation financière des jardiniers contraint leurs choix alimentaires et qu’ils doivent user de débrouillardise afin d’y pallier. Ainsi, l’objectif de cette section est davantage de dresser un portrait des saines habitudes alimentaires des jardiniers dans la sphère domestique non attribuées au projet de jardin par les jardiniers afin de mieux comprendre par la suite les apports de l’expérience à ce niveau.

plupart des individus utilisent des combinaisons de stratégies d'approvisionnement qui leur permettent d'obtenir des produits de qualité à bas prix. Certains n'ont toutefois pas suffisamment de moyens, ce qui les pousse à acheter des produits de moindre qualité à rabais, optant ainsi pour la quantité, à regret. Tandis que ceux qui utilisent les services de dépannage alimentaire ne se disent pas en mesure de contrôler la qualité des aliments consommés. Ils doivent faire le mieux possible avec ce qu'ils reçoivent, d'où l'importance d'avoir l'esprit de débrouillardise. Il est important de mentionner qu'autant des jardiniers démunis et atypiques utilisent les services de dépannage. Par contre, au niveau des atypiques, seuls les individus plus âgés les utilisent. Certains jardiniers plus que d'autres font usage de stratégies de planification culinaires afin de conserver les aliments le plus longtemps possible. Les stratégies de planification culinaires apparaissent plus présentes chez les atypiques que chez les jardiniers démunis. Finalement au niveau des compétences culinaires, c'est la capacité à varier les repas qui diffère le plus entre les jardiniers. En effet, certains se disent contraints dans la monotonie alimentaire due au manque de ressources. À l'inverse, certains possèdent des compétences qui leur permettent de cuisiner des repas équilibrés à moindre coût, ce qui semble moins évident chez certains participants. De façon générale, il ressort que les jardiniers ont à peu près tous la volonté et le désir d'avoir une bonne alimentation et de saines habitudes, même si ce n'est pas le cas pour tous.

4.2 Les habitudes alimentaires attribuées au jardin par les participants

Nous avons poursuivi l'examen avec les habitudes alimentaires que les jardiniers attribuaient au projet de jardin. Ceci a permis d'identifier plusieurs retombées liées à l'expérience, outre le fait d'avoir accès à des fruits et légumes frais ou de développer des compétences en jardinage. Ces actions ont été regroupées au sein des trois mêmes dimensions soit la conscience alimentaire, les compétences culinaires et les stratégies de planification culinaire¹². La conscience alimentaire représente la sensibilité acquise par les participants sur l'importance de manger sainement et qui a transformé les apprentissages concrets du jardin en action et habitudes alimentaires quotidiennes. Elle fait notamment référence aux choix et aux intentions que les individus posent ou désirent poser et qui découlent de leur expérience de jardinage. Les compétences culinaires

¹² Aucun des participants n'a attribué à l'expérience de jardin des stratégies d'approvisionnement alimentaire outre le fait de s'approvisionner dans le jardin.

sont celles acquises à travers l’expérience qui ont permis aux participants d’améliorer leurs connaissances alimentaires et leur capacité à préparer les aliments. Finalement, les stratégies de planification culinaire sont les stratégies acquises par la participation au projet en matière de stratégies durables pour la planification des menus et le conditionnement des aliments. Comme dans la section précédente, le tableau suivant illustre les trois dimensions associées au concept d’autonomie alimentaire. Par contre, cette fois-ci, elles font référence à l’autonomie alimentaire acquise par les participants à travers l’expérience. Nous avons associé une fois de plus le sous-concept de capital culinaire aux dimensions de compétences et de stratégies de planification culinaire. La conscience alimentaire est exclue de ce sous-concept, car elle découle plutôt des choix alimentaires, des intentions, des idéaux et non des capacités culinaires acquises avec le temps (préparation et conditionnement). Toutefois, bien que cette dimension ne nécessite pas d’action concrète de la part des individus (intentions) nous croyons que la conscience alimentaire joue le rôle de moteur et permet d’engendrer un processus permettant aux jardiniers d’acquérir du capital culinaire. Les indicateurs sont issus du contenu discursif des jardiniers et permettent de mieux comprendre les retombées alimentaires attribuées au projet par les participants. Nous croyons que ces dimensions témoignent de la capacité des individus à se prendre en charge individuellement afin de bien s’alimenter et de faire face à des situations alimentaires difficiles.

Tableau 4.2 : Habitudes alimentaires attribuées au jardin

Concept	dimensions	indicateurs
<p>Autonomie alimentaire (Prise en charge individuelle)</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;">Capital culinaire</div>	<p>Conscience alimentaire (choix, actions et intentions)</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Désir d’apprendre sur l’alimentation -Intérêt à apprendre des recettes -Goûter à des nouveaux légumes -Réduire la consommation de sel -Manger plus de légumes -Manger frais -Faire des choix réfléchis (consommation responsable)
	<p>Compétences culinaires (capacités)</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Faire de la soupe avec les légumes du jardin -Ajouter des légumes dans les repas -Faire des tisanes-infusions avec les plantes du jardin -Expérimenter des recettes -Cuisiner avec des nouveaux légumes -Échanger de façon informelle dans le jardin sur les aliments -Apprendre des nouvelles recettes
	<p>Stratégies de planification culinaire (capacités)</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Faire des conserves domestiques -Congeler des aliments -Cuisiner en quantité -Faire des lunches

Pour certains, le jardin a permis l'éveil quant à l'importance de consommer de façon responsable, de bien manger et de savoir cuisiner davantage. Ainsi, cela a poussé des participants à vouloir varier les aliments de leur menu quotidien. D'autres plus craintifs et conservateurs qui ne tenaient pas nécessairement à varier leur menu ont goûté à de nouveaux légumes dans le jardin, ce qui les a convaincus de leur potentiel culinaire : « Il y a un légume que je ne connaissais absolument pas et j'ai réalisé à quel point c'est bon, c'est le chou rave. Je pense que je vais en mettre dans mes recettes » (D-V-2). Ainsi, la conscience alimentaire peut se traduire par le désir d'apprendre des nouvelles recettes ou de goûter à des nouveaux aliments. Certains individus ont mentionné qu'ils aimeraient que les animateurs écrivent un livre de recettes qui incorpore les produits issus du jardin. Cet exemple démontre bien la sensibilité qui s'est développée chez certains individus au cours de leur expérience. Des participants ont développé l'habitude de manger plus de légumes frais : « Des petites fèves, des tomates, je me fais souvent des sandwiches aux tomates et aux concombres et tout ça là. Ça m'apporte à manger plus frais » (P-L-2). Les jardiniers vont donc couramment ajouter des légumes du jardin à leurs repas traditionnels pendant la saison de jardinage afin de bonifier l'apport nutritionnel de leurs menus. Un jeune atypique expliquait qu'il achetait maintenant des paniers biologiques pendant l'hiver afin de pouvoir manger frais à longueur d'année (selon sa propre initiative). En plus de vouloir manger plus frais ou manger plus de légumes, des participants ont développé la conscience de limiter leur consommation de sel. Un individu assez âgé expliquait qu'il avait développé comme objectif, suite à sa participation au jardin, de manger moins de viande et plus de poisson, tout en essayant de cuisiner davantage avec les légumes. Trois atypiques sur quatre ont attribué à la pratique des retombées au niveau de la conscience alimentaire. Tandis que pour les personnes démunies, la moitié des jardiniers ont attribué à la pratique des retombées au niveau de cette dimension.

Au niveau des compétences culinaires, nous avons recueilli plusieurs exemples d'individus qui ont expérimenté de nouvelles recettes, comme l'explique ce jeune atypique :

On a fait une espèce de grosse soupe *chunky* aux lentilles. Bien consistante. On mettait tout ce qu'il y avait de légumes. Une fois, on avait un chou, alors on a fait un chou au cari. J'avais plein de tomates vertes, j'ai fait une soupe aux tomates vertes, mais c'était un peu acide. On a trouvé une recette, on a mis beaucoup de patates dedans. Finalement, elle n'était pas mauvaise, ce n'est pas mon plat préféré, mais j'en mange encore. (H-J-4)

Par contre, outre le désir d'apprendre et d'expérimenter de nouvelles recettes, les jardiniers demeurent généralement assez déçus de l'héritage du jardin à ce niveau :

Parfois en ramassant nos légumes, on s'échange des choses informellement, il (l'animateur) nous a envoyé des recettes pour les tomates vertes à la fin, mais on n'a pas assez parlé de ça. Puis, j'avoue qu'à un moment donné on se demande ce qu'on fait avec les légumes, pis on fait chacun nos recherches. (H-J-4)

Plusieurs jardiniers sont déçus de ne pas savoir davantage quoi faire avec les légumes du jardin récemment découverts. Il faut nuancer, par contre, car cela semble avoir été bénéfique dans certains jardins où les responsables ont donné des recettes aux participants. Fait intéressant, ce sont aussi souvent des organismes qui possèdent des cuisines collectives ou d'autres services en alimentation qui ont donné des recettes aux participants. Certains organismes utilisent aussi leur site internet afin d'y inclure une section vouée à cet effet. Les véritables retombées à ce niveau, pour les individus déçus, découlent des expérimentations culinaires et des échanges informels qu'ils ont eus dans le jardin, soit avec l'animateur ou avec les autres jardiniers. Finalement, très concrètement, dans certains cas, l'expérience a permis à des individus de découvrir davantage sur l'utilisation de fines herbes, des herbes médicinales, la préparation d'infusions et de développer des compétences culinaires et maraîchères. La moitié des jardiniers démunis ont attribué des retombées au niveau des compétences alimentaires, comparativement aux atypiques qui ont tous évoqué ce type d'apport.

Les stratégies de planification culinaire attribuées au jardin par les jardiniers sont moins nombreuses. Elles consistent notamment à cuisiner en grande quantité afin de conserver les légumes récoltés. Durant les récoltes, dans les plus gros projets de jardins, les participants disent repartir avec une bonne quantité de fruits et légumes et se doivent de les conserver ou les cuisiner rapidement pour ne pas en perdre : « En fait, moi j'ai mangé beaucoup, j'ai fait deux journées de cuisine avec mon amie, avec les légumes du jardin pis plein d'autres trucs, on a congelé plein d'affaires. Mes *lunchs* c'était beaucoup ça » (H-J-4) ! Donc dans certains cas, le jardin a permis de développer des stratégies qui ont permis aux participants de conserver les aliments du jardin pour les autres saisons, de planifier des repas en avance, d'économiser de l'argent et même de partager les surplus avec d'autres individus :

Parfois, on prend plus (fruits et légumes du jardin), mais on ne peut pas manger tout ! Parfois si tu as de la place, tu vas les mettre au congélateur. Si tu n'as pas de place, généralement puisque tu prends chaque semaine tu en as beaucoup, on essaie de sauver un petit peu, sinon on va donner aux voisins et aux amis. (H-J-7)

Finalement, le projet de jardin a permis à des jardiniers d'apprendre comment faire des conserves domestiques avec les fruits et légumes du jardin. La technique déjà connue chez certains participants plus âgés, les jeunes atypiques en étaient à leur première expérience. Seulement un individu démuni a évoqué des retombées au niveau des stratégies de planification culinaire, contrairement à l'ensemble des atypiques.

En résumé, nous constatons que dans certains cas, l'initiative peut permettre aux jardiniers dans une situation précaire, à travers un processus d'*empowerment*, de développer certaines dimensions de l'autonomie alimentaire (si associé à des services complémentaires en alimentation), mais ce n'est pas le cas pour tous. Plus précisément, la participation aux séances de jardinage a permis à certains jardiniers démunis de se conscientiser sur l'importance de manger sainement et d'acquérir quelques compétences culinaires, mais les individus n'ont pas été en mesure de développer des stratégies d'approvisionnement alimentaire ou de stratégies de planification culinaire. Le diagramme 4.1 illustre le nombre de références dans le discours des jardiniers démunis et atypiques qui sont liées aux apports du jardin au niveau de leurs habitudes alimentaires. Nous avons regroupé les citations au sein des trois dimensions.

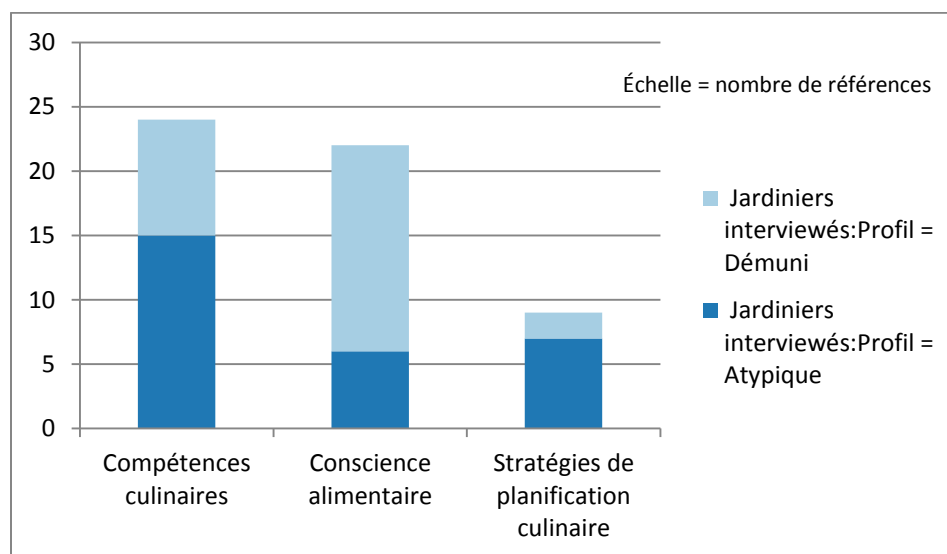


Figure 4.4 Autonomie alimentaire développée grâce au jardin

Globalement, nous constatons aussi que l'initiative a de plus grandes retombées chez les atypiques que chez les personnes démunies au niveau de l'autonomie alimentaire. Cela n'empêche pas qu'il y ait certains jardiniers démunis à qui la pratique a permis de se conscientiser quant à l'importance de consommer de façon responsable, de cuisiner davantage, de varier les repas et d'en connaître plus sur l'alimentation, même si ce n'est pas leur motivation première. Comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre, les jardiniers démunis rencontrés perçoivent l'activité après coup, comme une façon de briser leur isolement, de se divertir à moindre coût, d'avoir accès à des fruits et légumes frais et dans un dernier temps d'apprendre sur l'alimentation. Tandis que les atypiques perçoivent l'activité comme une façon d'avoir accès à des fruits et légumes biologiques, de mieux savoir quoi en faire, d'avoir du plaisir et finalement de jaser un peu tout en travaillant avec des individus qu'ils n'auraient pas côtoyés normalement. Au niveau des compétences culinaires, elles ressortent davantage chez les jardiniers ayant participé à des projets chapeautés par des organismes avec une approche axée sur l'alimentation. En effet, les responsables semblent mieux équipés à outiller les individus sur ces aspects que dans les projets où les organismes qui poursuivent des objectifs axés sur l'environnement. Ainsi dans les projets avec une approche environnementale, les compétences culinaires acquises par les participants découlent majoritairement des discussions informelles entre les participants *in situ* ainsi que des expérimentations individuelles des jardiniers à l'intérieur de la sphère domestique. Finalement, nous constatons que l'autonomie alimentaire développée à travers le projet de jardin s'accroît lorsque les participants s'approprient le projet et qu'ils apprécient leur expérience.

4.3 Le réseau d'entraide des jardiniers

Le réseau d'entraide des jardiniers fait référence aux ressources sociales que les jardiniers peuvent contacter en cas de besoin. À travers les entretiens, les participants étaient appelés à nous parler de leur entourage, de leur proximité avec leur famille et leurs amis. Trois types de ressources sociales ont été identifiés dans le contenu discursif soit les amis, la famille et le réseau communautaire. Nous avons constaté que plusieurs jardiniers possèdent une bonne connaissance des ressources communautaires et caritatives du quartier en plus de les fréquenter. La figure 4.5 illustre les ressources sociales qui ont été le plus mentionnées par nos participants interviewés au niveau de leurs réseaux d'entraide. La première colonne représente le nombre de références qui

font mention au soutien et à l'importance des amis. La deuxième colonne représente le nombre de références qui font mention du soutien et de l'importance de la famille et la troisième colonne représente le nombre de références qui font mention du soutien et de l'importance des ressources communautaires.

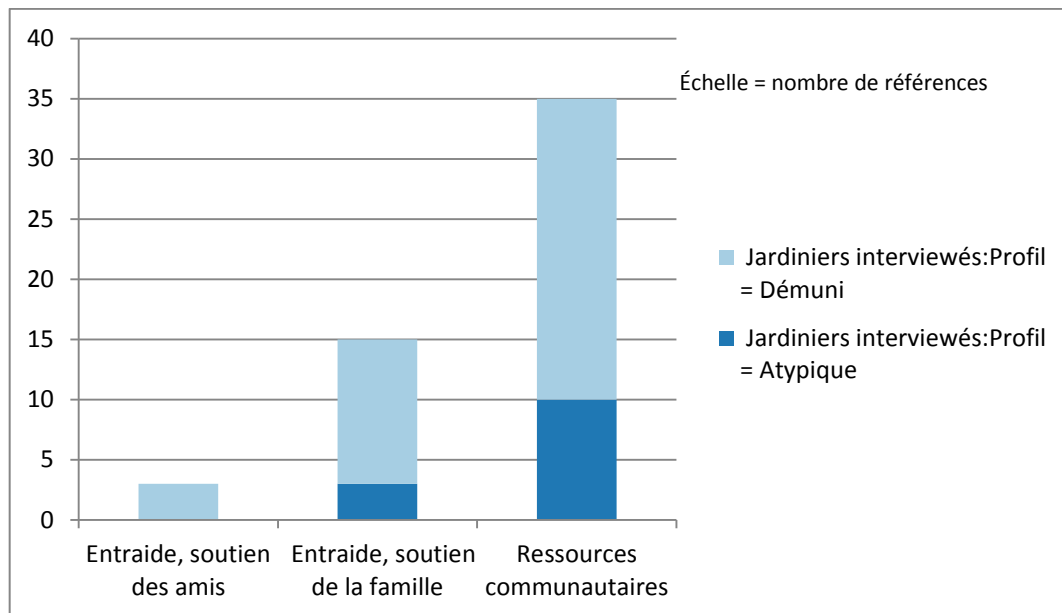


Figure 4.5 : Les réseaux d'entraide des jardiniers

Seulement quelques participants ont parlé de l'importance du soutien de leurs amis. Par exemple, une des participantes expliquait l'importance qu'avait eue son amie en ce qui a trait à l'acquisition de son logement : « Je suis arrivé ici en septembre 2010. Ici, c'était une coopérative et c'était elle la présidente. C'est grâce à elle que j'ai eu le logement parce que mon propriétaire me mettait dehors sous prétexte que sa mère prendrait ma place » (M-E-3). Un autre participant expliquait que c'est à cause de son ami s'il avait maintenant un emploi à temps partiel. En échange, ce dernier l'aide et lui prépare des repas afin de rendre la pareille. Le fait qu'il n'y ait pas beaucoup d'individus qui ont mentionné l'importance du soutien de leurs amis ne signifie pas que les autres n'en possèdent pas ou n'obtiennent pas d'aide de ces derniers, mais ce n'est tout simplement pas ressorti fortement dans les entretiens.

D'un autre côté, pour les jardiniers démunis, la famille semble jouer un rôle très important comme nous l'expliquait l'un d'entre eux :

Tu n'as rien, tu n'as pas de capital, tu n'as pas d'affaires, tu n'as pas de boulot, tu n'as rien. Qu'est-ce que tu as, tu as une famille, c'est quelque chose, une famille. Quand tu n'as rien, c'est vraiment quelque chose une famille. La famille ne reste pas la même. Les enfants grandissent, ils changent. Tu t'adaptes à leurs soucis, à leurs problèmes, tu t'occupes de quelque chose, tu es occupé ! Quand tu travailles avec eux, ça donne des fruits, il y a une synergie entre toi et les enfants, quand tu es malheureux, ils viennent vers toi, ils sont souriants. (H-J-7)

Cet exemple ne reflète pas tant la famille en tant que ressource d'entraide, mais plutôt en tant que source de réconfort et de valorisation personnelle pour un individu privé de travail et isolé socialement. Tandis que pour d'autres, la famille est réellement une source d'entraide. En effet, certains participants ont raconté à quel point ils étaient heureux d'habiter à proximité de leurs enfants ou de leurs frères et sœurs, et qu'ils s'entraidaient sur plusieurs facettes de la vie comme. La prochaine citation provient d'un parent qui parle de ses enfants :

En ce moment, son copain travaille de nuit puis je le sais. Écoute, elle va à l'école puis des fois, elle n'a pas le temps de souper, ça fait que c'est arrivé souvent que je lui préparais son *lunch*. Mon autre gars, lui il est tout seul en appartement, ça fait que souvent je lui fais des affaires (repas) pis je vais lui porter ! (M-E-3)

À l'inverse, pour les nouveaux immigrants, il est plutôt difficile de compter sur les ressources familiales à cause de la distance qui les sépare physiquement de leur pays d'origine. Tandis que dans d'autres cas, les conflits familiaux et la mortalité sont à la source de l'absence de liens familiaux.

Plusieurs jardiniers ont une très bonne connaissance des organismes communautaires et caritatifs du quartier. Certains les ont fréquentés par le passé, les fréquentent encore, ou n'osent tout simplement pas s'y présenter, même s'ils connaissent leur existence. Au dire de quelques participants, la gêne et l'orgueil les empêchent de s'y présenter et d'aller chercher l'aide nécessaire. Certains individus utilisent les services offerts par les organismes comme les services de garde, la vente de jouets pour enfants, la vente de vêtements et de meubles usagés, des repas communautaires, des activités de cuisines collectives, des services de dépannage alimentaire, des rencontres pour les individus pris avec des problèmes de dépendance. Il est cependant important de mentionner que les quartiers ne possèdent pas tous un réseau communautaire de la même

qualité. Plusieurs individus ont rencontré d'autres individus grâce à leur implication communautaire. Ainsi, un jardinier expliquait que c'est grâce à son implication en tant que parrain au sein d'un groupe d'alcooliques anonymes à la prison de Bordeaux à Montréal qu'il avait rencontré sa meilleure amie : « On s'est rencontré dans le mouvement et cela fait trois ans qu'on chemine ensemble et qu'on a une vraie amitié » (D-V-2). Certains immigrants s'impliquent plutôt dans le but de se divertir et de faire des contacts, ce qui les valorise aussi du même coup, en attendant la reconnaissance de leurs compétences : « La CSDM cherchait des gens parlant une autre langue que le français, ils avaient besoin d'enseignantes et c'est comme ça que je suis devenue animatrice » (C-L-A-1). Finalement, certains aimeraient s'impliquer, mais ne connaissent tout simplement pas les possibilités :

Je veux m'impliquer, j'ai toujours fait du bénévolat. J'en mange du bénévolat. Où veux-tu que je m'adresse ? Je ne le sais pas. Je ne veux pas m'en aller dans un organisme pis rien foutre, ça ne me tente pas. Moi quand je m'implique, je m'implique à cent pour cent. J'ai besoin de connaître les organismes, c'est avantageux pour eux. (M-E-2)

Cette citation démontre la frustration de la dame qui aimerait s'impliquer davantage, mais qui ne sait pas où aller, ne connaissant pas les ressources communautaires du quartier. Cette citation est d'autant plus intéressante, car la dame exprime son désir de s'impliquer à la condition d'en tirer profit personnellement et de ne pas se faire exploiter. Elle ne veut pas qu'un organisme tire avantage de sa bonté. Elle veut que son implication soit utile, positive, valorisante et qu'elle lui rapporte du capital social.

La majorité des individus démunis rencontrés utilisent des services communautaires alimentaires. Par contre, certains les utilisent seulement dans les situations d'urgence : « Il se pourrait que j'en utilise encore, j'en ai déjà utilisé, je suis déjà allé aux églises de mon quartier quand j'en avais besoin, avant que je travaille » (P-L-1). Tandis que d'autres les utilisent fréquemment comme ressources alimentaires principales. Dans d'autres cas, des participants n'osent pas les utiliser par peur d'être associés aux pauvres : « Les gens savaient ma situation. Ils m'ont dit, c'est ton tour, tu aides les gens tout le temps » (C-3). En effet, ce dernier expliquait que pendant une période sombre, il avait été contraint d'utiliser le service de dépannage alimentaire au sein duquel il s'impliquait bénévolement depuis plusieurs années, ce qui l'avait énormément gêné. Tandis que

pour d'autres, c'est le contraire, le fait de s'impliquer bénévolement au service de dépannage alimentaire légitimise leur fréquentation.

En résumé, nous constatons que le réseau communautaire joue un rôle important au niveau des ressources d'entraide pour les individus démunis rencontrés. Il leur permet de briser l'isolement, de rencontrer de nouveaux individus, de socialiser, d'acquérir de nouvelles connaissances tout en étant en contact avec des intervenants qui connaissent le milieu. À l'inverse, certains individus connaissent très peu les ressources communautaires du quartier. L'intensité de l'offre communautaire diffère aussi d'un quartier à l'autre ce qui diminue le potentiel de ressources pour certains individus. Le réseau communautaire semble donc agir comme une ressource forte bien que les individus n'aient avec lui que des liens faibles pour reprendre la terminologie de Granovetter. Il s'ajoute au réseau familial qui joue généralement les rôles de soutien primaire, de lien fort, de réconfort, de source d'information et de valorisation non négligeable sur plusieurs aspects de la vie des individus. Lorsque l'individu n'a ni travail, ni soutien de la famille, ni soutien des amis, le réseau communautaire compense en offrant des ressources permettant aux individus de briser l'isolement et d'avoir accès à de l'information afin de ne pas se retrouver dans une situation complète d'exclusion sociale.

4.4 Les retombées sociales attribuées au projet de jardin par les participants

Plusieurs extraits issus du contenu discursif des jardiniers font état de l'apport social de l'initiative pour ces derniers. Ainsi, nous avons relevé trois dimensions rattachées au concept de capital social acquis. La première dimension est celle de la dignité individuelle et fait référence au sentiment de bien-être procuré par la participation et qui renforce la confiance personnelle des individus. La deuxième dimension est celle de la socialisation qui fait référence aux retombées liées à la participation et au travail collectif. La troisième dimension est celle de l'insertion communautaire et fait référence aux retombées liées à l'aptitude des individus à contacter le milieu communautaire. Les indicateurs sont des codes que nous avons extraits à partir du discours des jardiniers (voir tableau 4.3 à la page suivante).

Tableau 4.3 : Retombées sociales attribuées à l'expérience par les jardiniers

Concept	Dimensions	Indicateurs
Capital social	Dignité individuelle	-Confiance en soi -Estime de soi -Fierté -Se sentir utile
	Socialisation	-Jaser -Parler avec du monde différent -Rencontrer des gens -Rencontrer des voisins -S'entraider -Aller voir d'autres jardins en famille
	Insertion communautaire	-Mieux connaître l'organisme qui parraine le projet -S'impliquer au sein de l'organisme qui chapeaute le projet -Participer aux activités de l'organisme -Connaître des nouveaux organismes

Dans un premier temps, plusieurs participants ont fait référence au bien-être procuré par l'expérience, sentiment que nous avons associé à la dignité individuelle. Pour certains, la participation leur a permis de gagner confiance notamment à cause des compétences acquises, comme nous l'expliquait une participante victime d'un traumatisme crânien. En effet, lorsqu'elle parle de jardinage avec ses amis, elle a maintenant l'assurance de donner de « bonnes informations » ce qui la valorise. Un individu déclaré comme inapte au travail et qui a souffert toute sa vie d'un manque de confiance personnelle et d'une faible estime de lui-même, nous mentionnait le bien-être procuré par la participation à l'activité : « Ils m'appellent parfois pour faire des travaux. Ils n'arrêtent pas de dire que c'est le fun de m'avoir, que je travaille avec eux. Puis je leur dis comment ça ? Je ne comprends pas, c'est vraiment bien » (T-K-1) ! Ce participant n'en revenait tout simplement pas d'être accepté et reconnu compétent alors qu'il s'était toujours senti rejeté par le passé. Par contre, certains sont déçus de ne pas avoir été présentés individuellement à la fête des récoltes, car ils auraient aimé être associés à la réussite du potager qui les rendait visiblement très fiers. En effet, la fête des récoltes rassemble plusieurs jardiniers issus des différents projets de jardins du quartier et permet en théorie à tous et à chacun de faire connaissance et de reconnaître la qualité du travail des autres. Le sentiment de dignité et de fierté semble donc associé à la reconnaissance du travail des individus par les autres, mais aussi à la qualité des projets. Pour certains, le sentiment de dignité passe aussi par la fierté d'avoir travaillé avec ardeur :

L'été, c'est le fun parce que quand tu fais pousser tes légumes, tu es fier de les cuisiner et de les préparer. En hiver je ne sais pas, les légumes que tu manges, tu les achètes. Il n'y a pas de connexion, tu ne peux pas dire, j'ai travaillé pour ça, c'est moi qui les ai fait pousser, c'est juste des légumes que tu as achetés pis il faut que tu les manges ». (T-K-1)

Contrairement à des fruits et légumes achetés ou procurés via les comptoirs alimentaires, on peut penser qu'il y a une forme de dignité à travailler pour de la nourriture, ce qui légitimise le fait d'en bénéficier. Outre le fait d'être fier d'avoir fait pousser des aliments, il y a aussi la fierté de pouvoir les partager avec les autres : « Oui, j'en ai parlé parce que j'ai aimé ça. Dans le fond, j'étais fier de le faire, j'ai fait un truc avec des tomates dans un souper BBQ, tout le monde capotait sur les tomates » (H-J-4). Ce participant était donc visiblement fier de montrer le fruit de ses labeurs et d'en faire profiter ses amis.

Au niveau de la socialisation, les jardiniers ont en majorité créé des liens ponctuels avec d'autres individus, mais ces liens n'outrepassent pas la sphère du jardin, ou très rarement. Cette question faisait partie du questionnaire et nous avons tenté de mieux comprendre à travers l'analyse discursive comment se traduisaient ces liens de façon plus détaillée et nuancée. Une participante expliquait que l'initiative lui permettait de « parler avec du monde » ce qui lui faisait énormément de bien :

Moi j'aime beaucoup parler avec le monde, je suis très sociable, il y avait du monde qui se présentait là, je jaisais avec eux. Il y a une madame noire qui venait presque tout le temps en même temps que moi au jardin. J'ai même rencontré une de mes voisines qui reste juste à côté de chez moi, que je n'avais jamais vu avant, alors on s'est rencontré là, puis on a commencé à jaser. (P-L-2)

Cette dernière nous expliquait aussi que l'activité lui permettait de combattre la gêne en se forçant à participer à une activité collective. Ainsi, outre le fait de discuter avec des gens dans le jardin, certains participants ont eu l'occasion de rencontrer des gens de leur voisinage à qui ils n'avaient jamais parlé. Des jardiniers ont mentionné qu'ils étaient ravis d'avoir pu rencontrer des gens différents : « C'était amusant d'arriver là puis de rencontrer des gens que je n'aurais jamais rencontrés. Je n'aurais jamais eu de contact avec eux autres, j'ai trouvé ça le fun ». Certains nous ont mentionné que la fête des récoltes leur avait permis de faire plus ample connaissance, notamment avec des individus aux origines culturelles différentes : « c'était l'occasion de

rencontrer des gens à l'extérieur du cadre du jardin. Comme le couple de Mexicains, on a appris à se connaître là » (H-J-10). En effet, parfois les séances de jardinages sont plutôt axées sur le jardinage que sur les discussions, tandis que la fête des récoltes offre l'occasion aux gens d'échanger des recettes et de discuter plus amplement. Par contre, les discussions dans le jardin ne sont pas à négliger comme nous l'expliquait un participant qui avait eu l'occasion d'apprendre de nouvelles techniques de jardinage par l'entremise de ses collègues. Le travail collectif dans le jardin est aussi une forme de socialisation comme nous l'expliquait un participant, car il permet aux gens de communiquer et d'interagir entre eux, sans nécessairement avoir besoin de parler. Ainsi l'initiative a permis à certains individus d'apprendre à travailler en groupe, même si certains sont critiques par rapport à l'apport de certains de leurs collègues. Finalement, peu de participants ont exprimé lors des entretiens qu'ils continuaient à voir les autres jardiniers hors du jardin. Par exemple, une participante nous expliquait qu'elle ne sentait tout simplement pas le besoin, tant elle était comblée par son réseau familial.

La troisième dimension fait référence à l'aptitude des individus à contacter le milieu communautaire. En effet, la participation au projet de jardin permet aux individus dans certains cas d'élargir leur réseau communautaire. Grâce au projet de jardin, certains individus ont connu davantage l'organisme qui chapeaute le projet. Certains ont alors découvert les activités de cuisines collectives et de dépannage alimentaire aussi offertes par l'organisme grâce. La participation à l'initiative a aussi donné le goût à certains jardiniers de s'impliquer davantage au sein de l'organisme dans le but de se rendre utile, mais aussi pour profiter, de certains avantages : « Ils avaient besoin d'un chauffeur de camion, alors j'ai conduit le camion de la banque alimentaire, je suis allé près de l'aéroport jusqu'à Dorval pour aller chercher des aliments dans un gros hangar » (H-J-7). En échange, ce participant a pu profiter du service de dépannage alimentaire quasi exclusif aux individus qui s'impliquent au sein de l'organisme. D'autres participants ont expliqué qu'ils avaient découvert de nouveaux organismes à cause du projet de jardin. En effet, dans un quartier comme Pointe Saint-Charles, où le milieu communautaire est tissé très serré, les organismes se réfèrent des individus mutuellement : « Tout le monde se connaît, tous les groupes communautaires se connaissent, donc ils se réfèrent du monde. Comme moi, ils m'ont référé au Club historique de Pointe Saint-Charles » (T-K-1). Finalement, certains ont eu l'occasion de découvrir de nouveaux organismes communautaires par l'entremise des activités offertes par l'organisme en parallèle aux séances de jardinage. Par contre, il est

important de nuancer ce propos, car ce ne sont pas tous les individus qui ont vu leur réseau communautaire s'élargir. Encore une fois, cette dimension était plus faible chez les individus ayant pris part à un projet de jardin collectif soutenu par organisme avec une approche environnementale.

En résumé, nous constatons que l'initiative ne permet pas aux jardiniers d'élargir leur réseau social individuel de façon durable. Nous entendons par durable, le fait que très peu de participants ont poursuivi leur relation avec d'autres jardiniers hors du jardin et à qui ils feraient appel en cas de pépin. Par contre, l'initiative agit sur la dignité individuelle des individus et permet aux individus de développer des habiletés à briser l'isolement. De plus, elle permet à des individus aux statuts socio-économiques différents de socialiser, d'interagir entre eux de façon ponctuelle et d'échanger leurs connaissances (interactions hétérophiles), leur donnant accès à de nouvelles ressources. La participation communautaire ressort pour les individus comme un potentiel et une occasion de développer et d'élargir leur réseau communautaire d'entraide. Ainsi, la participation au jardin joue le rôle de porte d'entrée dans le milieu communautaire. Elle a permis à certains jardiniers d'acquérir du capital social. La figure 4.6 illustre bien trois dimensions qui ont été évoquées. Pour les jardiniers démunis, l'initiative joue majoritairement sur la dignité individuelle. Pour les atypiques, l'initiative joue peu sur la dignité individuelle, mais semble favoriser l'insertion communautaire.

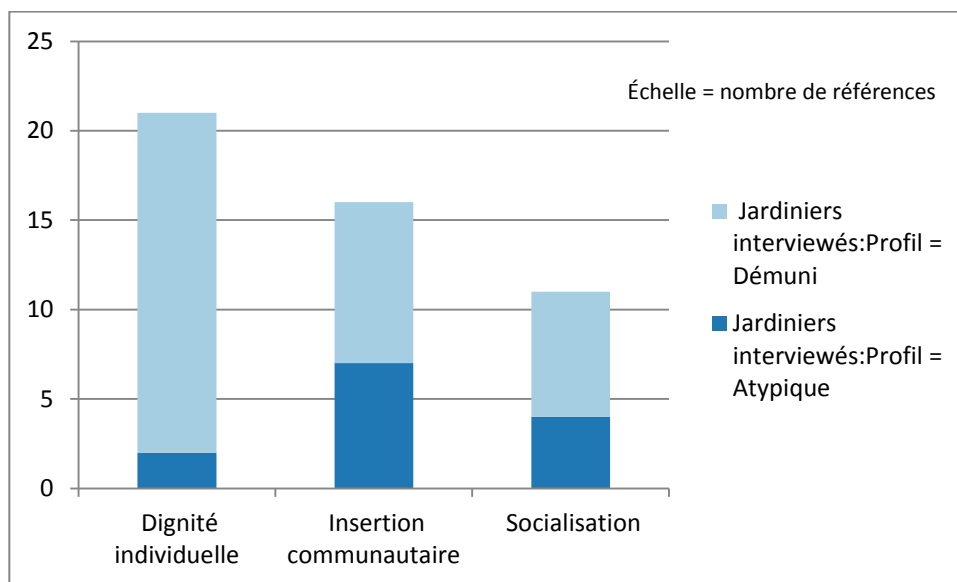


Figure 4. 6 : Capital social acquis à travers l'expérience

Nous constatons aussi que le capital social acquis par les participants est multiplié lorsqu'il y a une forte appartenance au groupe, au projet ou à l'organisme. Dans les projets qui ont moins bien fonctionné tant au niveau de la participation que de la qualité du projet, les individus semblent avoir persisté dans le projet grâce à leur capital social préexistant, de leur intérêt pour le jardinage, mais aussi à cause de l'accessibilité du loisir. Finalement, les projets dans les quartiers où le milieu communautaire est tissé plus serré ont généré plus de participation, mais il se peut aussi que ce soit dû au fait que certains projets existent depuis plus longtemps et jouissent d'un meilleur financement.

4.5 Retour sur les questions de recherche initiales

Lorsque l'on accumule l'ensemble des citations du contenu discursif des jardiniers qui ont trait aux retombées sociales et alimentaires du projet, nous constatons que l'initiative n'a pas nécessairement les mêmes impacts prédominants chez les atypiques et les personnes démunies. Pour les atypiques, l'initiative semble plus payante au niveau des retombées alimentaires tandis que chez les personnes démunies, plus payante au niveau social, bien que profitable sur le plan alimentaire. La figure 4.7 illustre bien cette distinction. En la regardant, il semble y avoir autant de retombées sur le plan alimentaire pour les personnes démunies et les atypiques, mais il est important de mentionner que les atypiques sont seulement quatre comparativement aux personnes démunies qui sont onze. L'intérêt de ce tableau n'est de comparer en nombre ou pourcentage les retombées des personnes démunies et des atypiques de façon proportionnelle, mais plutôt de regarder les deux profils de façon indépendante afin de mieux comprendre les apports mentionnés chez les personnes démunies et chez les atypiques (voir figure 4.7 à la page suivante).

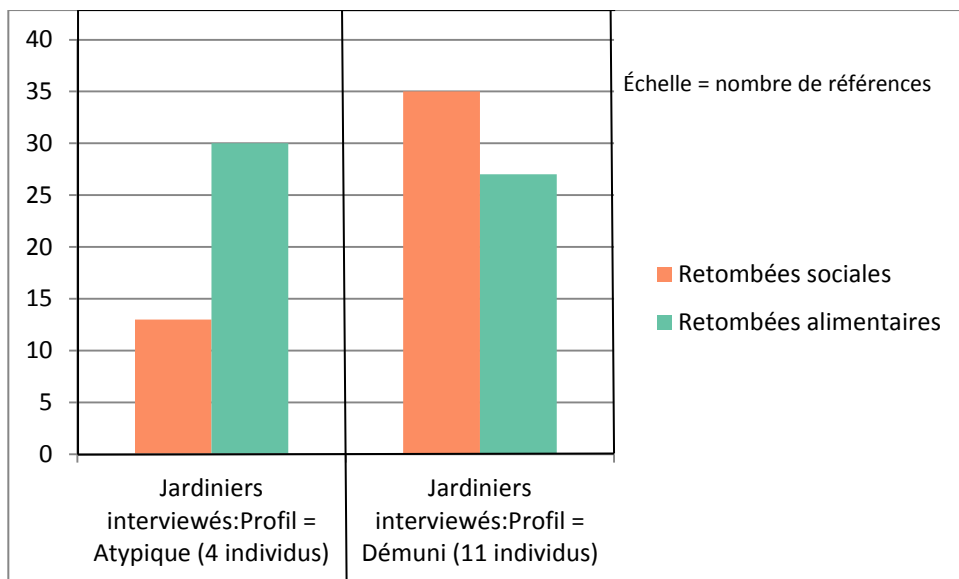


Figure 4.7 : Sommaire des retombées du projet de jardin

Initialement, dans un premier temps, nous tentions de comprendre si les jardins collectifs permettent de développer de l'autonomie alimentaire chez les participants démunis rencontrés (de façon durable). Nous constatons que la participation aux séances de jardinage leur permet majoritairement de se conscientiser sur l'importance de manger sainement et d'une façon moindre, d'acquérir du capital culinaire (compétences culinaires et stratégie de planification culinaire). Ainsi l'expérience a permis à certains jardiniers de varier les menus et du même coup de développer certaines dimensions de l'autonomie alimentaire, et ce, principalement dans les projets axés sur l'alimentation, la lutte contre la pauvreté et la prise en charge individuelle. Toutefois, il semble que ce ne soit pas la force de l'initiative, dans bien des cas, les jardiniers n'ont pas été en mesure d'acquérir du capital culinaire et d'ainsi développer des compétences durables leur permettant ainsi de faire tourner la roue de l'autonomie alimentaire (voir annexe 14). Pour ce qui est des atypiques, l'initiative apparaît plus profitable. L'expérience accroît leur niveau de conscience alimentaire déjà élevé et semble avoir un impact plus durable sur leurs habitudes alimentaires (ils ont développé plus de capital culinaire), ce qui correspond aussi à leurs motivations initiales comparativement aux jardiniers démunis qui possèdent des motivations davantage sociales.

Dans un deuxième temps, nous tentions de comprendre si les jardins collectifs permettent d'acquérir du capital social et d'élargir le réseau individuel et communautaire des jardiniers démunis. Nous constatons que l'initiative ne permet pas aux jardiniers démunis d'élargir leur

réseau social individuel de façon durable (les jardiniers ne se voient pas en dehors des séances de jardinage), mais leur permet toutefois d'acquérir du capital social et de faire des rencontres hétérophiles et du même coup, de connaître de nouvelles ressources. Les participants acquièrent des habiletés à briser leur isolement et acquièrent de la dignité à travers leur participation aux séances de jardinage en plus de développer leur conscience critique face aux initiatives et au travail des organisateurs. La participation communautaire ressort pour les individus comme un potentiel et une occasion de développer et d'élargir leur réseau communautaire de soutien. Le réseau communautaire semble donc agir comme une ressource forte, bien que les individus n'aient avec lui que des liens faibles. Pour certains individus, le projet de jardin collectif leur a permis de se sentir utile et de participer à la société. Pour certains, le jardin a servi de porte d'entrée dans le milieu communautaire, tandis que pour d'autres, ils ont accentué leur champ d'opportunités. La figure 4.8 à la page suivante illustre et résume l'ensemble des bénéfices développés dans le présent chapitre.

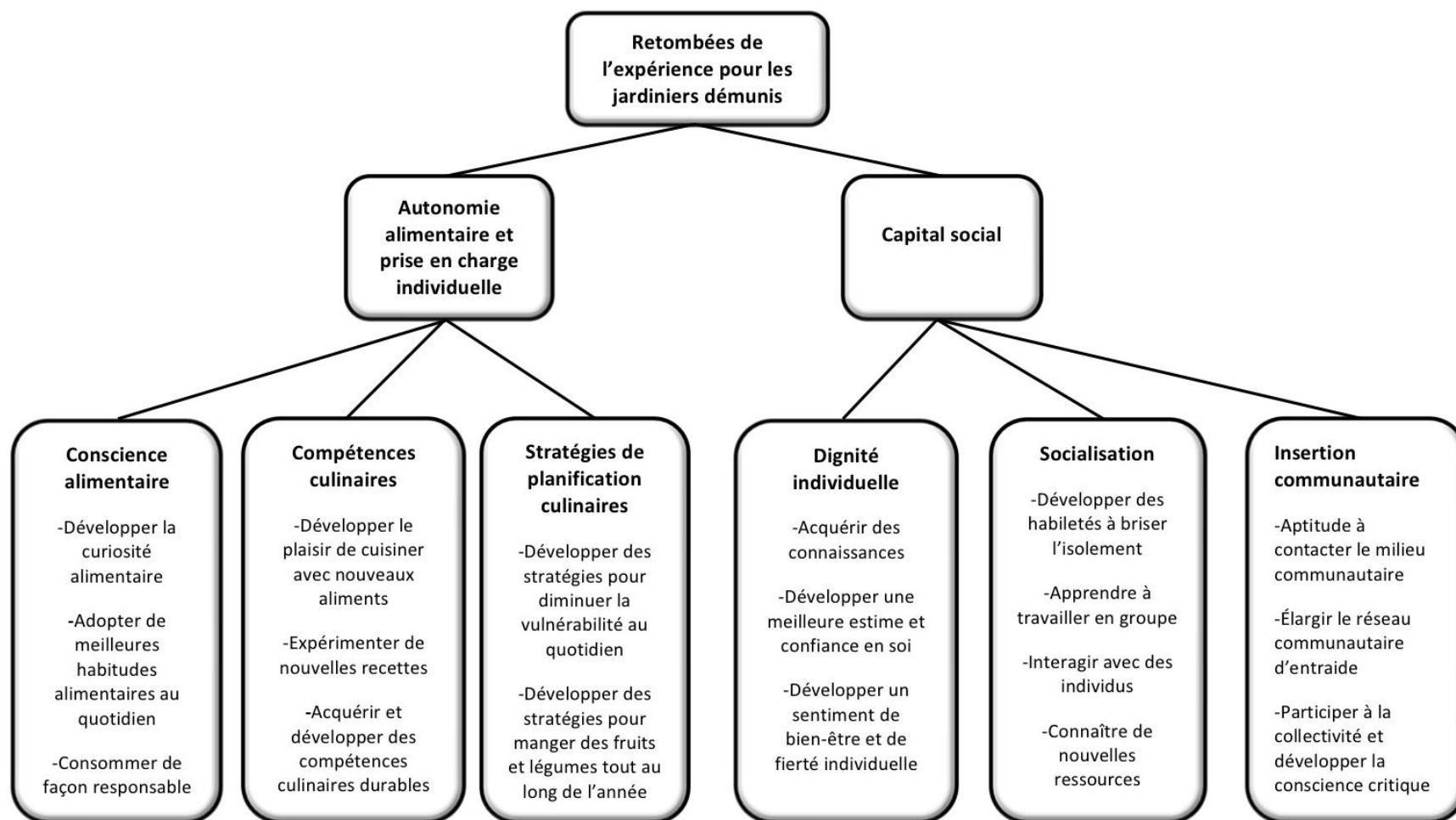


Figure 4.8 : Les bénéfices de l'expérience au niveau social et alimentaire

CHAPITRE 5 : PERCEPTIONS DE LA PRATIQUE PAR LES ORGANISATEURS

Ce chapitre traite exclusivement de la vision des organisateurs des pratiques de jardinage collectif, d'agriculture urbaine et de sécurité alimentaire. Dans notre enquête, les organisateurs sont représentés par quatre coordonnateurs de jardins issus des projets à l'étude et de quatre programmeurs. Deux coordonnateurs sur quatre sont aussi des animateurs de jardins, tandis que les deux autres agissent exclusivement à la planification et à l'organisation technique du projet. Les programmeurs sont représentés par des acteurs impliqués actuellement ou qui ont été impliqués activement dans le milieu de la sécurité alimentaire et de l'agriculture urbaine communautaire dans les dernières années. Les programmeurs rencontrés travaillent soit au sein d'un organisme public, d'un organisme privé ou d'un regroupement communautaire. Ces acteurs, même s'ils proviennent de secteurs différents, poursuivent des orientations similaires notamment en lien avec la sécurité alimentaire et collaborent entre eux de façon ponctuelle. Trois programmeurs sur quatre représentent un organisme duquel les jardins ont bénéficié d'un soutien financier par l'entremise d'un programme ou d'une subvention.

5.1 Les coordonnateurs

Le contenu discursif issu des entretiens avec les coordonnateurs-animateurs de projets nous permet de mieux cerner le contexte dans lequel les projets sont conçus et dans lequel les participants évoluent. Ainsi, nous sommes en mesure de mieux saisir les objectifs et les intentions de ces acteurs qui interviennent sur les questions de sécurité alimentaire et de développement social. Du coup, ceci nous éclaire sur leur perception de l'expérience, du bilan qu'ils en font, de leur perception des jardiniers, des retombées pour ces derniers et de leur rôle en tant que coordonnateur de projet.

5.1.1 La vision du jardin en lien avec la sécurité alimentaire

Tous les coordonnateurs ont une façon similaire de parler des jardins collectifs. En effet, de manière générale, les jardins collectifs apparaissent, selon les coordonnateurs, comme des projets multifacettes. Ils sont des lieux de mixité « incroyables » (mixité de statuts socio-économiques, mixité de cultures, mixité intergénérationnelle), des lieux d'échange et de socialisation, des projets démocratiques, des activités sociales accessibles (gratuites moyennant un travail en échange), un outil d'apprentissage qui reste toutefois assez exigeant à la fois pour les participants ainsi que pour les animateurs et les coordonnateurs. Tous les coordonnateurs abordent la question de la sécurité alimentaire en lien avec les notions d'accessibilité, d'entraide, de choix, d'autonomie et d'éducation. Ainsi, ils ont comme objectifs communs à travers le projet de jardin de vouloir promouvoir ou améliorer l'accessibilité aux fruits et légumes frais et d'échanger sur l'alimentation à travers des activités éducatives, participatives et démocratiques. Toutefois, compte tenu de leur expérience, de leur expertise, du type d'organisme qu'ils représentent et de la clientèle, leurs intentions principales poursuivies à travers le projet ne sont pas les mêmes. Le tableau 5.1 à la page suivante met en relation à la fois le type d'approche en développement social de chacun des organismes (issu de leurs documentations), la manière d'énoncer la mission de l'organisme pour chacun des coordonnateurs, et finalement leurs compétences professionnelles principales mises de l'avant lors de l'entretien. Le premier et le deuxième organisme sont davantage axés sur l'aide directe aux personnes démunies. Ils offrent notamment un service de dépannage alimentaire et des ateliers socio-éducatifs. Les coordonnateurs A et B possèdent de l'expérience avec ce type de clientèle. À la différence de la coordonnatrice A, la coordonnatrice B possède en plus, de l'expertise en horticulture et de l'expérience en animation. Les deux abordent davantage la question de la sécurité alimentaire en lien avec les notions d'*empowerment*, de dignité individuelle et d'entraide. Le troisième organisme est davantage axé sur l'autonomie et la prise en charge des individus. Celui-ci offre des services de cuisines collectives et un marché ouvert à tous. La coordonnatrice C possède à la fois de l'expérience en animation et de l'expertise en horticulture maraîchère. Elle aborde davantage la question en lien avec les notions d'alimentation sécuritaire, de consommation responsable, de prise en charge individuelle et de choix de vie. Finalement, le quatrième organisme est davantage axé sur l'environnement et les innovations. Il se concentre sur les projets de jardins non traditionnels en

bacs et la sensibilisation. Le coordonnateur D possède principalement de l'expérience en horticulture. Il aborde davantage la question de la sécurité alimentaire en lien avec les notions d'accessibilité, d'approvisionnement local et d'alimentation biologique.

Tableau 5.1 : Présentation des coordonnateurs

Coordonnateur	Type d'approche en développement social de l'organisme qui chapeaute le projet de jardin	Mission de l'organisme telle qu'énoncée par le coordonnateur	Compétences principales du coordonnateur mises de l'avant lors de l'entretien
A	Amélioration de la qualité de vie des personnes et familles démunies	Aider les gens dans le besoin	-Expérience avec les personnes démunies
B	Lutte à la pauvreté	Diminuer la faim et briser l'isolement	-Expertise en horticulture -Expérience en animation -Expérience avec les personnes démunies
C	Autonomie et prise en charge	Améliorer la sécurité alimentaire des personnes	-Expertise en horticulture -Expérience en animation
D	Environnement	Agir sur tous les fronts	-Expertise en horticulture

Ainsi, bien que tous les projets adhèrent aux lignes directrices du jardinage collectif, les intentions véhiculées par les coordonnateurs A et B sont davantage orientés vers les personnes démunies qu'ils connaissent à cause de leur expertise et celle de l'organisme qui chapeaute le projet. Les coordonnateurs C et D possèdent tous les deux davantage d'expertise en horticulture et n'orientent pas nécessairement leur projet pour satisfaire les attentes des plus démunis, qu'ils connaissent moins. Toutefois, la coordonnatrice C contrairement au coordonnateur D a l'avantage de travailler au sein d'un organisme qui possède plusieurs services complémentaires en alimentation ce qui lui permet d'espérer à travers son projet d'avoir un impact à long terme sur les habitudes alimentaires de ses jardiniers.

5.1.2 Perception des participants, des retombées du jardin et du travail d'animateur

Deux types de participants se démarquent dans les projets de jardins selon les coordonnateurs. Dans un premier temps, ils évoquent, *ceux qui ont besoins/les personnes démunies* et dans un deuxième temps, *ceux qui n'ont pas besoin/les mieux nantis/les écolos militants/les pacifistes/les habitués du communautaire*. Le tableau 5.3 dépeint les caractéristiques attribuées par les coordonnateurs aux deux types de participants.

Tableau 5.2 : Types de participants selon les coordonnateurs

Types de participants	Caractéristiques
Ceux qui ont besoins / les personnes démunies	Besoin de manger criant, horaire instable, phases de vie changeantes, difficulté à participer à des activités collectives, auto aliénation, auto dévalorisation, problèmes de santé, fréquentent les comptoirs alimentaires, difficulté à partager.
Ceux qui n'ont pas besoin / Les bien nantis / Les écolos militants / Les pacifistes / Les habitués du communautaire	Démarche personnelle, une question de choix, un mode de vie, une façon de manger biologique sans payer le prix en magasin, une façon de s'acquitter des surplus de nourriture, motivations liées à l'environnement et à l'éducation, facilité à partager.

Le tableau ne fait que dresser un portrait des types de participants dépeints par trois des quatre coordonnateurs (A, B et D), l'idée n'est pas de généraliser, mais plutôt de dégager une tendance. Par exemple, les personnes démunies n'ont pas tous de la difficulté à partager et les bien nantis ne participent pas tous plus intensément aux activités. Par contre, comme nous l'expliquait la coordonnatrice A, les individus dans le besoin ne viennent pas à son organisme à prime à bord pour participer à des projets citoyens, mais plutôt parce qu'ils ont besoin de manger. Le projet de jardin collectif est donc conçu en conséquence et ne demande pas une grande implication de leur part. Toutefois, même si le projet demande une participation plus minime, elle dénote la difficulté de maintenir un groupe stable du début à la fin, car ce sont aussi des individus qui ont des phases de vie changeantes et qui ont parfois de la difficulté à respecter un horaire. Le projet est conçu dans l'optique de répondre aux besoins des gens sans emploi. La séance de jardinage a lieu en semaine, le matin afin de les encourager à se lever tôt et à se responsabiliser. Par contre, du

moment que les individus se trouvent un emploi, ce qui est bien précise-t-elle, ils ne peuvent plus venir au jardin. La coordonnatrice-animatrice B nous expliquait aussi que les jardiniers démunis ont parfois de la difficulté à partager à cause de leur besoin criant en nourriture. Inversement, les jeunes jardiniers étudiants qui jardinent avec des motivations liées à l'environnement ont beaucoup plus de facilité à partager. De plus, les motivations de ces derniers font souvent partie d'une démarche personnelle ou d'un cheminement qui vise à acquérir une alimentation plus saine et responsable. Ainsi pour les écolos militants par exemple, c'est une façon d'obtenir des aliments biologiques sans payer le prix élevé en magasin. Pour ceux qui n'ont pas besoin, la notion de consommation responsable est beaucoup plus courante, car ils ne sont pas dans l'urgence. Finalement, la coordonnatrice-animatrice C expliquait qu'elle ne faisait aucune distinction entre les jardiniers. La pauvreté apparaît pour cette dernière relative aux choix de vie des individus, faisant référence aux priorités accordées par ceux-ci. Ainsi selon elle, un individu qui vit en situation de faible revenu peut réussir à bien s'alimenter s'il est débrouillard et fait de bons choix, tandis qu'un individu avec un salaire élevé peut très bien faire des choix douteux qui nuisent tout autant à sa santé physique et financière.

Bien que la majorité des coordonnateurs identifient clairement deux types de participants, ils n'identifient pas de retombées propres aux deux types. Les principales retombées pour les participants mentionnées par les coordonnateurs sont intimement liées aux objectifs qu'ils poursuivent, mais certaines retombées semblent plus difficiles à mesurer que d'autres. En effet, les coordonnateurs attribuent en général trois types de retombées, comme l'illustre le tableau suivant.

Tableau 5.3 : Les retombées selon les coordonnateurs

Les retombées directes	Participer, travailler en groupe, socialiser, faire des apprentissages, développer des compétences, avoir accès à des aliments frais (plantes médicinales, fines herbes, fruits et légumes frais), économiser de l'argent.
Les retombées indirectes	Améliorer l'estime de soi, la dignité et la confiance en soi, retourner sur le marché du travail.
Les retombées indirectes souhaitées	Acquérir le sens des responsabilités, se prendre en charge individuellement, devenir autonome, se conscientiser, développer de meilleures habitudes alimentaires au quotidien.

Les retombées directes sont représentées par des impacts facilement observables et atteignables par les coordonnateurs. Les retombées indirectes sont représentées par des impacts qui découlent de la participation au jardin, mais qui prennent plus de temps à observer ou à réaliser. Les retombées indirectes souhaitées sont représentées par des impacts qui sont difficilement observables, mesurables et atteignables et qui ne sont pas nécessairement attribuables au projet de jardin. Les coordonnateurs sont moins bavards sur ce dernier type, ils se contentent de les évoquer sans donner d'exemples de cas concrets. Elles sont potentiellement des conséquences à l'initiative de jardin collectif et ces retombées restent pour les coordonnateurs plus subjectives et tiennent de l'univers du possible.

Au niveau des retombées observables, la coordonnatrice-animatrice B expliquait qu'elle avait vu des amitiés se créer dans le jardin entre certains participants au profil socio-économique différent. Il faut mentionner que la plupart des coordonnateurs sont au courant du statut socio-économique des jardiniers, car lors de leur inscription, ceux-ci doivent remplir un cours questionnaire-formulaire qui permet d'établir leur profil. Toutefois, cette mixité n'est pas toujours sans créer d'étincelles, car les différents types de participants ne possèdent pas nécessairement les mêmes valeurs comme évoquées dans le tableau 5.2. La coordonnatrice-animatrice C mentionnait que les jardiniers avaient l'occasion d'apprendre des recettes, car ils faisaient des activités conjointes avec la coordonnatrice des activités de cuisine collective. Ceci avait permis aux jardiniers d'apprendre à cuisiner avec les aliments du jardin en plus d'apprendre comment les conditionner. De plus, elle a organisé des ateliers afin d'apprendre aux jardiniers comment utiliser concrètement les plantes médicinales. La coordonnatrice-animatrice B évoque que les participants se font donner de la documentation qui leur permet d'acquérir des connaissances durables : « Ils savent que les oignons ne se mélangent pas avec les fèves dans le jardin, parce qu'on leur donne de la documentation ». Pour le coordonnateur D, le jardin permet aux individus d'apprendre sur l'horticulture et l'alimentation, de faire des aménagements en plus de se divertir. Il est conscient que les jardins collectifs en bacs qu'ils dirigent ne permettent pas nécessairement aux jardiniers de couvrir leur consommation en fruits et légumes, mais leur donne accès à des compétences et à des connaissances variées sur les plants et leur culture en plus d'économiser. Les compétences acquises dans le jardin sont alors selon lui, utilisées et reproduites par les jardiniers dans la sphère domestique.

Les retombées indirectes comme l'estime de soi, la fierté, la confiance en soi et la dignité sont

plus difficiles à mesurer, mais s'observent quand même dans le jardin. Comme l'explique le coordonnateur D, certains jardiniers apparaissent très gênés au début de la saison et n'osent pas prendre la parole. Au fil du temps, ils développent de la confiance (confiance en soi et confiance envers les autres) et deviennent plus à l'aise, ce qui leur permet de faire valoir leurs opinions. Au niveau de la dignité, elle peut se manifester chez les individus de plusieurs manières. Comme l'explique la coordonnatrice issue de l'organisme qui vise l'amélioration de la qualité de vie des personnes et familles démunies, elle a remarqué que certains jardiniers se sentaient plus à l'aise de venir au service de dépannage alimentaire parce qu'ils participaient aux jardins collectifs. Ainsi la participation active des individus joue sur leur dignité individuelle et légitimise leur présence au comptoir alimentaire diminuant la gêne associée au fait d'en bénéficier. Une coordonnatrice-animatrice expliquait que les jardiniers développaient beaucoup de fierté à travers le projet, car ils participent dès le début de la saison :

Avant qu'on commence dans le jardin on fait le recrutement, après on fait la planification de chacun des jardins avec les jardiniers. On rassemble ceux qui ont choisi le même jardin avant même que la saison soit commencée. On fait le plant du jardin ensemble, on choisit les plants ensemble, on choisit les heures ensemble pour que tout le monde se mette d'accord. Comme dans une démocratie, il faut faire des consensus. Ils choisissent les plants et nous, on s'occupe de coordonner le tout. (coordonnatrice-animatrice B)

En effet, les jardiniers choisissent les graines collectivement, participent à la culture des semis qui a lieu la plupart du temps dans des locaux prêtés (organisme communautaire et écoles) et voient l'évolution des plants jusqu'au moment des récoltes et de la fermeture du jardin. Les retombées indirectes permettraient donc au jardinier de s'émanciper socialement. Il semble même que le projet de jardin ait permis à certains individus de retourner sur le marché du travail à cause de la confiance et de l'estime de soi acquise à travers l'expérience.

Les retombées indirectes souhaitées sont souvent associées à l'autonomie et à la prise en charge des participants. La réflexion s'articule autour du fait que les individus ayant acquis de l'information dans le jardin sont plus conscientisés et en mesure, de poser des choix sains ou réfléchis, de s'alimenter de façon sécuritaire et de s'alimenter de façon indépendante. Selon la coordonnatrice-animatrice C, dans le contexte actuel de production alimentaire mondiale, les individus qui auront le pouvoir dans l'avenir seront ceux qui seront capables de s'autosuffire et

de s'alimenter de façon autonome. L'amélioration des habitudes alimentaires est une retombée évoquée par les coordonnateurs, mais ils ne sont pas en mesure de donner d'exemples concrets de cas précis. L'autonomie se traduit aussi par le souhait de permettre aux individus de trouver de nouvelles solutions pour lutter contre leurs difficultés financières. Cette idée de donner une solution aux individus est partagée par l'ensemble des coordonnateurs. Ainsi les retombées indirectes souhaitées découlent d'objectifs ambitieux de la part des organisateurs, mais restent peu évaluées chez ces derniers et reposent lourdement sur la qualité de leur intervention.

L'animateur se voit donc confier une tâche assez complexe et l'atteinte des objectifs notamment en lien avec la sécurité alimentaire dépend grandement de ses compétences, si l'on se fie au discours des coordonnateurs. Il doit agir en tant qu'agent modérateur, être à l'écoute, faire les liens entre les personnes et avec la communauté, agir en tant qu'intervenant, mobiliser le plus de jardiniers possible, avoir une éthique comportementale exemplaire, avoir une gestion adaptée à chaque individu, être curieux, apprendre vite et chercher le consensus chez les participants. Toutefois, le travail d'animateur horticole bien qu'exigeant (demande plusieurs qualités) est très peu rémunéré. Le travail est précaire et saisonnier pour les co-animateurs, ce qui crée de la frustration chez les coordonnateurs. La coordonnatrice-animatrice C, expliquait qu'elle devait former un nouvel animateur à chaque nouvelle saison de jardinage, ceci dû aux conditions de travail et aux subventions salariales qui exigent bien souvent des animateurs qu'ils correspondent à certaines caractéristiques précises. Par exemple, qu'ils soient inscrits à l'école ou qu'ils soient à la recherche d'un travail depuis une certaine durée de temps. Ceci a pour effet selon elle d'exclure des candidats qui possèdent de l'expertise ou de l'expérience. Tous s'entendent pour dire qu'il est plus important pour l'animateur de posséder des qualités d'animateur que d'horticulteur, vu l'aspect social fort de l'expérience. En effet, selon ces derniers, l'animation est une discipline qui demande une certaine expertise ou expérience et qui s'apparente au rôle d'intervenant, tandis que l'horticulture à un degré relatif est une discipline qui peut s'apprendre plus rapidement sur le terrain ou en faisant des recherches individuelles.

La question du recrutement est donc essentielle pour les coordonnateurs afin de répondre à leurs objectifs liés au développement social et à la sécurité alimentaire. Tous les coordonnateurs reconnaissent l'importance et la nécessité de faire du réseautage. Ceci leur permet d'aller chercher un maximum d'individus qui souhaitent tenter l'expérience de jardinage collectif. Comme une coordonnatrice-animatrice expliquait, elle trouve important que les gens qui

fréquentent les comptoirs alimentaires soient au courant qu'une telle initiative existe :

C'est super important qu'on puisse faire le lien avec les banques alimentaires. Les individus sont pris en charge là-bas, c'est donc important à un moment donné, que ceux qui travaillent dans les services d'alimentation d'urgence nous connaissent pour que les personnes dans le besoin puissent être redirigées vers nous. Quand ils sont prêts (les personnes dans le besoin) à prendre une partie de leur panier alimentaire pour faire une cuisine collective avec nous (organisme communautaire), là on parle plus de sécurité alimentaire, là tu dépends plus de la banque alimentaire, là tu es capable de t'organiser dans ta vie, c'est ça de l'autonomie alimentaire. (coordonnatrice-animatrice C)

Toutefois, cette dernière reconnaît qu'elle a de la difficulté à rentrer en collaboration avec les « banques alimentaires » qui dans cette situation s'apparentent davantage aux comptoirs alimentaires. En effet, certains organismes possèdent des modes de fonctionnement basés sur la charité, faisant appel à des mécènes et des donateurs, qui s'agencent difficilement avec des organismes avec une approche et une vision plus progressistes. Dans ce cas-ci, la relation est d'autant plus difficile pour cette coordonnatrice, car l'organisme de charité en question avec qui elle aimerait collaborer, ne participe pas à la table de quartier locale, notamment à cause d'un ancien conflit qui perdure dans le temps. La coordonnatrice-animatrice reconnaît qu'elle pourrait en faire plus en matière de réseautage, mais elle manque de temps et de ressources humaines et financières afin d'y arriver. Inversement, la coordonnatrice A reconnaît que son organisme (anciennement un organisme de charité) possède un mode de fonctionnement et une vision de la sécurité alimentaire plus traditionnelle. Toutefois, elle remarque qu'il y a désormais une ouverture au sein de son organisation à tenter d'innover par des pratiques moins traditionnelles, comme cela a été le cas avec le projet de jardin collectif en bacs situés sur le toit de l'organisme. Elle croît que l'organisation devrait faire davantage de réseautage et revoir ses orientations. Ainsi, elle espère que cette ouverture va permettre à son organisme de regagner le cœur de certains bailleurs de fonds qui selon elle, financent désormais davantage des projets axés sur l'autonomie des individus. Pour le coordonnateur de l'organisme avec une approche en environnement, il est très important d'arrimer ses interventions avec celles des autres organismes qui travaillent en sécurité alimentaire dans le quartier. Voilà pourquoi sa collègue participe à diverses tables de concertations et comité locaux qui se rapportent à l'environnement et à la sécurité alimentaire.

Tous les programmeurs font un bilan de leur saison de jardinage. Pour la coordonnatrice A, le projet de jardin, uniquement composé d'une clientèle en situation précaire, s'est terminé avec seulement deux ou trois participants la poussant ainsi à réévaluer la nécessité de reproduire le projet sous la même forme. La faible participation au projet l'a aussi amenée à organiser une rencontre afin de mieux connaître les champs d'intérêt de futurs participants intéressés parmi les individus qui utilisent le service de dépannage alimentaire de l'organisme afin de réorienter le projet. Il est ressorti de cette rencontre que les individus à travers le projet de jardin de l'année subséquente désiraient avant tout créer des liens, briser la solitude, se comprendre, partager une passion commune et goûter un peu des aliments issus du jardin. Ainsi l'aspect alimentaire n'est pas ressorti comme étant une priorité pour ces individus, leur motivation est davantage sociale. Les autres coordonnateurs tirent un bilan plus positif de leur saison de jardinage, bien qu'à la fois critique. Par exemple, la coordonnatrice-animatrice C expliquait, que certains changements seront apportés à l'un de ses jardins situés à l'ombre et qui par conséquent, souffre d'un faible potentiel de production, causant des frustrations chez les jardiniers. Elle projette de transférer les jardiniers dans un projet mieux établi, de donner une vocation principale au jardin et qu'il serait voué essentiellement à des ateliers spéciaux ouverts au public et non seulement aux membres. Le jardin de petite envergure servirait de lieu d'expérimentation, de mobilisation et ne sera pas sous la responsabilité de jardiniers. De cette manière, ceci évitera selon elle, à certains participants, d'être déçus et frustrés de l'expérience par les désavantages du terrain attribué. La coordonnatrice-animatrice B, de son côté, reconnaît que certains objectifs en matière de création de liens, de prise en charge, d'habitudes alimentaires sont plus difficiles à atteindre et qu'elle hésite même à les évoquer dans ses demandes de financement, tant elle a de la difficulté à les observer. De son côté, la coordonnatrice-animatrice B reconnaît qu'il est difficile de trouver des gens qui sont prêts à s'impliquer tout au long de l'été et que le projet peut devenir très exigeant physiquement lorsqu'il y a pénurie de jardiniers.

En résumé, nous constatons, d'après le contenu discursif issu des entretiens avec les coordonnateurs, que les projets de jardins possèdent des orientations qui sont intimement liées à la mission de l'organisme qui les chapeaute, au type de quartier, aux intentions et aux compétences des coordonnateurs/animateurs. Certains projets de jardins permettent davantage aux jardiniers de développer de meilleures habitudes alimentaires, car les organismes sont mieux outillés sur ce point et offrent des services complémentaires aux individus désireux d'acquérir des

connaissances et de l'autonomie (par exemple : les cuisines collectives). Ainsi les individus qui participent à une initiative axée sur l'environnement et le verdissement n'auront pas les mêmes retombées personnelles durables que ceux qui participent à un projet axé principalement sur l'alimentation et la création de liens. Cela ne signifie pas que les projets axés sur l'environnement n'ont aucune retombée pour les personnes démunies, car ils demandent à ceux-ci de s'impliquer (arrosage, ateliers de jardinage), leur permettant potentiellement d'acquérir le sens des responsabilités et des compétences ainsi que de développer le sens de la curiosité. De plus, comme l'expliquait le coordonnateur D, l'organisme compense en participant à des activités de réseautage en lien avec la sécurité alimentaire, afin de mieux pouvoir diriger les individus dans le besoin. Par contre, encore faut-il que les organismes réussissent à les recruter pour pouvoir intervenir auprès d'eux. De plus, le fait que la plupart des coordonnateurs exigent davantage de leurs animateurs qu'ils possèdent de l'expérience ou de l'expertise en animation qu'en horticulture nous renseigne pourquoi certains jardiniers sont déçus des apprentissages qu'ils ont faits dans le jardin. En effet, les informations véhiculées dans les séances de jardinage sont en partie laissées à la discrétion des animateurs et à leurs connaissances personnelles. Certains ne possèdent pas nécessairement des compétences en horticulture maraîchère ou en nutrition, ce qui les empêche de promouvoir l'aspect alimentaire de l'expérience ou du moins, à un niveau moindre. De plus, les intentions des coordonnateurs semblent parfois floues. Certains objectifs sont plus facilement réalisables et vérifiables instantanément dans le jardin, tandis que d'autres tiennent plutôt de l'univers du désir et du possible. Le fait que *ceux qui ont besoin/les personnes démunies* soient décriés comme des individus dans l'urgence et qui ont de la difficulté à respecter des horaires laissent croire que les jardins collectifs correspondent davantage à des participants plus autonomes, qui ont un intérêt marqué pour le jardinage ou l'alimentation et qui ont déjà de la facilité à socialiser. Ainsi l'initiative ne s'adresse pas à tout le monde et les retombées pour les participants dépendent aussi de leur capacité à s'impliquer et à s'approprier le projet. Toutefois, l'initiative apparaît malléable. En effet, celle-ci peut aussi être modelée en fonction des champs d'intérêt des jardiniers, lui donnant la possibilité d'apparaître sous de multiples formes, parfois moins exigeantes.

5.2 Les programmeurs

À la différence des coordonnateurs, les programmeurs sont des acteurs qui opèrent les politiques publiques et qui jouent un rôle d'influence au niveau des grandes orientations en matière de lutte à la pauvreté, en prévention et en sécurité alimentaire. Ils définissent les cadres d'interventions dans lesquels les initiatives communautaires montréalaises sont appelées à se développer. Certains d'entre eux gèrent et finances des programmes et projets de jardins tandis que d'autres, produisent de la documentation, mènent des projets de recherche ou offrent des formations en lien avec l'insécurité alimentaire. L'objectif de cette section est de mieux comprendre comment les programmeurs interviennent en sécurité alimentaire et de connaître leurs perceptions sur les jardins collectifs et leurs clientèles.

5.2.1 La sécurité alimentaire

Chacun des acteurs représente un regroupement communautaire, un organisme public/privé distinct et possède une expérience professionnelle qui le pousse à adopter une position plus qu'une autre. L'accessibilité alimentaire, le droit à l'alimentation, la culture alimentaire, l'éducation, la souveraineté alimentaire et la notion de saines habitudes alimentaires demeurent tous des incontournables dans le discours de ces derniers. La notion de souveraineté alimentaire est reprise plus particulièrement du côté communautaire et fait référence au contrôle collectif sur l'alimentation : « La sécurité alimentaire, c'est la capacité concrète de choisir des aliments de qualité, à des prix abordables, en exerçant en tant que collectivité un contrôle sur son alimentation et sur sa vie » (Programmeur D). Les saines habitudes alimentaires sont décrites globalement comme étant le fait de diversifier son alimentation par l'acquisition de nouvelles connaissances, de planifier ses budgets, de planifier ses repas et de multiplier les stratégies d'approvisionnement. La nécessité pour les organismes communautaires de trouver des solutions innovatrices afin de permettre aux individus « d'aller au-delà du dépannage alimentaire » ressort fortement chez les bailleurs de fonds. Bien que l'aide alimentaire demeure essentielle pour ces derniers, elle ne permet pas selon eux, de lutter contre l'insécurité alimentaire de façon efficace, d'où l'intérêt de soutenir des organismes qui font preuve d'innovation sur ce point. En effet, cette réflexion découle du fait que les comptoirs alimentaires connaissent une fréquentation en hausse

et que les interventions visant l'autonomie permettraient de renverser cette tendance. Toutefois, la position du programmeur communautaire diffère quelque peu à ce propos. Ce dernier préfère parler de « civiliser le don alimentaire » par l'entremise d'initiatives collectives d'entraide alimentaire. Selon lui, les agences gouvernementales ont des critères de nouveauté (innovation) et n'ont pas du tout le désir d'investir dans les organismes qui ont fait leur preuve, témoignant ainsi d'un désengagement de l'État. Or, cette réflexion évoque le fait qu'il existe déjà des initiatives communautaires qui offrent des solutions efficaces afin de lutter contre l'insécurité alimentaire et qui souffrent d'un mal financement ou d'un préjugé négatif. En effet, les initiatives collectives comme les magasins de partage, les groupes d'achats et les cuisines collectives auraient déjà fait leurs preuves à ce niveau. L'efficacité des jardins collectifs à lutter contre l'insécurité alimentaire ne fait pas l'unanimité, tant du côté des bailleurs de fonds que du milieu communautaire, même si certains en sont de fervents promoteurs.

Au dire de ces acteurs, il est primordial de penser la sécurité alimentaire avec une approche intersectorielle axée sur les communautés locales plutôt qu'une approche en silos (absence de collaboration entre les secteurs). Le milieu doit se regrouper, se concerter et mobiliser les divers acteurs afin d'agir de façon globale à l'échelle locale, ce qui permettrait notamment de ne pas dédoubler les initiatives qui se partagent souvent la même portion de financement en plus d'agir sur les mêmes problématiques. Pour les bailleurs de fonds, il est donc bénéfique de soutenir le développement ainsi que les organismes centraux qui coordonnent la concertation locale comme les tables de concertation de quartier. Le tableau 5.4 à la page suivante permet de comparer différentes façons d'intervenir des programmeurs en sécurité alimentaire. Les informations proviennent des entretiens, chacune des colonnes représente un programmeur. Deux programmeurs (A et C) sur quatre évoquent comme mission la lutte à la pauvreté. Les deux interviennent de façon similaire (ils sont des bailleurs de fonds) bien que le programmeur C insiste davantage sur les notions de besoin et de demande, mettant de l'avant le critère de rentabilité et d'efficacité des projets. Le programmeur B met davantage d'accent sur la santé des individus et l'accessibilité aux aliments, tandis que le programmeur D agit davantage au niveau de la défense des intérêts des organismes communautaires qui travaillent en sécurité alimentaire.

Tableau 5.4 : Interventions des programmeurs en lien avec la sécurité alimentaire

Les programmeurs				
Code	A	B	C	D
Mission telle qu'évoquée par l'acteur	Lutte à la pauvreté (bailleur de fonds)	Garder le monde en santé	Lutte à la pauvreté (bailleur de fonds)	Soutenir l'organisation citoyenne pauvre
Types d'interventions	<ul style="list-style-type: none"> -Soutient les organismes centraux -Soutient les organismes avec une mission sociale -Soutient les projets hybrides avec des approches évolutives -Soutient les projets avec une mixité de participants -Soutient des postes de ressources humaines -Offre des formations afin de permettre aux organismes de développer des outils d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> -Soutient les regroupements et la concertation locale intersectorielle -Soutient la production locale -Soutient les petites communautés locales où il y a des problèmes d'accès et des petits territoires défavorisés -Produit des documents informatifs issus de projets de recherches sur la sécurité alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> -Soutient des projets d'insertion sociale -Soutient des projets novateurs (sexy et rafraîchissants) -Soutient les regroupements, la concertation locale et encourage les milieux à se prendre en main -Soutient des initiatives qui répondent à un besoin (demande) -Soutient des postes de ressources humaines -Produit des documents d'informations sur la pauvreté à Montréal 	<ul style="list-style-type: none"> -Soutient les organismes communautaires dans la mise en œuvre de programmes de développement social pour contrer la faim -Sensibilise le public aux problèmes de la faim et de la pauvreté -Organise des rencontres, ateliers, formations et des colloques

Si l'on porte attention à l'ensemble des orientations du tableau précédent, nous constatons que le financement de projets en alimentation comme les projets d'agriculture urbaine communautaire est intimement lié à la capacité des organismes qui chapeautent les projets à participer à la concertation locale et à innover afin d'atteindre des objectifs durables. En effet, bien qu'ils utilisent des expressions légèrement différentes, tous les programmeurs soutiennent la concertation locale et encouragent les milieux à se prendre en main de façon créative. Ainsi, afin d'éviter la concurrence entre les organismes, les programmeurs encouragent depuis quelques années les organismes communautaires à travailler ensemble sur une vision locale intersectorielle durable. Toutefois, la concurrence demeure présente et les programmeurs disent devoir encore faire des choix difficiles entre les nombreux projets qui leur sont soumis. Sur ce point, il existe deux positions. D'un côté, les projets moins efficaces ou les projets qui ne répondent pas nécessairement à des besoins criants de la population sont laissés de côté. D'un autre côté,

certaines projets sont plutôt sélectionnés en fonction de leur aspect novateur afin de permettre leur émergence. Les organismes communautaires sont aussi encouragés par les programmeurs à développer des approches d'auto-évaluation afin d'évaluer leurs propres résultats par rapport à leurs objectifs initiaux. Bien que les programmeurs encouragent les organismes communautaires à se rassembler afin de se concerter, il semble que la concertation entre les programmeurs ne soit pas d'une grande intensité, même si existante. En effet, selon le bailleur de fonds C la collaboration entre les programmeurs se manifeste surtout sur le terrain (tables de concertation de quartier) puis par le financement conjoint de certains projets. Par contre, cette faible intensité de concertation entre les programmeurs est quelque peu en contradiction avec leurs propres attentes envers les organismes, à qui ils demandent une plus grande concertation locale. Il ne se dégage pas de leadership clair en matière de sécurité alimentaire à Montréal, ce qui est déterminant et manquant au dire des acteurs rencontrés. La sécurité alimentaire ressort comme étant « la responsabilité de personne ».

5.2.2 Perception des jardins collectifs

En général, tous les acteurs s'entendent pour dire, avec quelques nuances, que les jardins collectifs représentent des projets novateurs *sexy* et hybrides qui ont une valeur ajoutée avec un volet social, alimentaire et environnemental. De plus, ce type de projets permettrait une mixité sociale qui n'est pas nécessairement possible avec d'autres types d'initiatives :

L'enjeu de ces projets-là, c'est des projets où les composantes : travail collectif, animation, discuter ensemble, arriver à l'heure, planifier collectivement un jardin, c'est ça la valeur ajoutée de ces projets-là. En fait, ce n'est pas forcément d'apprendre à faire pousser des légumes, c'est un prétexte comme le sont souvent les cuisines collectives ou beaucoup de projets autour de la sécurité alimentaire. Ce sont des prétextes au développement social. (Programmeur A)

Ainsi, l'initiative apparaît comme un outil d'intervention parmi plusieurs autres sans être le plus efficace pour lutter contre l'insécurité alimentaire, briser l'isolement et contrer les îlots de chaleur. Le volet environnemental de l'initiative semble moins présent pour ceux-ci et n'est pas perçu de la même manière par tous. Du côté communautaire, le point de vue écologique est

parfois déconnecté de la réalité sociale des individus dans le besoin. Les jardins à vocation environnementale attirent une clientèle plutôt aisée et scolarisée qui poursuit des objectifs individuels différents de ceux qui tentent de sortir de la dépendance alimentaire. Ainsi, il existe clairement deux positions à ce sujet. La première, celle des *sceptiques*, qui consiste à critiquer les organismes qui évoquent la notion de sécurité alimentaire auprès des bailleurs de fonds, tout en réalisant des projets à caractère environnemental et qui atteignent très peu d'individus dans le besoin. La deuxième, celle des *promoteurs* qui consiste à valoriser le potentiel de ces interventions qui innovent par leur caractère hybride et qui réussissent à atteindre une mixité de participants comme le font parfois les cuisines collectives. Sur ce point, tous les programmeurs s'entendent pour dire que la mixité de participants fait partie intégrante du jardinage collectif et qu'elle est un élément essentiel à sa réussite. De plus, les initiatives auraient aussi des répercussions sur la vitalité de la communauté, par la relation qui est établie via le projet de jardin par l'organisme communautaire. Par exemple, à travers la négociation d'un espace cultivable (public ou privé), la négociation d'un espace pour faire pousser les semis (dans les écoles ou dans des locaux communautaires) ou la création de partenariats locaux. Par contre, il n'y a pas d'étude montréalaise à ce sujet. Le tableau 5.5 à la page suivante illustre la position des programmeurs sur l'efficacité des jardins collectifs en tant qu'outil de sécurité alimentaire. Chaque programmeur est représenté par une lettre. Nous avons intégré la mission de l'organisme duquel est issu le programmeur telle qu'énoncée par ce dernier. Finalement, dans la colonne de droite, nous dressons un portrait très sommaire des compétences mises de l'avant lors de l'entretien. Toutefois, cela ne signifie pas qu'ils ne possèdent pas d'autres champs d'expertise. Les termes *promoteurs* et *sceptiques* permettent d'illustrer le type de discours véhiculé par l'individu. Ainsi les *promoteurs* sont convaincus des bienfaits de l'expérience pour les participants notamment au niveau de la sécurité alimentaire. Ils accordent plus d'importance aux retombées de l'expérience et au caractère caméléon des jardins collectifs. Les *sceptiques* pour leur part, entretiennent plutôt une position critique à l'égard des initiatives, mais ne les discrédite pas complètement. Ils sont favorables à l'initiative, mais doutent de la capacité des jardins collectifs à lutter de façon durable contre l'insécurité alimentaire.

Tableau 5.5 : Rapport des programmeurs face aux jardins collectifs

Programmateurs	Position du programmeur sur l'efficacité des jardins collectifs comme outil de sécurité alimentaire	Mission de l'organisme telle qu'énoncée par le programmeur	Compétences principales du programmeur mises de l'avant lors de l'entretien
A	Promoteur	Lutte à la pauvreté	-Expertise en agriculture urbaine communautaire -Expertise sur le milieu communautaire montréalais -Expertise en sécurité alimentaire
B	Promoteur	Garder le monde en santé	-Expertise en accessibilité alimentaire -Expertise en sécurité alimentaire -Expertise en santé et en prévention
C	Sceptique	Lutte à la pauvreté	-Expertise en sécurité alimentaire -Expertise poussée sur le dossier de la pauvreté à Montréal
D	Sceptique	Soutenir l'organisation citoyenne pauvre	-Expertise en sécurité et autonomie alimentaire -Expertise sur le milieu communautaire montréalais -Expertise poussée sur le dossier de la pauvreté à Montréal

La notion de rentabilité des projets, elle aussi, ne semble pas faire l'unanimité pour les bailleurs de fonds. Le programmeur C explique qu'il reçoit beaucoup de demandes de financement et qu'il doit trancher sur les activités qui génèrent le plus de participation et de résultats tangibles, ce qui n'est pas nécessairement le cas pour les jardins collectifs. Tandis que du côté du programmeur A, les jardins apparaissent prometteurs, peu connus et mal documentés. Tous les programmeurs travaillent et possèdent une expertise en sécurité alimentaire, donc d'une certaine manière, ils possèdent une bonne connaissance du dossier de la pauvreté à Montréal. Par contre, nous constatons que les programmeurs qui semblaient posséder une expertise plus poussée sur le dossier de la pauvreté à Montréal ou qui ont plus couvert cet aspect lors de l'entretien, sont essentiellement sceptiques. Toutefois, nous sommes conscients que ce constat n'est aucunement un gage de qualité, mais il dégage une certaine tendance au niveau de la

perception des programmeurs envers les jardins collectifs. Pour l'ensemble des programmeurs, la notion de valeur ajoutée ou de retombée est difficilement mesurable tant du point de vue éducatif que du point de vue alimentaire chez les participants. Que ce soit de socialiser, de briser l'isolement, d'acquérir de l'estime de soi, d'acquérir des connaissances, de créer des liens d'entraide et de solidarité, de travailler en collectivité, d'acquérir le sens des responsabilités, de faire des liens avec la communauté, l'aspect social de l'expérience ressort avec force. Sur le plan alimentaire, l'initiative permettrait d'accéder à des aliments frais, de promouvoir et de développer de saines habitudes alimentaires, mais la manière de mesurer le cheminement d'un individu autour de la sécurité alimentaire peu développée. De plus, les jardins collectifs, tout comme les coordonnateurs évoquent que les jardins collectifs exigent un effort considérable à la fois de la part des organisateurs et des participants.

L'animateur occupe, à la fois, le rôle d'intervenant et de « responsable de la cohésion sociale », une tâche parfois complexe pour un emploi si précaire. Toutefois, afin d'assurer la pérennité de ce type de projets collectifs, les bailleurs de fonds ont débloqué des fonds dans les dernières années, voués à stabiliser davantage les postes de coordination. Par contre, les jardins sont décrits comme ayant des problèmes structurels et souffrant d'une certaine lourdeur par les sceptiques. En effet, les jardins collectifs font face à plusieurs enjeux en matière de précarité de financement, de précarité d'emploi (travail saisonnier), d'expertise et de localisation. Ainsi, les sceptiques critiquent l'incapacité des organismes à s'inscrire dans une dynamique de réseautage plus large et durable en plus de leur incapacité à atteindre la clientèle démunie. L'agriculture urbaine leur apparaît comme une mode, une bulle qui passera avec le temps. Selon l'un des programmeurs, afin de perdurer dans le temps, les organismes qui pratiquent l'agriculture urbaine devraient tenter d'augmenter leur production et de faire de l'agriculture urbaine à plus grande échelle afin de répondre à la demande locale, ce qui n'est pas le cas actuellement. Toutefois, tous les programmeurs sont conscients des défis auxquelles doivent faire face les organismes qui soutiennent les jardins collectifs au niveau du financement, car ils ne rentrent pas nécessairement dans les « cases traditionnelles » des projets en sécurité alimentaire. La plupart des fonds que les programmeurs utilisent pour financer ce type de projets sont des fonds volatiles non récurrents accordés à des projets novateurs ou axés sur la mobilisation citoyenne. Ainsi, les programmeurs ont conscience de l'obligation des organismes à devoir fabriquer un « patchwork de financement » avec plusieurs bailleurs de fonds dans le but de subvenir à leurs besoins et d'assurer leur

pérennité, ce qui n'est pas nécessairement l'idéal.

5.3 Mise en perspective des discours des deux paliers d'organiseurs

Les coordonnateurs et les programmeurs ont tous les deux des façons concordantes de parler de la sécurité alimentaire, bien qu'ils interviennent à deux niveaux distincts (différentes échelles d'intervention). La différence est plus apparente au niveau de leur perception des jardins collectifs et de leur contribution à la sécurité alimentaire. Les coordonnateurs parlent davantage des individus et des choix de vie individuels qu'ils font, d'accessibilité locale à des fruits et légumes de qualité, de prise en charge et d'éducation citoyenne (*empowerment* individuel). Les programmeurs ont davantage une vision large et parlent de réseautage, de concertation entre les organismes, de communautés locales, de saines habitudes alimentaires, d'éducation populaire, de culture et de choix de société. Ceux-ci encouragent les organismes communautaires à se concerter et à développer des orientations conjointes (*empowerment* communautaire). De leur côté, les organismes sont contraints, afin de répondre à leurs objectifs en développement social, de participer à la dynamique communautaire locale notamment pour recruter un maximum d'individus dans le besoin. De plus, cela leur permet de synchroniser leurs interventions avec les autres acteurs qui agissent localement afin d'étendre la portée de leur intervention, parfois limitée. La pression exercée sur les coordonnateurs par les programmeurs au niveau du réseautage semble avoir fait son chemin et la pratique, s'insérer dans les habitudes des acteurs locaux, même s'ils reconnaissent qu'ils pourraient en faire davantage avec plus de ressources humaines et financières. Les efforts apportés par les programmeurs afin de stabiliser les postes stratégiques au sein des initiatives semblent avoir porté fruit, mais pas suffisamment afin de permettre aux organismes de répondre totalement aux exigences des programmeurs en matière de réseautage et de sécurité alimentaire.

Chez les programmeurs, la nécessité « d'aller au-delà » ou de « civiliser » le don alimentaire fait l'unanimité. Là où il y a une différence, c'est sur la manière d'y arriver, certains mettent davantage l'accent sur les initiatives qui font preuve d'innovation et d'autres insistent sur l'importance de ne pas délaissier les initiatives qui ont fait leurs preuves et qui sont actuellement rentables. Ainsi, les projets de jardins apparaissent pour les programmeurs comme des projets

novateurs, *sexy*, hybrides, des projets avec une valeur ajoutée, un outil d'intervention plus ou moins efficace à la finalité non définie et comportant des problèmes structurels. Les retombées en générale restent peu évaluées et les jardins peu connus du public. Ainsi, ceux-ci encouragent fortement les organismes communautaires à mettre en place des outils d'auto-évaluation afin de mieux répondre à leurs objectifs. Pour les coordonnateurs-animateurs de projets, ils apparaissent comme des projets multifacettes, des lieux de mixité, de socialisation, des projets démocratiques, des projets sous-financés exigeants pour tous. Les coordonnateurs identifient clairement deux types de clientèles, soit *ceux qui ont besoin* et *ceux qui n'ont pas besoin*. La nécessité pour les projets de jardins collectifs d'agir en tant que lieu de mixité sociale est un point commun à tous les organisateurs autant pour des raisons de non-stigmatisation, d'entraide, de fréquentation et de dynamisme des projets. Il semble y avoir une distinction pour les coordonnateurs entre les retombées observables du jardin et les retombées, indirectes, souhaitées ou intangibles. Par contre, aucune distinction n'est faite au niveau des retombées propres aux clientèles. Le fait que les programmeurs évoquent la perception d'un manque de leadership en sécurité alimentaire à Montréal et doutent de l'efficacité des projets d'agriculture urbaine communautaire à répondre à leurs objectifs en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire semble avoir des répercussions et se refléter sur les interventions. Les organismes qui chapeautent les projets de jardins collectifs sont constamment appelés à trouver de nouvelles sources de financement afin d'assurer leur pérennité. Les problèmes structurels des jardins collectifs sont intimement liés à leur manque de reconnaissance et à l'absence de structure commune forte à l'échelle montréalaise qui permettrait aux diverses initiatives de partager leurs compétences.

CHAPITRE 6 : DISCUSSION ET RETOUR SUR LES RÉSULTATS

Ce chapitre vise essentiellement à faire la synthèse et la triangulation des résultats issus des trois précédents chapitres et de les comparer avec nos hypothèses de recherches. Il est ainsi possible de mettre en relation nos constats issus des observations, des intentions et perceptions générales des organisateurs, des perceptions et des attentes des jardiniers, des retombées alimentaires et sociales attribuées au jardin par les participants. Nous dégagons les aspects qui ont ressurgi avec force dans leurs discours en s'appuyant sur nos analyses, pour apporter des précisions sur l'apport de l'expérience pour ces derniers. Nous en profitons aussi pour faire un retour sur notre revue de la littérature en plus de dégager les contributions sociales et scientifiques de notre enquête ainsi que ses limites.

6.1 Concordance entre la perception des jardiniers et la perception des organisateurs par rapport à l'expérience

Bien que tous les jardiniers aient en commun de vouloir se divertir et d'avoir du plaisir, il existe une variété d'attentes chez les participants rencontrés. Plusieurs jardiniers démunis ont évoqué comme motivation à participer à l'expérience, leur désir de bénéficier des légumes frais gratuitement, de rencontrer des gens, d'apprendre à jardiner, de connaître de nouvelles ressources communautaires, et d'apprendre sur l'alimentation. Nous avons constaté que certains participants se sont retrouvés dans des projets qui ne correspondaient pas nécessairement à leurs attentes personnelles, même s'ils s'y sont impliqués intensément. La communication entre l'animateur et les participants semble parfois défailante et les outils de communication désuets, ce qui influence la qualité des apprentissages pour les participants. La capacité des animateurs à pouvoir mobiliser les jardiniers, de répondre à leurs questionnements en ce qui a trait aux plants, à leurs utilisations concrètes dans la vie quotidienne et aux ressources communautaires, influencent leur appréciation et du même coup, la quantité de capital social acquise à travers l'expérience. Les jardiniers ayant participé à des projets qui ont moins bien fonctionné (faible participation, faible production, animateur moins compétent, projet plus récent) ressortent frustrés et ont l'impression

d'avoir été utilisés simplement pour leur force de travail. Ceci rejoint la théorie de Portes (1998) qui prétend que le capital social n'est pas nécessairement juste et bon, mais parfois injuste et négatif. La réalité sociale derrière l'intervention y est pour quelque chose. La participation réduit généralement au fur et à mesure que l'été avance (sauf durant la période des récoltes), ce qui rend la charge de travail plus lourde pour les jardiniers restants. Comme l'évoque aussi Bourdieu (1980), le capital social peut devenir trop lourd pour les individus qui ne sont pas en mesure de s'impliquer suffisamment. Ainsi, l'initiative devient beaucoup moins attrayante pour des individus qui tentent de briser l'isolement ou qui viennent dans le but de se divertir tout en désirant bénéficier de la production. Il est aussi intéressant de constater que très peu de jardiniers démunis ont assisté aux conférences données en dehors des périodes de jardinage.

Selon les dires des jardiniers, l'agriculture urbaine communautaire ne s'adresse pas à tout le monde, elle fait appel à certaines qualités spécifiques et permet de les améliorer, de les travailler, de les développer. Selon eux, il faut avoir de la curiosité, la volonté d'apprendre ainsi que d'expérimenter. De plus, il faut être patient, car cela prend du temps avant d'obtenir des fruits et des légumes et les projets sont souvent longs à démarrer. L'activité, bien qu'appréciée globalement par les participants, apparaît comme particulièrement énergivore à cause de l'implication intense qu'elle demande. Ce constat est aussi partagé par les coordonnateurs et les programmeurs. Selon les personnes démunies, les jardins collectifs possèdent quatre fonctions : d'apprentissage, de production, de divertissement et finalement de socialisation. Les participants atypiques comme démunis perçoivent l'activité comme étant bénéfique au niveau de la quantité de fruits et légumes récoltés, même dans le cas des individus ayant fait partie d'un projet avec des récoltes moins fructueuses, ce qui confirme le constat fait par Stephan Reyburn dans sa thèse écrite en 2006. Les jardiniers démunis rencontrés perçoivent l'activité, après coup, comme une façon de briser leur isolement, de se divertir à moindre coût, d'avoir accès à des fruits et légumes frais et finalement d'apprendre sur l'alimentation. Les atypiques rencontrés, jeunes comme âgés, perçoivent l'activité après coup comme une façon d'avoir accès à des fruits et légumes biologiques (consommation responsable), de mieux savoir les cuisiner, d'avoir du plaisir et finalement de jaser un peu tout en travaillant avec des individus qu'ils n'auraient pas côtoyés normalement. Ainsi la dimension sociale de l'expérience semble plus importante pour les jardiniers démunis que les atypiques rencontrés.

Pour les programmeurs qui font la promotion de l'initiative, les jardins collectifs apparaissent comme des projets novateurs, *sexy*, hybrides, des projets avec une valeur ajoutée et soutiennent que les jardins permettent de développer de saines habitudes alimentaires (diversifier son alimentation, planifier ses budgets, planifier ses repas, changer sa façon de s'approvisionner) et de réduire les îlots de chaleur. Chez les sceptiques, les jardins collectifs apparaissent comme un outil d'intervention inefficace qui fait face à plusieurs enjeux (précarité de financement, précarité d'emploi, expertise, localisation). Ainsi, les sceptiques critiquent l'incapacité des organismes à s'inscrire dans une dynamique de réseautage plus large et durable en plus de leur incapacité à atteindre la clientèle démunie. Les programmeurs s'entendent toutefois tous pour dire que ce sont des projets qui servent de prétexte au développement social et qui permettent aux jardiniers de créer des liens d'entraide et de solidarité, d'acquérir le sens des responsabilités, d'acquérir des connaissances, de socialiser avec d'autres individus, de briser l'isolement, de s'insérer socialement et de développer une alternative aux comptoirs alimentaires. Les programmeurs ont conscience de l'obligation des organismes à devoir fabriquer un « patchwork » de financement avec plusieurs bailleurs de fonds, dans le but de subvenir à leurs besoins et d'assurer leur pérennité, ce qu'ils reconnaissent ne pas être l'idéal. Ceux-ci tentent de financer le plus d'interventions possible, mais doivent répondre à des critères de rentabilité et d'efficacité, dans le but de boucler un budget limité. Ces derniers encouragent ainsi les milieux à se prendre en charge, à se mobiliser et à se concerter afin de ne pas dédoubler les interventions locales et de créer de nouveaux partenariats multisectoriels. Pour les coordonnateurs, les projets apparaissent comme des projets multifacettes, un outil de sécurité alimentaire, des lieux de mixité, de socialisation, des projets démocratiques sous-financés. Les coordonnateurs, pour leur part, bien qu'ils dirigent des jardins collectifs qui évoluent dans des contextes différents et avec des clientèles différentes, rappellent tous des intentions liées à la sécurité alimentaire. Ils ont comme objectifs communs à travers le projet de jardin de vouloir promouvoir ou améliorer l'accessibilité aux fruits et légumes frais et d'échanger sur l'alimentation à travers des activités éducatives, participatives et démocratiques dans le but de renforcer la dignité, la prise en charge individuelle et l'autonomie alimentaire. Les projets impliquant une mixité de participants seraient plus à même de fonctionner et moins stigmatisant. Cette perception est partagée à la fois par tous les organisateurs. En effet, ceci rejoint la position de Lin (1995) qui prétend que l'action instrumentale exige des interactions hétérophiles qui induisent des tensions parce qu'elles sortent

de l'ordinaire. Un équilibre entre les deux types d'interactions (homophiles et hétérophiles) serait important afin de promouvoir à la fois la stabilité et le changement.

Ainsi, pour les programmeurs, la portée est davantage sociale avec un potentiel d'éducation alimentaire. Leurs intentions découlent d'un désir de pousser les individus à s'insérer socialement et à développer des compétences afin de se prendre en charge et à aller au-delà du dépannage alimentaire. Il semble que les attentes des jardiniers diffèrent en fonction de leur niveau de vulnérabilité. Pour les personnes démunies, l'expérience est davantage sociale et pour les atypiques l'expérience est davantage reliée à un désir de consommer de façon plus responsable. Certains coordonnateurs amplifient la portée alimentaire de l'expérience afin de répondre à de grandes orientations sans évaluer les retombées durables de l'expérience. Pour les personnes démunies, l'initiative n'est pas une alternative au dépannage alimentaire, mais plutôt un loisir accessible et une ressource complémentaire qui leur permet de rencontrer des gens et de bénéficier d'aliments variés, frais et de qualité, ce qui n'est pas le cas dans les comptoirs alimentaires. À ce titre, si l'on reprend la définition de l'insécurité alimentaire évoquée par Anderson (1990), Radimer et al. (1992), les jardins collectifs permettraient aux individus de lutter contre l'insécurité alimentaire, car ils leur offrent l'opportunité d'acquérir des aliments personnellement satisfaisants par un moyen socialement acceptable.

6.2 L'agriculture urbaine comme objet de sécurité alimentaire

Nous posons l'hypothèse au début de la recherche que l'agriculture urbaine communautaire contribue à accroître l'autonomie alimentaire préexistante des participants en acquérant de nouvelles habitudes alimentaires et en facilitant l'accès à des aliments de qualité produits localement. Notre position rejoint celles de Hamelin et Bolduc (2003) et de Rouffignat et al. (2002). Nous avons constaté que certains jardins collectifs permettent aux jardiniers de développer de l'autonomie alimentaire, faisant référence à la capacité des individus à prendre en charge leur alimentation de manière saine, responsable et autonome. Le processus est le produit d'une démarche instrumentale qui comprend quatre grandes dimensions, soit la participation, l'acquisition de compétences, l'estime de soi et la conscience critique. Ainsi, les individus à travers la pratique du jardinage collectif acquièrent des habiletés à faire des choix et à prendre des

décisions de manière indépendante sur leur alimentation. La dimension de la conscience alimentaire est ressortie de façon importante et a été attribuée à l'expérience du jardin à maintes reprises par les jardiniers démunis. À cause de leur expérience, les jardiniers ont manifesté leur désir d'apprendre sur l'alimentation, leur intérêt à apprendre de nouvelles recettes, leur désir de manger davantage de légumes, de goûter à de nouveaux aliments et de faire des choix alimentaires plus réfléchis. De plus, ils ont acquis, mais de façon moindre, du capital culinaire ou plus précisément des compétences et des stratégies de planification culinaire, ce qui nous fait questionner le caractère durable de l'expérience. L'expérience a permis à certains jardiniers d'expérimenter, d'apprendre de nouvelles recettes, d'échanger sur l'alimentation, de cuisiner davantage avec des légumes variés, de planifier des repas, de cuisiner en quantité et d'apprendre des méthodes de conditionnement les aliments. L'initiative a donc renforcé les capacités individuelles et diminué la vulnérabilité de certains jardiniers par rapport aux choix exogènes.

Toutefois, nous constatons aussi que l'initiative a un plus grand impact durable sur le plan alimentaire pour les jardiniers atypiques que chez les jardiniers démunis (ils ont développé plus de capital culinaire). Or, les jardiniers démunis qui ont développé le plus d'autonomie alimentaire (conscience alimentaire, compétences culinaires et stratégies de planification culinaire) sont ceux qui ont participé à des jardins issus d'organismes communautaires qui possèdent plusieurs services complémentaires en alimentation. Ainsi, en couplant un jardin collectif avec une cuisine collective par exemple, il est possible de permettre aux individus d'acquérir du capital culinaire de façon plus importante. De plus, le fait que les jardins soient situés en terre donne l'opportunité de faire pousser une plus grande quantité de variété de plants. Dans les projets plus axés sur l'environnement (généralement en bacs), les participants ont surtout développé un plus grand intérêt pour le jardinage, la curiosité de goûter à de nouveaux aliments, le désir de varier leurs menus et de manger mieux. Ceux-ci sont restés déçus de leur expérience sur ce point et ont trouvé leur expérience exigeante (beaucoup d'arrosage). Ils auraient aimé cultiver plus de variétés, connaître davantage sur les aliments et leurs utilisations. Les compétences culinaires acquises par ces participants découlent majoritairement des discussions informelles *in situ* ainsi que des expérimentations individuelles des jardiniers à l'intérieur de la sphère domestique et non des animateurs ou des activités socio-éducatives. Nous constatons aussi que les participants rencontrés lors des entretiens étaient pour la plupart débrouillards et à l'affût de l'importance de bien manger avant même de participer à l'expérience. Les jardins n'ont fait qu'accroître leur

conscience alimentaire. Ainsi tout au long de cet ouvrage, nous utilisons le terme démuni, simplement pour les démarquer des jardiniers avec un niveau d'éducation plus élevé. Le terme démuni réfère davantage à leur situation économique précaire, car tous ne sont pas démunis de capital social. En effet, le désir de partager son expérience au cours d'un entretien laisse entrevoir une certaine ouverture de la part de l'individu à s'émanciper et à s'ouvrir vers l'autre pour participer à la connaissance, ce qui n'est pas nécessairement le cas pour un individu stigmatisé qui s'autodévalorise ou qui possède une faible estime de lui-même. Ainsi, les jardins collectifs apparaissent comme des initiatives qui permettent d'amorcer un processus d'autonomie alimentaire, mais qui ont avantage à être associées à des activités complémentaires en alimentation afin d'apporter de réelles transformations dans les habitudes alimentaires des jardiniers.

Nous posons d'ailleurs l'hypothèse au début de notre enquête que l'initiative permettait d'acquérir du capital social en élargissant le réseau social individuel et communautaire réduisant ainsi la probabilité chez les participants de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire. Nous constatons que l'initiative permet bel et bien aux jardiniers démunis d'acquérir et d'accroître leur capital social, d'élargir leur réseau communautaire d'entraide (même si certains participants restent assez déçus à ce niveau), mais ne leur permet pas d'élargir leur réseau social individuel de façon durable (demande une activation plus soutenue des liens sociaux pour créer des amitiés durables qui jouent le rôle de relation d'entraide). Les relations qui sont créées dans les jardins restent assez superficielles et la plupart des jardiniers ne se fréquentent pas en dehors des heures de jardinage (excepté pour les jardiniers qui se connaissaient déjà avant la participation au projet). Sur le plan du capital social, l'initiative agit plutôt sur la valorisation individuelle, sur la confiance, sur la dignité et leur permet de développer des habiletés à briser l'isolement. À travers la participation au projet, les jardiniers ont la possibilité de développer plusieurs qualités telles que le sens des responsabilités, l'observation, la ponctualité, la curiosité, la capacité de travailler en équipe avec des individus aux aptitudes inégales, en plus de développer des aptitudes à gérer un projet de façon semi-autonome. Bien que certains coordonnateurs visent à rendre les jardiniers totalement autonomes dans le jardin, ceux-ci ont besoin de l'animateur pour rendre l'expérience plus productive, fonctionnelle et enrichissante. Plusieurs jardiniers ont mentionné qu'ils n'étaient pas satisfaits de la formation en jardinage reçue et qu'ils ne pourraient pas arriver au même résultat de façon individuelle. L'expérience,

appréciée globalement par l'ensemble des individus (même si elle comporte plusieurs imperfections, les jardiniers ont tous mentionné le désir de revenir l'année suivante), a eu un impact positif sur les jardiniers qui se sont approprié les projets, développant en plus leur conscience critique par rapport à ceux-ci, aux choix et actions des organisateurs de jardins. Les retombées sont l'œuvre d'un long processus programmé par les organisateurs qui implique la participation active des individus afin de permettre à ceux-ci de concrétiser leurs propres choix en actions concrètes tout en travaillant sur leur estime personnelle. L'initiative permet la rencontre entre des individus aux statuts socio-économiques différents, de socialiser et d'interagir entre eux de façon ponctuelle et d'échanger leurs connaissances (interactions hétérophiles). La participation communautaire a permis à certains individus d'élargir leur réseau communautaire d'entraide et de s'y impliquer. Le réseau communautaire agit comme une ressource forte, bien que les individus n'aient avec lui que des liens faibles, pour reprendre la terminologie de Granovetter (1973).

En effet, la relation avec le réseau communautaire diffère de la relation avec le réseau familial, car elle découle d'un choix et démontre la volonté chez l'individu de s'émanciper socialement. Les individus rencontrés, outre les deux jeunes atypiques, ont tous connu des événements sociaux qui les ont plongés dans un processus d'appauvrissement à un moment de leur vie. Certains d'entre eux ont vécu et vivent encore des périodes de pauvreté, d'insuffisance de revenu et d'isolement. Ces périodes ont été marquées par des désavantages matériels et sociaux qui les ont exclus momentanément. En effet, la pauvreté est souvent caractérisée par la condition dans laquelle se trouve un individu privé de ressources, de moyens, de choix et du pouvoir nécessaire pour acquérir et favoriser son intégration et sa participation à la société (Gouvernement du Québec 2004 cité dans Leloup 2010). Par contre, à l'époque où ils ont joint l'initiative, ils possédaient un niveau de capital social qui leur a permis de créer un pont avec le milieu communautaire. Plusieurs jardiniers ont acquis de la confiance personnelle, de l'estime de soi et de la fierté, leur permettant ainsi de sortir du cercle vicieux de la défavorisation causé par un processus d'appauvrissement et de dévalorisation. Ce processus d'implication individuelle active a aussi aidé certains jardiniers à légitimer le fait de bénéficier d'aliments de qualité gratuitement. De plus, il a permis à certains jardiniers de se sentir utiles en participant à la vie communautaire, de créer des liens faibles avec des individus différents, brisant ainsi les chaînes de l'exclusion sociale comme le prétend Lin (1995). Le réseau communautaire s'ajoute au réseau familial (interactions homophiles) qui joue généralement les rôles de soutien primaire, de lien fort, de

réconfort, de source d'information et de valorisation non négligeables sur plusieurs aspects de la vie des individus. Il offre l'occasion aux participants d'accéder à de nouvelles ressources et compétences, comme c'est le cas notamment pour les jardiniers qui ont participé à d'autres activités offertes par l'organisme (ou un autre organisme) ou qui ont trouvé dans leur implication communautaire une source de valorisation et de réalisation.

La force des projets de jardins collectifs, c'est qu'ils possèdent à la fois une dimension sociale et une dimension « conscientisante », qui sont indissociables. Afin de permettre aux individus de développer de l'autonomie alimentaire, il est absolument nécessaire de permettre à ceux-ci d'acquérir du capital social. Comme nous l'avons constaté dans quelques projets de jardins qui ont moins bien fonctionné, certains individus n'ont pas développé autant d'autonomie que dans certains autres projets qui ont mis davantage d'accent sur la reconnaissance et les avantages pour les individus. Pour plusieurs, la participation au projet de jardin a été la meilleure chose qui leur soit arrivée dans les dernières années. Ce constat est intimement lié au sentiment de dignité éprouvé par les jardiniers à travers l'expérience en opposition aux sentiments de malaise et de tristesse liés à leurs difficultés actuelles ou antérieures. Ceci légitime les actions des organismes communautaires et met en évidence l'importance pour ceux-ci de multiplier les efforts afin de rejoindre des clientèles en situation précaire et de promouvoir leurs initiatives sur le plan du développement social.

6.3 Limites, apport social et scientifique

La rencontre des individus que nous avons convenu d'appeler démunis dans cette recherche n'a pas été sans difficulté. Nous avons très bien senti certains coordonnateurs-animateurs nous ont dirigés vers les jardiniers les plus sociables et les projets les plus prometteurs afin de se montrer sous leur meilleur jour et d'épargner certains individus plus défavorisés. Par contre, le fait d'avoir parcouru bon nombre de jardins issus d'organisations et de quartiers différents nous a permis de pallier en partie à cette lacune. D'un point de vue social, nous croyons que l'enquête réalisée éclairera les organisateurs sur les attentes de certains jardiniers. Toutefois, nous sommes conscients que notre recherche se penche principalement sur un type de jardinier en particulier, mais d'autres recherches sur l'agriculture urbaine montréalaise auparavant ont su exposer les

motivations liées aux autres clientèles. Même si le projet de jardin est caractérisé de collectif, il semble quand même possible pour les individus de garder une certaine distance avec les autres jardiniers, ce qui n'exclut pas la présence d'individus plus timides, avec un capital social plus restreint et qui possèdent des motivations sociales plus limitées. Dans une situation d'effervescence, comme c'est le cas actuellement pour l'agriculture urbaine à Montréal¹³, notre travail permettra d'éclairer notamment les programmeurs sur les retombées spécifiques aux jardins collectifs et sur les difficultés encourues par les acteurs locaux. De plus, cela permettra aussi aux coordonnateurs-animateurs de disposer d'un regard extérieur neutre sur leur pratique et de la perception de quelques-uns des participants qui ont tiré profit de leurs efforts à l'été 2011. De façon plus large, nous évoquons aussi plusieurs questionnements en lien avec le phénomène de la pauvreté, dont les faiblesses de notre système d'assistance sociale québécois comme l'ont exprimé certains participants. Le montant alloué est bien en deçà (environ la moitié) du seuil de faible revenu calculé à partir de la mesure du panier de consommation. Nous constatons que même chez les individus avec un capital social préexistant, certains se retrouvent en situation d'insécurité alimentaire. La gymnastique budgétaire qui doit être exercée par les individus afin de couvrir les frais liés aux besoins essentiels de façon convenable n'est pas de tout repos et se fait aux dépens du montant alloué à l'alimentation. Dans une telle situation, le capital social, la culture alimentaire et le capital culinaire des individus prennent toute leur importance et déterminent leur état de santé et capacité à participer à la société. Les décideurs publics ont donc un rôle crucial à jouer afin de limiter le niveau de précarisation de ces individus. Ceci peut se traduire par plusieurs actions de la part des programmeurs venant appuyer (ou en continuant d'appuyer) des interventions existantes qui contribuent et parviennent déjà à développer du capital social et culinaire à l'échelle locale. Toutes les initiatives d'agriculture urbaine communautaire ne poursuivent pas les mêmes objectifs et ne sont pas nécessairement efficaces de la même façon.

D'un point de vue scientifique, notre enquête permettra d'éclairer les chercheurs qui s'intéressent à l'agriculture urbaine du pan communautaire et montréalais de l'expérience. En effet, à l'heure

¹³ Le 15 novembre 2011, le Groupe de travail en agriculture urbaine a recueilli 29 068 signatures requérant la tenue d'une consultation publique sur l'état de l'agriculture urbaine à Montréal a été déposée. La consultation a été obtenue en vertu du droit d'initiative, inclus dans la Charte montréalaise des responsabilités. Une séance d'information publique et des séances de consultations publiques ont eu lieu durant le mois de mai et de juin 2012. Près de 1 500 personnes ont participé aux activités organisées par l'Office et 103 mémoires ont été déposés. (OCPM 2012b)

actuelle, il existe de multiples formes de projets d'agriculture urbaine et périurbaine¹⁴, qui poursuivent des objectifs bien différents des organismes étudiés dans cet ouvrage. Notre recherche se penche principalement sur le champ des opportunités que peut offrir un réseau communautaire de soutien pour les individus démunis participants à une activité collective de jardinage et abonde dans le même sens que certaines études liées à l'*empowerment* sans toutefois mettre l'accent principal sur le retour au travail. Les résultats observés peuvent aussi être transposables et comparables à d'autres types d'organismes participatifs qui travaillent en sécurité alimentaire ou autres domaines. En effet, notre projet s'insère dans une dynamique beaucoup plus large qui englobe un éventail d'organismes et d'initiatives qui tentent d'apporter des solutions partielles aux problèmes liés à l'insécurité alimentaire des ménages pauvres à l'échelle montréalaise.

Notre étude pourra ainsi être utile aux chercheurs qui s'intéressent au concept d'autonomie et à la notion d'*empowerment*, que nous avons tenté de mettre en relation avec le concept de sécurité alimentaire, abondamment utilisé ces dernières années. Notre recherche a permis de faire émerger le concept de capital culinaire qui nous semble particulièrement intéressant, car il représente en quelque sorte les capacités valorisées par les individus (compétences durables) en ce qui a trait à la cuisine (préparation des aliments en vue de leur consommation). Le capital culinaire peut être activé par la valorisation de la conscience alimentaire (intentions, choix éclairés) chez les individus et du même coup leur permettre de développer de l'autonomie alimentaire et, de surcroît, réduire la vulnérabilité des individus face à des périodes d'insécurité alimentaire. Bien qu'il n'y ait rien de totalement nouveau dans cette affirmation, il nous semble que le concept de capital culinaire permet d'explicitier le processus qui permet d'acquérir de l'autonomie alimentaire au niveau individuel.

6.4 Conclusion

Comme l'évoque Putnam (1999), les relations sociales agissent en tant que filet de sécurité procurant un bien-être à la fois physique et mental. Ainsi, selon ce dernier, les individus ont l'occasion d'être plus productifs quand ils ont la chance de vivre ou de travailler dans une

¹⁴ Apiculture, forêt nourricière, ruelles vertes, serres locales de production, jardins individuels, élevage de poules et de petits animaux, érablière urbaine, projets agricoles commerciaux divers à plus grande échelle, etc.

collectivité ou dans un organisme qui présente des caractéristiques élevées de participation, de confiance et de réciprocité. À ce titre, les initiatives de jardins collectifs participent à la dynamique locale communautaire et permettent d'accroître le capital social préexistant des individus. Toutefois, pour ce faire les coordonnateurs-animateurs doivent absolument tenir compte des champs d'intérêt des participants qui sont le moteur de leur initiative, ce qui rejoint la position de Bourdieu (1980) sur le capital social. Cette tâche est parfois moins aisée avec certains types de jardiniers, d'où l'intérêt de se questionner sur les méthodes de participation, afin de favoriser la prise de parole des individus aux habiletés sociales plus restreintes. Ces projets caméléons ont l'avantage de pouvoir prendre plusieurs formes, de façon à satisfaire les intérêts d'une multitude de participants, mais ne possèdent pas toutes les vertus. Le jardinage sert de prétexte pour rassembler des individus autour d'une passion commune dans le but de faire du développement social. Pendant l'instant d'un moment, les jardiniers, qu'ils soient pauvres ou plus aisés, sont sur le même pied d'égalité et ont la possibilité d'acquérir des connaissances. Le jardin collectif agit alors en tant que canal de communication et facilite les rapprochements entre les individus. Il n'y a pas de doute que ce type de projet peut avoir des retombées sur les habitudes alimentaires des participants et possède un grand potentiel de conscientisation, mais ce ne sont pas tous les individus qui développent du capital culinaire. La contribution des jardins collectifs à la sécurité alimentaire se joue d'ailleurs sur ce point. D'une certaine manière, ils permettent à des individus d'avoir accès à des aliments de qualité, mais ce n'est pas sans effort, ni leur compétence première. Ils donnent davantage accès à un divertissement peu coûteux, à des informations qui permettent aux individus de valoriser leurs connaissances sur les plans horticole et alimentaire, de poser de meilleurs choix, ainsi qu'une occasion pour ceux-ci de se sentir utiles, d'acquérir de l'estime de soi et de la dignité. Ainsi, à travers un processus d'*empowerment* individuel, les jardiniers ont l'opportunité de développer de l'autonomie alimentaire et des habiletés à briser l'isolement leur permettant ainsi de participer à la société. Toutefois, l'initiative ne semble pas correspondre à des individus aliénés dépourvus de capital social et financier pris dans l'urgence. En effet, pour se sortir d'une de la pauvreté, il faut posséder un investissement de base pour accéder aux opportunités d'emploi. La situation actuelle au Québec contraint les individus à rester en situation de pauvreté et rend encore plus difficile leur retour au travail. Nous pensons qu'il serait important de se pencher sur le phénomène de la pauvreté davantage en regardant la relation d'assistance que la société entretient avec les moins bien nantis pour

reprendre la terminologie de Simmel ([1903] 1998). Par exemple, la mise en place d'un revenu intégré de soutien au revenu (RISR) tel que proposé en 2009 par le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale¹⁵ serait selon certains chercheurs, une bonne façon de rétablir une certaine forme de justice sociale et de redonner de la dignité aux personnes stigmatisées (Couturier 2013). Pour leur part, les jardins collectifs restent encore peu connus comme outil de développement social et sont souvent confondus avec les jardins communautaires de la Ville. Les jardins collectifs s'ajoutent à une variété d'interventions qui souhaitent apporter des solutions aux individus désireux de s'émanciper socialement et qui peuvent avoir un impact important sur la conscience alimentaire des individus. Pour assurer la pérennité de leurs initiatives, les organismes communautaires ont avantage à mieux définir leurs projets et leurs limites, à les évaluer davantage, à diversifier leurs approches de réseautage et à continuer à établir des partenariats tant au niveau local qu'au niveau de la communauté métropolitaine de Montréal. De plus, il y aurait certainement matière à s'inspirer et à collaborer davantage avec les cuisines collectives qui possèdent une structure commune plus établie de manière à s'assurer d'avoir un plus grand impact sur le capital culinaire des individus. Les jardins collectifs devraient s'assurer d'avoir une bonne visibilité et tenter de s'insérer de façon plus importante dans les politiques publiques sociales à venir afin d'obtenir un meilleur financement. Il serait d'ailleurs intéressant de conduire une recherche sur les relations de proximité, les formes de collaboration, les lieux de rencontres et de réseautages des organismes qui travaillent actuellement en lien avec l'agriculture urbaine en général à Montréal, afin de mieux comprendre les situations problématiques et conflictuelles, les alliances ainsi que les jeux d'acteurs. Cette étude pourrait s'accompagner d'une analyse sur l'évolution de la participation dans les jardins collectifs depuis les années 90 à l'échelle montréalaise afin de mieux comprendre son évolution et sa popularité. D'un autre côté, il serait aussi très enrichissant dans le cadre d'une autre recherche ou mémoire, de faire une étude de cas sur une municipalité comparable à Montréal et reconnue comme pionnière en agriculture urbaine communautaire, afin de s'en inspirer et d'apporter des éléments nouveaux et originaux sur la question.

¹⁵ La proposition cherche à répondre à deux problèmes principaux : d'abord s'assurer que l'ensemble de la population ait accès à un revenu qui lui permet de subvenir à ses besoins de base; ensuite éliminer la trappe à la pauvreté en s'assurant que chaque heure rémunérée ait un impact à la hausse sur les revenus. Parallèlement le comité souhaite réduire la stigmatisation qui accompagne les périodes de plus grande adversité financière, qui nécessite une aide de l'État. Pour y arriver, le RISR utiliserait d'abord les crédits d'impôt remboursables (qui s'ajouteraient aux prestations de l'aide sociale, le cas échéant) afin d'atteindre un revenu équivalent 80 % de la mesure du panier de consommation (MPC). À mesure que les revenus de chaque personne atteindraient la parité avec la MPC, les crédits d'impôt seraient modulés jusqu'à disparaître complètement (Couturier 2013).

ANNEXE 1 : GRILLE D'OBSERVATION

1. Jardin

- a. Aménagement et contexte d'insertion dans le cadre urbain : état des lieux, propreté, ordre, soin, ambiance, superficie, voisinage
- b. Végétaux : aspect des plants, santé et apparence, soins donnés, variété des espèces, arrangements et disposition, pratique agricole

2. Jardinier

- a. Type de jardiniers, langue parlée, sexe, présence d'enfants ou non
- b. Intensité de la participation

3. Lien social

- a. Comportement : rapport entre les participants (interactions), relation entre l'animateur et les jardiniers (type et fréquence des contacts), lieux de rassemblement et d'échange,
- b. Activités : fête des récoltes ou autres activités, corvées, etc.
- c. Présence de réseaux constitués et identifiables

4. Travail

- a. Organisation et méthode de travail (seul, petit groupe, gros groupe)
- b. Animateur : atelier et méthodes de travail
- c. Partage de la récolte

ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE

Code :

Nom du jardin :

Date de la rencontre :

Pour les questions à choix multiples, encerclez la bonne réponse. Pour toutes les autres questions, il suffit de répondre en quelques mots.

Partie A : Renseignements personnels

Comment avez-vous découvert l'existence du projet pour la première fois ?

Depuis combien de temps jardinez-vous ici ?

Avant de vous inscrire au projet :

Connaissiez-vous déjà d'autres jardiniers ? Oui Non

Connaissiez-vous un des responsables de cet organisme ? Oui Non

Aviez-vous accès à un jardin potager chez vous ? Oui Non

Aviez-vous déjà fait pousser des aliments ? Oui Non

Après avoir commencé à jardiner :

Avez-vous aidé à trouver d'autres jardinier(e)s ? Oui Non

Avez-vous crée des liens avec d'autres jardinier(e)s ? Oui Non

Si oui, est-ce que vous vous voyez en dehors des périodes de jardinages ? Oui Non

Combien d'heures travaillez-vous en moyenne par semaine dans le jardin ?

Êtes-vous satisfait : 1=élevé 2=moyen 3=faible

De la formation en jardinage obtenue ? 1 2 3

De la quantité des aliments récoltés ? 1 2 3

De la qualité des aliments ? 1 2 3

De la façon de distribuer les surplus d'aliments ? 1 2 3

Des rapports que vous avez avec les autres jardiniers ? 1 2 3

Souhaitez-vous revenir l'année prochaine ? Oui Non

Partie B : Bénéfices du jardin

Depuis que vous jardinez ici :

Avez-vous pris l'habitude de manger plus de légumes frais ?	Oui	Non
Avez-vous découvert de nouveaux types d'aliments ?	Oui	Non
Achetez-vous des aliments biologiques ?	Oui	Non
Si oui, en achetez-vous plus qu'avant ?	Oui	Non

Combien avez-vous épargné en moyenne par semaine grâce aux aliments que vous avez récoltés dans le jardin ?

Partie C : Profil du jardinier

1. Indiquez votre sexe : H F

2. Quel âge avez-vous ?

3. Êtes-vous né au Canada ?

4. Depuis combien de temps habitez-vous à Montréal ?

Moins de 1 an Entre 1 et 5 ans Entre 5 et 14 ans Entre 15 et 24 ans
25 ans et +

5. Quel est le plus haut niveau atteint dans votre cheminement scolaire ?

Secondaire Collégial Baccalauréat Maîtrise ou plus

6. Quel est le statut de votre ménage ?

Vous vivez seul En couple En couple avec enfant Seul avec enfant
En colocation

7. Combien d'enfants avez-vous à votre charge ?

8. Avec combien de personnes partagez-vous votre appartement ?

9. Avez-vous occupé un emploi au cours de la dernière année ? Oui Non

10. Si oui, êtes-vous à temps plein ou à temps partiel ?

11. Si non, êtes-vous

Étudiant ?	Oui	Non
Sans emploi ?	Oui	Non
Retraité ?	Oui	Non

12. Quel est le revenu annuel brut de votre ménage ?

Moins de 10 000\$	Entre 10 000\$ et 15 000 \$	Entre 15 000 \$ et 25 000 \$
	Entre 25 000 \$ et 45 000 \$	Plus de 45 000 \$

13. Avez-vous fait appel à un organisme d'entraide ou à un organisme communautaire dans les deux dernières années ?

Oui Non

14. Si oui, lequel ou lesquels ?

MERCI DE VOTRE PARTICIPATION !

Accepteriez-vous de participer à un entretien individuel d'environ 30 minutes.

L'entretien aura lieu un peu plus tard à l'automne et une compensation de 20 \$ vous sera versée notamment pour couvrir les frais de déplacement, gardienne, temps pris sur d'autres activités.

Bien entendu, l'entretien pourra aussi être dans un lieu de votre choix et le montant d'argent remis au jardin dépendamment de votre volonté.

Votre aide permettra de mieux faire connaître les projets de jardins collectifs au reste de la population et d'en assurer la continuité.

Oui Non

Si vous avez répondu oui, veuillez inscrire ci-dessous votre nom, votre numéro de téléphone ou votre adresse courriel (selon le meilleur moyen pour vous rejoindre). Bien entendu, ces renseignements resteront confidentiels et seront détruits à la fin de l'étude.

Cette fiche sera détachée du questionnaire.

Nom (au complet) :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

ANNEXE 3 : GRILLE D'ENTRETIEN DES JARDINIERS

Dimensions	Questions	Relances possibles
Expérience de vie	1- Comment allez-vous ?	Que faites-vous ces temps-ci ?
Impacts du jardin	2- Est-ce que vous vous ennuyez de passer du temps dans le jardin ?	-Pourquoi
Expérience de vie, condition de vie et situation économique	3-Quels sont les premiers mots qui vous viennent à l'esprit pour décrire votre situation actuelle (sans trop réfléchir, conditions de vie) ?	-Au niveau financier ? -Au niveau de votre emploi du temps ?
Bonheur	4-Qu'est-ce qui vous est arrivé de bien dans les dernières années ? (voire même cette année)	-Quel est l'événement qui vous a rendu le plus heureux dans les dernières années ? -Quel(s) impact(s) cela a eu dans votre vie ?
Échecs, expérience de vie, ruptures sociales	5-Avez-vous rencontré des difficultés durant la dernière année (financière, emploi)	-Quels genres de conséquences cela a eues dans votre vie ?
Impacts de l'expérience	6-Que pensez-vous des jardins collectifs ? (Rappel des réponses du questionnaire court)	-qu'est-ce que cela vous a apporté ? -Au niveau des connaissances apprises (nouveaux aliments, techniques de jardinage) ?
Perception de l'expérience	7- Décrivez-moi une séance typique de jardinage ?	-Où était le point de rencontre ? -Qui dirigeait les activités ? -Comment se déroulait la période de distribution des aliments ? -Que pensez-vous de l'animateur ou de l'animatrice ?
Habitudes et stratégies alimentaires	8-Pouvez-vous me décrire votre menu de la semaine (déjeuner, dîner, souper) ?	-Quel genre de cuisine faites-vous à la maison ? -Quand faites-vous l'épicerie ? Où ? -Est-ce qu'il y a des aliments dont vous vous privez ? -Est-ce que cela vous dérange ? -Est-ce que cela a toujours été le cas ? -Combien de fois par semaine mangez-vous au restaurant ? -Si oui, où ? -L'hiver comment cela se passe ?

Impacts de l'expérience	9-Est-ce que vous pensez que votre récente expérience dans un jardin collectif a modifié votre façon de vous alimenter ?	-Au niveau des légumes ? Comment ? -Des légumes biologiques ?
Réseaux sociaux et réseau d'entraide	10-Est-ce que vous avez participé à d'autres types d'activité durant l'été qui vous ont permis de rencontrer des gens ?	-Si oui, est-ce que vous les côtoyez encore ? -Si non, aimeriez-vous participer à d'autres activités ?
Réseaux sociaux	11-Voyez-vous souvent votre famille, vos enfants, vos amis	-Où habitent-ils ?
Réseau d'entraide et impact du jardin en matière de réseautage	12-Connaissez-vous des organismes communautaires dans le quartier ou dans la ville ? (que ce soit pour l'alimentation ou pour d'autres aspects de votre vie ?) En lien avec les réponses du questionnaire court.	-Les fréquentez-vous ? -Pourquoi ? -Depuis combien de temps ? -Comment en avez-vous entendu parler ?
Capacité de rétention des jardiniers à faible revenu	13-Souhaitez-vous reproduire l'expérience l'année prochaine ?	-Si oui, allez-vous inviter des connaissances ou amis à joindre le projet ? Qui ? -Si non, pourquoi ?

ANNEXE 4 : GRILLE D'ENTRETIEN DES COORDONNATEURS

Dimensions	Questions	Relances
Expérience	Comment les choses se passent actuellement pour l'organisme ?	-Comment voyez-vous la situation ? -Comment se déroulent vos activités ?
Objectifs poursuivis	Pouvez-vous me parler de la mission de l'organisme	-A-t-elle changée ou évoluée avec le temps ?
Les jardins	Parlez-moi des projets de jardin	-Y a-t-il de nouveaux projets pour l'année prochaine ? -Qu'elle est celui qui fonctionne le mieux ? -Qu'elle est celui qui fonctionne le moins bien -Que pensez-vous des projets de jardins en bacs
Production	Parlez-moi un peu de la production ?	-Au niveau de la qualité ? -Au niveau de la quantité ?
Les jardiniers	Qui est la clientèle ciblée ?	-Est-il difficile de rejoindre des participants à faible revenu ? Pourquoi ? -Y a-t-il un creux de participation durant l'été ? Quand ? Pourquoi ?
Recrutement	Comment faites-vous pour rejoindre les participants ?	-Croyez-vous que c'est assez efficace ? -Y a-t-il des affiches qui indiquent la présence des jardins ? -Comment fait-on pour devenir membre ?
Perception des impacts	Parlez-moi un peu du déroulement des ateliers.	-Parlez-moi un peu des méthodes de travail valorisées. -Qu'est-ce qui marche le mieux ? -Comment est-ce que les participants bénéficient du jardin ?
Perception de l'offre alimentaire dans le quartier	Comment trouvez-vous l'offre alimentaire dans le quartier ? (fruiteries, marchés, épiceries, etc.)	-Est-ce que c'est suffisant ? -Comment sont les prix ? -Par rapport à l'augmentation générale du coût des aliments ?
Réseautage interorganismes	Y a-t-il des ressources pour les personnes qui ont moins d'argent dans le quartier ? (banques alimentaires, églises, etc..) Lesquelles ?	-Est-ce qu'il vous arrive de référer des jardiniers à d'autres organismes communautaires dans le quartier ? Comment vous procédez ?
Réseautage inter-jardins	Parlez-moi de vos relations avec les autres organismes qui ont des projets de jardins collectifs dans les autres quartiers.	-Que se passe-t-il lorsqu'un jardinier désire changer de quartier ?

Financement	Quelles sont vos sources de financement ?	-Sont-elles les mêmes chaque année ? -Est-il difficile d'obtenir du financement ? -Comment procédez-vous ?
Financement : animateurs	D'où provient le financement pour les animateurs ?	Est-ce que cela cause un problème ? -Y aurait-il des alternatives ? -Sont-ils ou sont-elles les mêmes chaque année ?
Transmission des connaissances	Selon vous, quel est le rôle de l'animateur et comment doit-il ou doit-elle agir envers les jardiniers ?	-Au niveau des ateliers (recettes, habitudes alimentaires) ? -En matière de réseautage ?

ANNEXE 5 : GRILLE D'ENTRETIEN DES PROGRAMMATEURS

Dimensions	Questions	Relances
Parcours	Depuis combien de temps travaillez-vous cet organisme?	-Parlez-moi de votre cheminement dans l'organisme. -Quel est le genre de mission de l'organisme
L'organisme et la sécurité alimentaire	-Comment intervenez-vous en sécurité alimentaire ?	-Votre rôle, les orientations ? -Votre position a-t-elle toujours été la même ? A-t-elle évoluée avec le temps ? -Quel type de financement offrez-vous ?
La sécurité alimentaire à l'échelle montréalaise	Quels sont les organismes communautaires les plus dynamiques en sécurité alimentaire à Montréal ?	- Qu'ont-ils de particulier par rapport aux autres ? - Que pensez-vous des comptoirs alimentaires ?
Perception sur les initiatives participatives en sécurité alimentaire	-Que pensez-vous des initiatives participatives communautaires ?	-Comment s'arriment-elles aux autres initiatives ou services ?
Évaluation des projets et durabilité (si tel est le cas)	-Quels genres de projets vous intéressent ? -Comment procédez-vous à l'évaluation des projets financés ?	-Qu'est-ce qui fait qu'un projet est reconduit ou non année après année ?
Perception de l'agriculture urbaine (comment l'agriculture urbaine est perçue à travers l'organisme)	-D'après vous, quelle est la contribution de l'agriculture urbaine (effets, rôle, bénéfices pour les jardiniers) chez les individus la pratiquant ?	-Y a-t-il de plus en plus de demandes ? -Qu'en faites-vous maintenant ? (perception et orientations) -Quels types de projets vous intéressent particulièrement ? -Est-ce que les projets participatifs sont privilégiés ? -Par qui l'agriculture urbaine devrait être financée et pourquoi ?
Évaluation des projets et savoir technique de l'organisation en agriculture urbaine communautaire	-Quelles sont les connaissances techniques de l'agriculture urbaine communautaire au sein de votre organisme?	-Avez-vous des données ou des résultats intéressants sur l'agriculture urbaine communautaire (Rapports)
Clientèle ciblée	-Quel type de clientèle est ciblé par les projets d'agriculture urbaine que vous financez ?	-Est-il difficile de rejoindre cette clientèle pour les organismes ? Pourquoi ? -Comment vous assurez que cette clientèle sera rejointe ?

ANNEXE 6 : LES JARDINS EN BACS



ANNEXE 7 : LES SÉANCES DE JARDINAGE



ANNEXE 8 : LE CALCUL DES RÉCOLTES



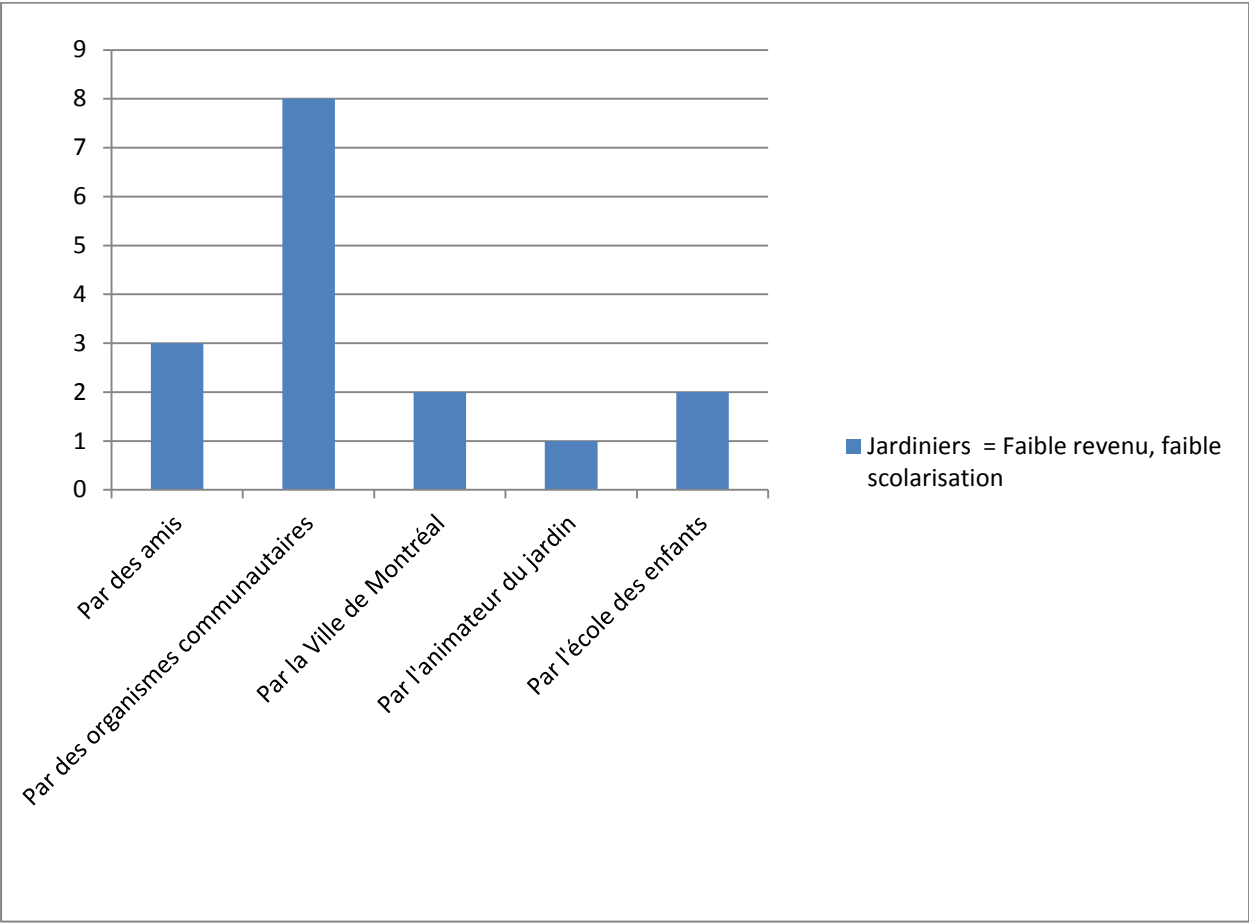
ANNEXE 9 : LE PARTAGE DES RÉCOLTES



ANNEXE 10 : LA FÊTE DES RÉCOLTES

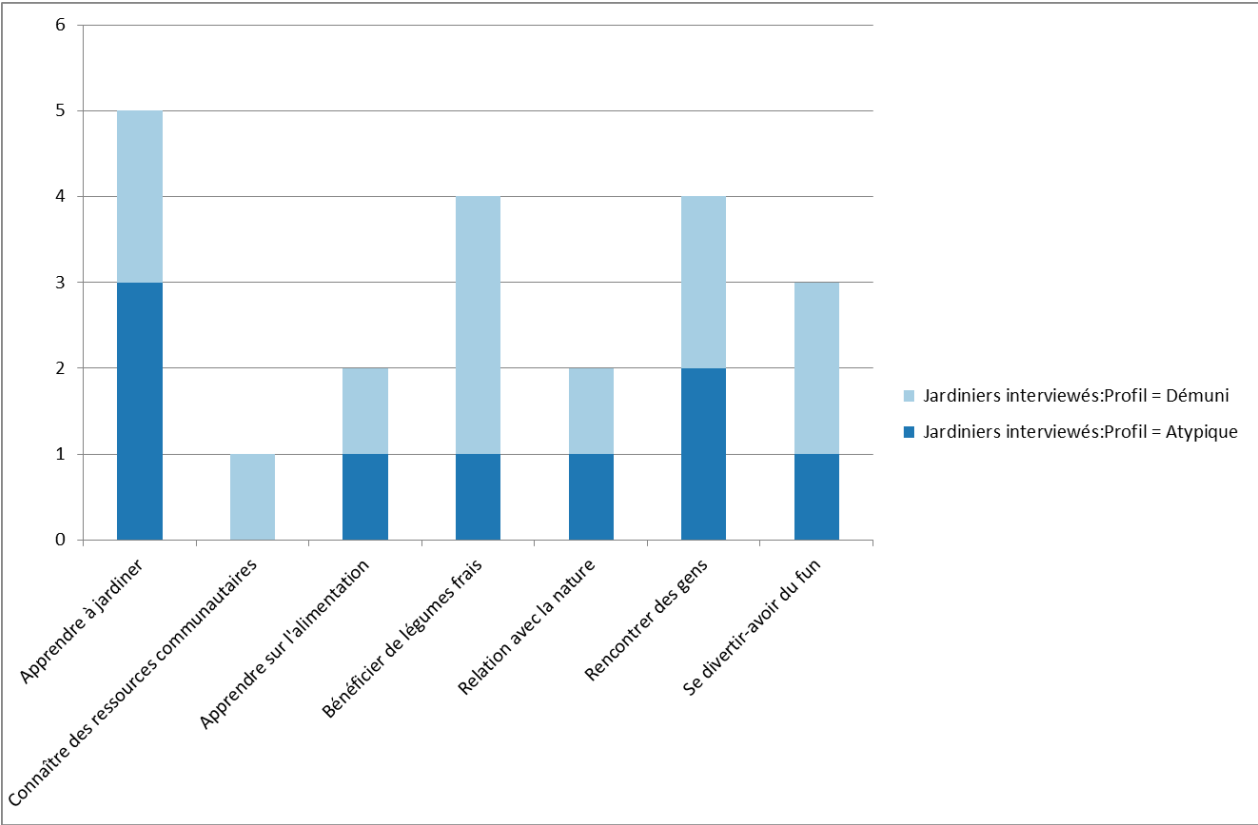


ANNEXE 11 : RECRUTEMENT DES PERSONNES DÉMUNIES



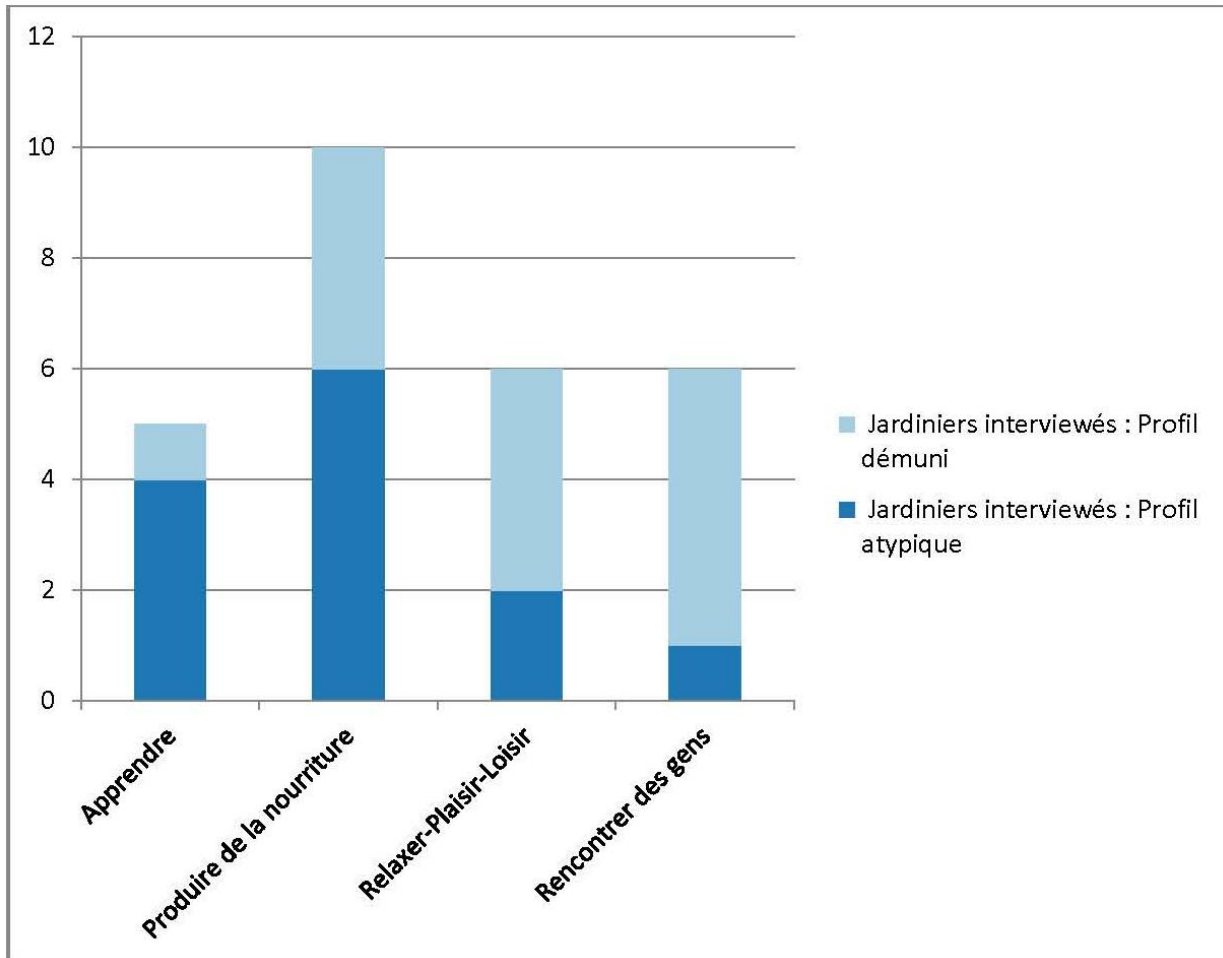
Échelle = nombre de jardiniers

ANNEXE 12 : MOTIVATIONS DES JARDINIERS



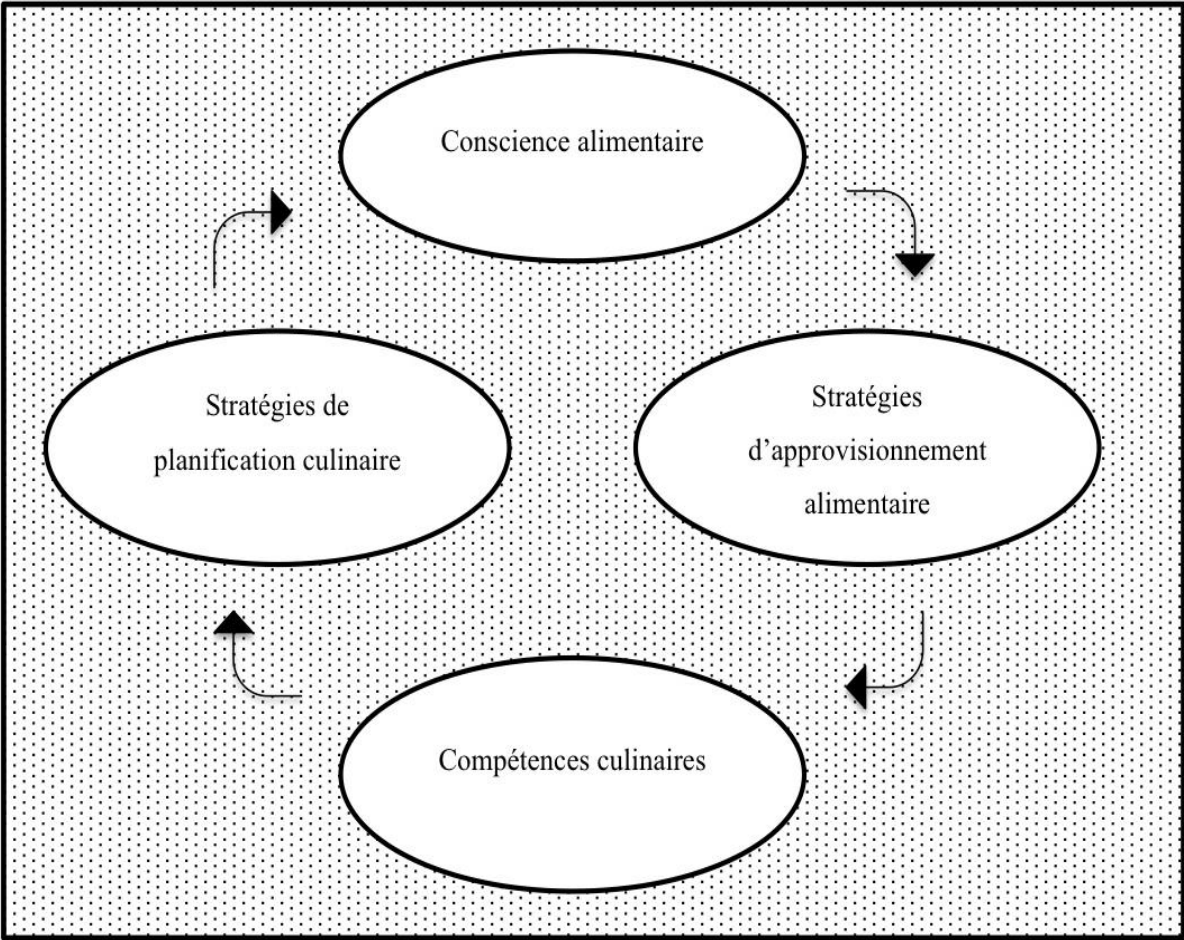
Échelle = nombre de jardiniers

ANNEXE 13 : FONCTIONS DU JARDIN



Échelle = nombre de références

ANNEXE 14 : ROUE DE L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE



BIBLIOGRAPHIE

- Alaimo, Katherine, Thomas M. Reischl et Julie Ober Allen. 2010. « Community Gardening, Neighborhood Meetings, and Social Capital. » *Journal of Community Psychology* 38 (4): 515-531.
- Angeon, Valérie, Patrick Caron et Sylvie Lardon. 2006. « Des lieux sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ? » *Développement durable et territoire* Dossier 7. doi: 10.4000/developpementdurable.2851.
- Aoki, Masahiko. 2010. « Le capital social « individuel », les réseaux « sociaux » et leurs liens avec le jeu économique. » *Revue d'économie du développement* 24: 97-119. doi: 10.3917/edd.244.0097.
- Apostolidis, Thémis. 2006. « Représentations sociales et triangulation : Une application en psychologie sociale de la santé. » *Psicologia : Teoria e Pesquisa* 22 (2): 211-226.
- Apparicio, Philippe, Anne-Marie Séguin et Xavier Leloup. 2007. « Modélisation spatiale de la pauvreté à Montréal : apport méthodologique de la régression géographiquement pondérée. » *Le Géographe canadien* 51 (4): 412-427.
- Bacqué, Marie-Hélène. 2006. « Empowerment et politiques urbaines aux Etats-Unis. » *Géographie, Économie, Société* 8: 107-124.
- Barayandema, Athanase, Guy Fréchet, Aline Lechaume et Frédéric Savard. 2011. *La pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale au Québec : vers l'horizon 2013*. Québec: Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion.
- Bazeley, Pat. 2007. *Qualitative Data Analysis with NVivo*. London: SAGE Publications.
- Beaud, Stéphane et Florence Weber. 2003. *Guide de l'enquête de terrain*, Guides Repères. Paris: La découverte.
- Beeman, Jennifer, Jean Panet-Raymond, Sonia Racine, Johanne Rheault et Joël Rouffignat. 1997. « Les groupes d'aide alimentaire pour les personnes défavorisées : lieux de sociabilité ou de gestion de la pauvreté ? » *Cahiers de recherche sociologique* (29): 43-58.
- Bertrand, Lise. 2007. *Les disparités dans l'accès des aliments santé à Montréal*. Direction de la santé publique et Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Rapport de recherche

- Bertrand, Lise, Janine Desrosiers-Choquette, Marie-Paule Duquette et Caroline Marier. 2009. Dispensaire diététique de Montréal en collaboration avec la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Rapport synthèse.
- Bertrand, Lise et Caroline Marier. 2008. *Cadre de référence pour le soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal 2008-2012*. Montréal: Direction de santé publique et Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Cadre de référence.
- Blais, Mireille et Stéphane Martineau. 2006. « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. » *Recherches qualitatives* 26 (2): 1-18.
- Blanchet, Alain et Anne Gotman. 1992. *L'enquête et ses méthodes : L'entretien*, Éditions Nathan. Paris.
- Boulianne, Manon. 2001. « L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois : Empowerment des femmes ou «domestication de l'espace public». » *Anthropologie et Sociétés* 25 (1): 63-80.
- Bourdieu, Pierre. 1980. « Le capital social : notes préliminaires. » *Actes de la recherche en sciences sociales* (31): 2-3.
- Bouvier-Daclon, Nathalie et Gilles Sénécal. 2001. « Les jardins communautaires de Montréal : un espace social ambigu. » *Loisir et Société* 24 (2): 507-531.
- Chollet, Annick. 2006. « Les réseaux sociaux. » *Oncologie*: 1-3. doi: 10.1007/s10269-006-0416-0.
- Club populaire des consommateurs. 2012. *Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles : La santé et la solidarité d'un quartier*. Consulté le 15 octobre 2012. <http://ccpsc.qc.ca/clubpop>.
- Cook, John et Karen Jeng. 2009. *Child Food Insecurity : The Economic Impact on our Nation*. Chicago: Feeding America and The ConAgra Foods Foundation. Rapport de recherche.
- Côté, Élane, Sonia Racine et Joël Rouffignat. 1995. « Appauvrissement, aide alimentaire et organismes communautaires. De la compréhension à l'action. » *Service social* 44 (3): 95-114.

- Couturier, Eve-Lyne. 2013. « Revenu minimum garanti : trois études de cas. » *Brochure de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques*.
- Dépelteau, François. 2000. *La démarche d'une recherche en science humaines : de la question de départ à la communication des résultats*. Les presses de l'Université Laval.
- Deslauriers, Jean-Pierre. 1991. *Recherche qualitative, guide pratique*. Montréal: McGraw-Hill Éditeurs.
- Duchemin, Eric, Fabien Wegmuller et Anne-Marie Legault. 2009. « Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers. » *Vertigo* 10 (2).
- . 2010. « Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers. » *Vertigo* 10 (2).
- Duperré, Martine. 2004. *L'organisation communautaire, la mobilisation des acteurs collectifs*. sous la dir. de Les Presses de L'Université Laval. Québec.
<http://books.google.ca/books?id=7Q5bAw-SGCUC&printsec=frontcover&dq=L'organisation+communautaire+Martine+Duperr%C3%A9&source=bl&ots=YYqhdRE6L&sig=7EUVmdM026dDTBNfzRhILDudvl4&hl=fr#v=onepage&q&f=false>.
- Duvernoy, Isabelle et Maria-Amalia Lorda. 2012. « Diversité des fonctions attribuées à l'agriculture urbaine et périurbaine dans la région pampéenne argentine. » *Environnement urbain* (6): 50-63.
- Eve, Michael. 2002. « Deux traditions d'analyse des réseaux sociaux. » *Réseaux* (115): 183-212. doi: 10.3917/res.115.0183.
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). 1996. « Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale. ».
- . 2010. *Le droit à une alimentation suffisante*. Genève: Haut commissariat aux droits de l'homme. Fiche d'information n 34.
- . 2013. *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture : Pour un monde libéré de la faim*. Consulté le 10 janvier 2013. http://www.fao.org/index_fr.htm.
- Flachs, Andrew. 2010. « Food For Thought : The Social impact of Community Gardens in the Greate Cleveland Area. » *Electronic Green Journal* 1 (30): 1-8.

- Fornerod, Maud. 2010. *L'éducateur social, Agent de conscientisation au développement durable*. Sierre: HES-SO Valais. Rapport de recherche.
- Fournier, Danielle, Monique Provost et Nadine Goudreault. 1998. *Pauvreté et autonomie sociale : Les cuisines collectives comme stratégie de solidarité*. Montréal: Relais-Femmes. Rapport de recherche.
- Freire, Paulo. 2000. *Cultural Action for Freedom*. Boston: Harvard Educational Review.
- Gorgolewski, Mark, June Komisar et Joe Nasr. 2011. *Carrot City : Creating Places for Urban Agriculture*. NYC: Monacelli Press.
- Granovetter, Mark S. 1973. « The Strength of Weak Ties. » *American Journal of Psychology* 78 (6): 1360-1380.
- Groulx, Lionel-Henri. 2011. Les facteurs engendrant l'exclusion au Canada : survol de la littérature multidisciplinaire. Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion. http://www.cepe.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_lionel-henri_groulx.pdf.
- Hamelin, Anne-Marie, Micheline Beaudry et Jean-Pierre Habicht. 1998. « La vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire. » *Revue canadienne d'études du développement* 19 (4): 277-306.
- Hamelin, Anne-Marie et Nathalie Bolduc. 2003. « La sécurité alimentaire à l'agenda politique québécois. » *Service social* 50 (1): 57-80.
- Hamelin, Anne-Marie, C Mercier et A Bédard. 2010. « Discrepancies in households and other stakeholders viewpoints on the food security experience : a gap to address. » *Journal of Health Education Research* 25 (3): 401-412.
- IMEchE (The Institution of Mechanical Engineers). 2013. *Global Food : Waste Not, Want Not*. UK: The institution of Mechanical Engineers. Rapport.
- Kettings, Christine, Andrew J. Sinclair et Melanie Voevodin. 2009. « A Healty diet consistent with Australian Health Recommendations is Too Expensive for Welfare-Dependant Families. » *Australian and New Zealand Journal of Public Health* 33 (6).
- Lachance, Brigitte, Martine Pageau et Sylvie Roy. 2006. *Investir pour l'avenir : Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids*. Ministère de la santé et des services sociaux du Québec. Plan d'action.

- Lamoureux, Jocelyne. 2001. « Marges et citoyenneté. » *Sociologie et sociétés* 33 (2): 29-47.
- Laperrière, Anne. 2003. « L'observation directe. » In *Recherche sociale*, 4e édition, sous la dir. de B. Gauthier, 269-291. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Lazega, Emmanuel. 1994. « Analyse de réseaux et sociologie des organisations. » *Revue française de sociologie* 35 (2): 293-320.
- Leloup, Xavier. 2010. *Bilan exploratoire des actions menées dans le cadre des ententes entre le MESS et la Ville de Montréal relatives à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2003-2008)*, INRS Centre Urbanisation Culture Société. Montréal: Rapport final présenté au Service du développement et des opérations, Ville de Montréal.
- Lévesque, Maurice et Deena White. 1999. « Le concept de capital social et ses usages. » *Lien social et Politiques* (41): 23-33.
- Lin, Nan. 1995. « Les ressources sociales : une théorie du capital social. » *Revue française de sociologie* 36 (4): 685-704.
- LMPY (La maison du Partage d'Youville). 2012. *La maison du Partage d'Youville*. <http://www.lmpy.ca/historique.html>.
- Maison de Quartier Villeray. 2012. *Maison de Quartier Villeray*. Consulté le 15 janvier 2013. http://mqv.qc.ca/index.php?option=com_content&task=view&id=14&Itemid=26.
- Marx, Karl. [1867] 1993. *Le Capital : Critique de l'économie politique. Livre premier : Le procès de production du capital*. Paris: Quadrige / Puf.
- Mayo, Peter. 1995. « Critical Literacy and Emancipatory Politics : The Work of Paulo Freire » *International Journal of Education Development* 15 (4): 363-379.
- Minvielle, Paul, Stephane Angles et Jacques Daligaux. 2012. « La gouvernance territoriale agricole : l'exemple de la viticulture et de l'oléiculture dans l'agglomération de Toulon. » *Environnement urbaine* (6): 74-99.
- Mirza, Marlene, Donna Fitzpatrick-Lewis et Helen Thomas. 2007. *Is There a Relationship Between Food Insecurity and Overweight/Obesity ?* Hamilton: Public Health Research, Education and Development Program. Rapport de recherche.
- Moisson Montréal. 2012. *Alimenter la chaîne de solidarité*. Rapport annuel 2011-2012.

- Montero, Maritza. 2009. « Community Action and Research as Citizenship Construction. » *American Journal of Community Psychology* (43): 149-161.
- Mukamurera, Joséphine, France Lacourse et Yves Couturier. 2006. « Des avancées en analyse qualitative : pour une transparence et une systématisation des pratiques. » *Recherches qualitatives* 26 (1): 110-138.
- Nahmias, Paula et Yvon Le Caro. 2012. « Pour une définition de l'agriculture urbaine : Réciprocité fonctionnelle et diversité des formes spatiales. » *Environnement urbain* (6): 1-16.
- Ninacs, William A. 2002. « Types et processus d'empowerment dans les initiatives de développement économique communautaire au Québec. » Thèse de doctorat, École de service social, Université Laval.
- OCPM (Office de consultation publique de Montréal). 2012a. *Agriculture urbaine à Montréal*. Consulté le 17 octobre 2012. <http://ocpm.qc.ca/agriculture>.
- . 2012b. *État de l'agriculture urbaine à Montréal*. Montréal. Rapport de consultation publique.
- Okvat, Heather Audrey et Alex Zautra. 2011. « Community Gardening: A Parsimonious Path to Individual, Community, and Environmental Resilience. » *American Journal of Community Psychology*: 1-14.
- Pailé, Pierre. 2007. « La recherche qualitative : une méthodologie de la proximité. » In *Problèmes sociaux. Tome 3. Théories et méthodologies de la recherche*, 409-443. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Palier, Jane et Benoît Prévost. 2005. « L'empowerment : ambiguïtés théoriques et portée pratique. » *Centre Auguste et Léon Walras-Université Lyon 2. Réflexions sur le sens de l'empowerment et illustration à partir du cas des Self Help Groups (SHG) en Inde*.
- Perreault, Marc et Gilles Bibeau. 1995. *Dérives montréalaises : À travers des itinéraires de toxicomanies dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve*. Montréal: Boréal.
- Perrotti, Daniela. 2012. « La ruralité urbaine : de plateforme d'expérimentation à lieu de la mise en scène d'un nouvel modèle de durabilité. » *Environnement urbain* (6): 100-117.
- Phillips, Lynn. 2012. « Eating Cars : Food, Politics and Pedagogy in a " Community in Crisis ". » *Environnement urbain* (6): 64-73.

- Pires, Alvaro. 1993. « Recentrer l'analyse causale ? Visages de la causalité en sciences sociales et recherche qualitative. » *Sociologie et sociétés* 25 (2): 191-209.
- Portes, Alejandro. 1998. « Social Capital : It's Origins and Applications in Modern Sociology. » *Annual Review of Sociology* 24: 1-24.
- Putnam, Robert D. 1993. « The prosperous community : Social Capital and Public Life. » *The American Prospect* 4 (13): 11.
- . 1999. « Le déclin du capital social aux États-Unis. » *Lien social et Politiques* (41): 13-22.
- . 2001. « Social Capital : Measurement and Consequences. » *Kennedy School of Government, Harvard University*: 1-32.
- Reisig, Vmt et A Hobbiss. 2000. « Food deserts and how to tackle them : a study of one city's approach. » *Health Education Journal* 59: 137-149.
- Reyburn, Stefan. 2006. « Évaluation de la contribution de l'agriculture urbaine communautaire montréalaise à l'amélioration du cadre de vie. » *Études urbaines*, Institut national de la recherche scientifique, Université du Québec à Montréal.
- . 2012. « Les défis et les perspectives de l'agriculture urbaine. » *Environnement urbain* (6): 3-4.
- Riches, Graham. 2002. « Food banks and food security: Welfare reform, human rights and social policy. Lessons from Canada? » *Social Policy and Administration* 36 (6): 648-663.
- RJCQ (Regroupement des jardins collectifs du Québec). 2009. *Rapport d'activité annuel 2009*.
- . 2012. *Semer, cultiver et récolter les fruits de la solidarité*. <http://www.rjqc.ca/>.
- Rosol, Marit. 2010. « Public Participation in post-fordist urban green space governance: The case of community gardens in Berlin. » *International Journal of Urban and Regional Research* 34 (3): 548-563.
- Rouffignat, Joël, Lise Dubois, Jean Panet-Raymond, Patricia Lamontagne, Sylvie Cameron et Manon Girard. 2002. *Agir pour la sécurité alimentaire : Soutenir des pratiques d'intervention favorisant le développement social*. Québec: Université Laval. Rapport de recherche.

- Rouffignat, Joël, Sonia Racine et Éleine Côté. 1996. *Appauvrissement, aide alimentaire et organismes communautaires : de la compréhension à l'action : rapport de recherche*. Québec: Table de concertation sur la faim de Québec, Moisson Québec, Centre de recherche en aménagement et développement de l'Université Laval.
- Saldaña, Johnny M. 2011. *The Coding Manual for Qualitative Researchers*, 2nd Revised edition. Thousands Oak, CA.: SAGE Publications.
- Salomon Cavin, Joëlle. 2012. « Entre ville stérile et ville fertile, l'émergence de l'agriculture urbaine en Suisse. » *Environnement urbain* (6): 17-31.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2003. « L'entrevue semi-dirigée. » In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, sous la dir. de B. Gauthier, 293-316. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Serrano, José. 2012. « L'insertion de l'agriculture dans les projets d'aménagement des élus urbains. » *Environnement urbain* (6): 32-49.
- Shantz, Jeff. 2011. « Poverty, social movements and community health : the campaign for the Special Diet Allowance in Ontario. » *Journal of Poverty and Social Justice* 19 (2): 145-158.
- Simmel, Georg. [1903] 1998. *Les pauvres*. Paris: Quadrige/Puf.
- . [1908] 1999. « Le croisement des cercles sociaux. » In *Sociologie : étude sur les formes de la socialisation*, Première édition. Paris: Presses universitaires de France.
- Soucy, Marie Douce. 2011. « Analyse qualitative du contenu alimentaire et nutritionnel de quatre blogues de mères québécoises. » Mémoire, Département de nutrition, faculté de médecine, Université de Montréal.
- T. Vozoris, Nicholas et Valerie S. Tarasuk. 2003. « Household Food Insufficiency Is Associated with Poorer Health. » *The Journal of Nutrition* 133 (1): 120-126.
- Tarasuk, Valerie. 2005. « Household Food Insecurity in Canada. » *Clinical Nutrition* 20 (4).
- Thornicroft, Graham et Michele Tansella. 1999. *The Mental Health Matrix. A Manual to Improve Services*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Tremblay, Lucie. 2008. « Les interventions à caractère participatif en sécurité alimentaire : relation entre les intentions et les actions. » Mémoire de maîtrise, Université Laval.
- Tremblay, Pierre-André, Marie-Claude Clouston, Myriam Duplain, René Lapierre et Rouffignat Joël. 2006. *L'insécurité alimentaire au quotidien : témoignages de personnes usagères ou non-usagères de services d'aide alimentaire*. Chicoutimi: Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Veenhuizen, René van. 2006. *Cities Farming for the Future : Urban Agriculture for Green and Productive cities*. Philippines: International Institute of rural Reconstruction and ETC Urban Agriculture.
- Ville de Montréal. 2006. *Premier plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise*. Direction de l'environnement et du développement durable. Plan d'action.
- . 2009. *Le plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2010-2015*. Direction de l'environnement et du développement durable. Plan d'action.
- VRAC. 2011. *VRAC environnement : groupe d'action et de recherche en développement durable*. Consulté le 16 octobre 2011. <http://vracenvironnement.org/>.
- Whitley, Rob et Steve Green. 2005. « Psychosocial Stressors and Buffers Affecting Black Women in Montreal. » *Harvard Review of Psychiatry* 13 (2): 71-84.
- YQQ (Y, a Quelqu'un l'aut'bord du mur). 2012. *YQQ : Y'a Quelqu'un l'aut'bord du mur*. Consulté le 15 septembre 2011. <http://www.info-yqq.com/mission.html>.